

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RECYCLER DES VIES ET LUTTER CONTRE L'EXCLUSION  
PAR UNE ACTION COLLECTIVE :  
LE CAS DE L'ASMARE – ASSOCIAÇÃO DOS CATADORES DE PAPEL,  
PAPELÃO E MATERIAL REAPROVEITÁVEL,  
BELO HORIZONTE, BRÉSIL

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR

NICHOLAS CHATELAIN LUSSIER

DÉCEMBRE 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»





## REMERCIEMENTS

Dans un premier temps, je tiens à remercier tous les membres de mon entourage qui ont su m'épauler durant les diverses étapes qui ont jalonné le parcours qui a abouti à ce mémoire de maîtrise. Ma femme Marianne, mon père, ma mère, mes sœurs et amis proches, je vous remercie profondément de votre patience et de tout le support moral que vous m'avez apporté. Votre aide a été précieuse. Je ne vous remercierai jamais assez tout ce que vous avez fait pour moi.

Un grand merci à Juan-Luis Klein, mon directeur de recherche, pour sa patience et sa compréhension. Vos judicieux conseils et commentaires m'ont grandement aidé à la réalisation de cette recherche.

Au Brésil, de nombreuses personnes m'ont permis de faire mon étude de terrain une expérience inoubliable et constructive. Merci aux *catadores*, aux membres de l'Asmare et de tous ceux qui gravitent autour de l'association en travaillant arduement à l'amélioration de la situation de ceux qui sont si souvent oubliés et négligés. Vous m'avez donné votre confiance ainsi que votre temps et vous m'avez accepté au sein de votre équipe. Ce fut un honneur pour moi de vivre une partie de votre quotidien et d'en arriver à mieux vous comprendre. Dona Geralda, Índio, Flavia, João, Vava, Silviana, Fabiana, Cido, Gladston, Valeria, et toute l'équipe de l'Asmare : *muito obrigado*! Enfin, un grand merci à Lucas.



## DÉDICACE

À ma petite sœur Ariane.



## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	iii
DÉDICACE.....	v
TABLE DES MATIÈRES .....	vii
LISTE DES FIGURES.....	xi
LISTE DES TABLEAUX.....	xiii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	xv
RÉSUMÉ.....	xix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
EN RÉPONSE À LA GLOBALISATION : L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
1.1 La globalisation.....	9
1.1.1 Qu'est ce que la globalisation ?.....	9
1.1.2 L'histoire de la globalisation.....	14
1.1.3 Les acteurs de la globalisation .....	20
1.1.4 La globalisation : est-elle productrice d'exclusion ?.....	22
1.2 L'exclusion : la face cachée de l'économie globalisée .....	23
1.2.1 Qu'est-ce que l'exclusion et qui sont les exclus ?.....	24
1.2.2 Les causes de l'exclusion .....	25
1.2.3 Un concept multidimensionnel.....	32
1.2.4 Des options conceptuelles utiles .....	37
1.2.5 Au Brésil : de la <i>marginalidade</i> à l'exclusion.....	41
1.3 L'économie sociale et solidaire.....	42
1.3.1 Les jalons de l'économie sociale.....	43
1.3.2 Une économie pour les pauvres ?.....	45

## CHAPITRE II

## ÉTUDE DE CAS : CONCEPTS ET MÉTHODE DE RECHERCHE

2.1	Cadre opérationnel.....	47
2.1.1	Le secteur informel.....	47
2.1.2	La lutte pour la reconnaissance.....	55
2.2	Recherche empirique.....	59
2.2.1	Cadre d'analyse pour l'étude de cas : le schéma des initiatives locales...	59
2.2.2	La démarche méthodologique.....	61

## CHAPITRE III

## LES RACINES HISTORIQUES DE L'EXCLUSION AU BRÉSIL ET SUR LE TERRITOIRE ÉTUDIÉ

3.1	L'évolution de l'exclusion au Brésil .....	69
3.1.1	Colonisation et dualité « esclaves/grands propriétaires terriens ».....	69
3.1.2	Le cycle de la <i>mineração</i> dans le Minas Gerais .....	71
3.1.3	Indépendance et Empire brésilien.....	72
3.1.4	République <i>Café com Leite</i> : modernité, régionalisme et fin de l'esclavage .....	73
3.1.5	<i>Estado Novo</i> .....	75
3.1.6	Kubitschek ... un bond de 50 ans en 5 ans.....	78
3.1.7	Dictature Militaire .....	79
3.1.8	Retour de la Démocratie et ouverture économique du Brésil.....	81
3.1.9	Lula et la gauche au pouvoir.....	84
3.2	Le Brésil aujourd'hui.....	86
3.2.1	La question raciale .....	88
3.2.2	Migration urbaine .....	90
3.2.3	Belo Horizonte : une source de modernisation.....	93
3.3	Les <i>catadores</i> .....	98
3.3.1	Le profil des <i>catadores</i> .....	99
3.3.2	La dépendance envers les <i>atravessadores</i> .....	102
3.3.3	L'exclusion et les <i>catadores</i> .....	102



## CHAPITRE IV

## ÉTUDE DE CAS : LA MISE EN PLACE ET L'ÉVOLUTION L'ASMARE

4.1	Le premier cycle de l'initiative locale.....	108
4.1.1	La nuit du 22 août 1988 – L'élément déclencheur.....	108
4.1.2	Mise en place d'une association.....	109
4.1.3	Mobilisation de ressources.....	121
4.1.4	Solidarité.....	127
4.1.5	Une nouvelle conscience territoriale.....	128
4.1.6	<i>Empowerment</i> : l'effet structurant de l'initiative locale.....	130
4.2	Deuxième phase de l'initiative locale.....	131
4.2.1	<i>O convenio</i> : une entente entre les <i>catadores</i> et la Préfecture de Belo Horizonte.....	132
4.2.2	Un réseau de partenaires, de nouveaux acteurs.....	135
4.2.3	Deux nouveaux <i>galpões</i> .....	138
4.2.4	Un statut renforcé.....	141
4.3	Luttes et victoires subséquentes.....	143
4.3.1	Le Forum Déchets et Citoyenneté.....	144
4.3.2	La naissance d'un mouvement national.....	146
4.3.3	Un travail juridiquement reconnu ?.....	148

## CHAPITRE V

## LES EFFETS DE L'ASMARE : FORMALISATION DE L'INFORMEL ET ÉLARGISSEMENT DE L'ACTION COLLECTIVE

5.1	L'Asmare : une organisation démocratique.....	151
5.2	Une vie différente.....	153
5.2.1	La crèche.....	156
5.2.2	Comment la population voit aujourd'hui les <i>catadores</i> ?.....	157
5.3	Les relations avec les pouvoirs publics.....	159
5.4	La situation économique.....	161
5.5	Une inclusion réussie ?.....	166
5.6	Un nouveau cycle d'initiative se met en place : vers la diversification et la mise en réseau.....	168
	CONCLUSION.....	171

ANNEXE A.....	175
ANNEXE B.....	177
ANNEXE C.....	179
BIBLIOGRAPHIE.....	181

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1 Schéma d'analyse des initiatives locales .....	61
2.2 Belo Horizonte, Brésil .....	62
2.3 Implication aux tâches de triage dans le cadre d'une observation participative.....	66
3.1 Les villes brésiliennes de plus de 20 000 habitants en 1940 et 1996.....	91
3.2 Carte de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte.....	94
3.3 Carte de la ville planifiée de Belo Horizonte.....	95
3.4 L'Edifício Niemeyer et la Praça da Liberdade versus l'Avenida do Contorno dans le Barro Preto.....	97
3.5 Vavá, mon ami <i>catador</i> au travail.....	101
3.6 <i>Catadores</i> vivant et travaillant sous les viaducs dans les années 1980 .....	103
4.1 Assemblée de la fondation de l'Asmare, 1 <sup>er</sup> mai 1990 .....	110
4.2 <i>Catadores</i> manifestant dans les rues de Belo Horizonte durant les années 1990 .....	121
4.3 Signature du <i>convenio</i> , 29 décembre 1992 .....	132
4.4 L'Asmare, le <i>galpão</i> de l'Avenida do Contorno .....	139
4.5 Acheminement de matières par un camion de la SLU au <i>galpão</i> de la Rua Itaiutaba .....	141
5.1 Rencontre d'une <i>catadora</i> avec le président Lula .....	160
5.2 Vente de matières aux <i>atravessadores</i> sous la forme de <i>fardos</i> .....	162



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
2.1 Liste des entrevues formelles réalisées à Belo Horizonte.....	64
2.2 Thèmes d'analyse.....	67
3.1 Données comparatives entre les Brésiliens blancs et non-blancs .....	89



## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ASMARE	<i>Associação dos Catadores de Papel, Papelão e Material Reaproveitável</i> (Association des <i>Catadores</i> de Papier, Carton et Matières Recyclables)
BIT	Bureau International du Travail
BRIC	Brésil, Russie, Inde et Chine
CBO	<i>Classificação Brasileira de Ocupações</i> (Classement Brésilien des Occupations)
COOPAMARE	<i>Cooperativa de Materiais Recicláveis de São Paulo</i> (Coopérative de Matières Recyclables de São Paulo)
COPASA	<i>Companhia de Saneamento de Minas Gerais</i> (Société d'Assainissement des Eaux de Minas Gerais)
COPSE	<i>Cooperazione peo lo Sviluppo dei Paesi Emergenti</i> (Coopération pour le Développement des Pays Émergents, Agence de la Communauté Économique Européenne)
CRB	<i>Comércio de Resíduos Bandeirantes</i> (Entreprise Privée de Gestion de Matières Résiduelles)
CEMPRE	<i>Compromisso Empresarial para Reciclagem</i> (Engagement Entrepreneurial pour le Recyclage, ONG formée pour appuyer les initiatives de recyclage)
FMI	Fonds Monétaire International
IBGE	<i>Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística</i> (Institut Brésilien de Géographie et de Statistique)



INSEA	<i>Instituto Nenuca de Desenvolvimento Sustentável</i> (Institut Nenuca de Développement Durable)
INSS	<i>Instituto Nacional do Seguro Social</i> (Institut National de Sécurité Sociale)
JOCUM	<i>Jovens com uma missão</i> (Jeunes avec une mission)
LEV	<i>Local de Entrega Voluntária</i> (Local de Dépôt Volontaire)
MNCR	<i>Movimento Nacional dos Catadores de Materiais Recicláveis</i> (Mouvement National des Catadores de Matières Recyclables)
OEP	Organisations économiques populaires
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAS	Politique d'ajustement structurel
PSB	<i>Partido Socialista Brasileiro</i> (Parti Socialiste Brésilien)
PMDB	<i>Partido do Movimento Democrático Brasileiro</i> (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien)
PNAD	Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílio (Recherche Nationale des Domiciles par Échantillonnage)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RMBH	Région Métropolitaine de Belo Horizonte
SEPPIR	<i>Secretaria de Políticas de Promoção de Igualdade Racial</i> (Secrétariat des Politiques de Promotion d'Égalité Raciale)
SINEP	<i>Sindicato de Estabelecimentos de Ensino Particular</i> (Sindicat des Établissements d'Enseignement Particulier)
SLU	<i>Superintendência de Limpeza Urbana</i> (Superintendance de Nettoyage Urbain)

UFMG

*Universidade Federal de Minas Gerais*

Université Fédérale du Minas Gerais

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et  
la culture



## RÉSUMÉ

Depuis une trentaine d'années, la globalisation bouleverse les structures socio-économiques. Tous ces changements ont eu, entre autres effets, celui d'augmenter les inégalités et de générer de l'exclusion. Face à cette nouvelle forme de pauvreté qui inclut autant les dimensions économique, sociale que symbolique, l'émergence de l'économie sociale et solidaire semble apparaître comme une solution.

Au Brésil, tout comme dans de nombreux pays, les politiques d'ajustement structurel (PAS) et l'application du modèle néo-libéral ont eu des impacts néfastes sur les populations vulnérables. De plus, l'esclavage au Brésil a laissé des stigmates profonds sur certains groupes ethniques et certaines politiques mises en place ont eu comme effet d'enraciner les inégalités. Plusieurs Brésiliens se sont alors tournés vers des activités économiques informelles afin de subvenir à leurs besoins de base. Étant bien souvent en manque de reconnaissance, de nombreux travailleurs informels en sont venus à mettre en place des actions collectives pour pouvoir améliorer leur situation.

Dans ce mémoire, nous portons notre attention sur un groupe de travailleurs exclus de l'économie formelle qui subit quotidiennement le mépris, soit, les *catadores* de la ville de Belo Horizonte. Marginalisés et persécutés par les autorités municipales, certains d'entre eux se sont unis et ont formé une association qui vise à lutter collectivement pour leurs droits et pour accéder à un meilleur niveau de vie. Nous présentons le parcours de cette association nommée l'Asmare (*Associação dos Catadores de Papel, Papelão e de Material Reaproveitável*) en démontrant de quelle façon les membres en sont parvenus à mobiliser les ressources nécessaires et à se construire une solidarité qui leur a permis d'accroître leur capacité d'agir. Notre analyse porte sur cette mobilisation sociale qui a su redessiner la gouvernance locale en allant chercher l'appui d'acteurs locaux et des instances gouvernementales.

Mots clés : Association, catador, secteur informel, lutte pour la reconnaissance, action collective, Belo Horizonte, initiative locale.



## INTRODUCTION

Les *catadores* sont des travailleurs informels qui font la collecte de matières recyclables dans le but de les revendre et d'en tirer un petit profit. Certains d'entre eux sont devenus membres d'une association nommée l'Asmare (*Associação dos Catadores de Papel, Papelão e de Material Reaproveitável*) qui les aide à améliorer leur situation et à lutter ensemble contre l'exclusion dont ils sont victimes. C'est le parcours de ces travailleurs en quête de reconnaissance et des actions qu'ils ont mises en place en vue d'obtenir une certaine formalité dans le travail que nous aborderons dans ce mémoire.

Lors de mon premier séjour au Brésil, effectué dans le cadre d'un semestre à l'*Universidade Federal de Minas Gerais* (UFMG) à Belo Horizonte à l'automne 2007, j'ai été grandement impressionné par les nombreux moyens ingénieux trouvés par les Brésiliens vivant dans une pauvreté extrême pour générer une source de revenu leur permettant de subvenir à leurs besoins. J'ai vu des revendeurs sur les plages, dans les autobus ou dans les rues, qui vendaient illégalement toute sorte de produits. J'ai vu également de jeunes enfants et adolescents qui s'occupaient des automobilistes qui voulaient stationner leurs voitures en échange de quelques monnaies, ceux qu'on appelle les *flanelinhas*. Tous ces travailleurs issus du secteur informel brésilien que l'on peut voir partout, ont rapidement retenu mon attention. Le phénomène qui m'a le plus grandement impressionné en est un que je n'avais jamais vu auparavant: les ramasseurs de matières recyclables. Assis sur le balcon de l'appartement que je louais dans le Barro Preto, l'un des quartiers les plus pauvres du centre de Belo Horizonte, je voyais quotidiennement près de 200 *catadores* passer devant mes yeux. J'ai graduellement commencé à m'intéresser à eux et j'ai alors



remarqué qu'ils étaient présents partout dans la ville. Bien qu'ils paraissent mener une vie difficile, ils semblaient garder une joie de vivre alors qu'ils transportaient des centaines de kilos de matières recyclables et de déchets sur un carrosse qu'ils portaient à bout de bras dans les rues de Belo Horizonte. Rapidement, mon intérêt s'est accru face à ce groupe de gens qui arpentent les rues des villes brésiliennes, vivant des détritiques de la population afin de survivre. Dès mon retour à Montréal, j'ai choisi de pousser plus loin mes recherches sur les *catadores* et d'en faire mon sujet de mémoire de maîtrise.

Lorsque je suis retourné à Belo Horizonte dans le cadre de ma première étude de terrain, en automne 2009, j'ai beaucoup appris sur ces travailleurs qui vivent dans l'ombre, isolés, marginalisés et exclus. Ils semblent invisibles pour une grande partie de la population brésilienne, et ils suscitent chez la plupart des gens méfiance et peur. Lors de cette première étude de terrain en 2009, j'ai découvert que certains *catadores* s'étaient associés et avaient formé l'Asmare dans le but d'améliorer leur sort. Cette association, au sein de laquelle les *catadores* deviennent de réels protagonistes du développement économique, social et environnemental, est alors devenue le noyau de mon mémoire de maîtrise. J'ai alors réalisé l'ampleur et l'intérêt du phénomène et j'ai saisi que, pour bien définir le rôle que joue cette association en tant que moyen d'insertion sociale et pour bien comprendre son fonctionnement, j'aurais besoin de plus de temps. J'en ai alors profité pour récolter de nombreux ouvrages et documents sur le sujet afin de bien préparer un deuxième séjour sur le terrain. Cette étape a été accomplie à l'automne 2011, lors d'un nouveau voyage pendant lequel j'ai pu récolter toutes les informations nécessaires à la rédaction de mon mémoire.

Étant donné que le phénomène des *catadores* n'est pas présent à Montréal, du moins pas sous la même forme qu'au Brésil, les informations obtenues sur le terrain ont été la source principale de cette recherche. Sur place, j'ai passé beaucoup de temps au sein de l'association. J'ai parcouru la capitale avec en main mon calepin de notes,



mon appareil photo et mon enregistreuse vocale, afin de recueillir tous les éléments concernant le processus de production de l'Asmare, les histoires de vie des membres associés et des non-membres qui sont impliqués dans le phénomène. J'ai dû redoubler d'efforts dans le but d'établir des relations de confiance avec ces gens, qui proviennent pour la plupart du milieu très difficile de la rue et qui démontrent une grande méfiance envers les gens qui s'intéressent à eux. Avec l'aide de personnes-ressources et de beaucoup de persévérance, j'y suis arrivé. Je me suis mêlé à eux, en les aidant à faire le tri des ordures et tentant de faire partie de leur quotidien. J'ai également participé à la collecte dans les rues de Belo Horizonte avec l'un des *catadores* de l'Asmare avec qui j'ai appris à reconnaître au toucher les sacs laissés sur les trottoirs contenant des items qui ont une valeur de revente. J'ai tiré en plein milieu du trafic urbain le carrosse rempli d'un mélange de matières recyclables et de déchets. J'ai discuté avec les amis de mon partenaire des difficultés de travailler dans la rue et de leur haine envers les gouvernements et les autorités municipales. Afin d'obtenir un point de vue différent, j'ai aussi rencontré plusieurs personnes issues d'Organisation non-gouvernementale (ONG) qui travaillent sans cesse afin d'améliorer la situation des *catadores* et qui ont été impliquées dans la mise en place de l'Asmare depuis son tout début. J'ai également pu mettre la main sur des documents importants et des études menées par d'autres chercheurs sur cette association. Mes analyses se basent donc sur une expérience personnelle vécue à l'intérieur du quotidien des *catadores* de l'Asmare ainsi que sur des études effectuées sur ces derniers par des gens déterminés à mieux les comprendre et dans certains cas à tenter de les aider à lutter contre l'exclusion dont ils sont encore aujourd'hui victimes.

Ce mémoire situera en premier lieu le phénomène des *catadores* dans le contexte de la globalisation. J'aborderai l'ouverture du Brésil au marché globalisé ainsi que tous les changements qui y sont associés, autant sur le marché du travail qu'au niveau des politiques sociales. Également, j'expliquerai que pour certains, tels que les *catadores*

et autres citoyens qui vivent dans et de la rue, dans une pauvreté extrême, le résultat est nul autre que l'exclusion sociale. Celle-ci fait référence à une pauvreté qui se manifeste autant par la pauvreté des ressources financières, c'est-à-dire un revenu insuffisant pour assurer un bien-être personnel minimal, ainsi que par une pauvreté des liens sociaux qui sont parfois même inexistants. Les *catadores* représentent, selon mes observations et selon plusieurs auteurs qui se sont intéressés à leur situation, l'un des exemples les plus évidents de l'exclusion sociale. Face à ce statut d'exclus, sans ressources nécessaires pour changer leur destin, sans aucune formation formelle pour la plupart, souvent persécutés par les autorités municipales, l'idée de s'associer est apparue comme une réponse afin de lutter pour leurs droits. Bien que le parcours fût rempli d'embûches, les *catadores* de Belo Horizonte et de plusieurs autres villes au Brésil ont créés des associations, des coopératives et des entreprises d'économie solidaire qui leur permettent aujourd'hui d'être unis et plus forts afin de lutter pour leurs droits. Bref, malgré l'enrichissement général généré par la globalisation au Brésil, une partie de la population de ce pays se retrouve en situation d'exclusion sociale, et pour de nombreux exclus, une association basée sur le modèle de l'économie solidaire apparaît comme le meilleur moyen d'inclusion sociale. En ce sens, le slogan de l'Asmare « *Reciclando a vida* », qui se traduit par « Recyclons la vie », définit remarquablement bien le rôle de l'association.

L'intérêt principal de ce mémoire est de démontrer comment l'Asmare lutte pour l'insertion sociale des *catadores* qui en sont membres. Afin d'analyser nos données recueillies sur le terrain, nous utiliserons le modèle d'analyse des initiatives locales développé par Juan-Luis Klein, notre directeur de recherche (Voir Klein, 2011). Nous présenterons alors l'histoire de cette association, qui a vu le jour en mai 1990 dans un contexte de violentes opérations de nettoyage qui avaient lieu dans la plupart des grandes villes brésiliennes où le but était de chasser les pauvres et les sans-abris des centres-villes afin de redorer leur image. Nous expliquerons comment les *catadores* au début des années 1990 ont réussi à rassembler les ressources nécessaires pour

réaliser un projet d'association qui semblait à l'époque impensable et improbable. Il faut penser ici que les *catadores* vivaient dans la rue et étaient pour la plupart analphabètes, sans éducation formelle et aux prises avec des problèmes de drogue et d'alcool. Ils n'avaient donc ni les ressources financières, ni les aptitudes nécessaires pour gérer une entreprise de recyclage.

Vingt-trois ans après sa création, l'histoire de l'association est riche en événements et il fût intéressant de faire un bilan des nombreuses luttes qui ont été gagnées et de celles qui doivent encore être menées. Au départ, la première demande des *catadores* de l'Asmare était simplement d'avoir le droit d'effectuer leur travail. Ils réclamaient un lieu à eux, un *galpão* où ils pouvaient entreposer leurs matières récoltées dans les rues, les trier et en faire des ballots afin de les revendre sans avoir peur de se les faire brûler par les autorités municipales ou voler par d'autres *catadores*<sup>1</sup>. Ce *galpão* qu'ils ont obtenu après trois ans de lutte incessante se situe aujourd'hui dans le Barro Preto, le quartier où les *catadores* ont toujours vécu et travaillé, marquant ainsi le territoire par leur présence depuis de nombreuses décennies. Par la suite, de nombreux autres combats leur ont permis d'avoir accès à l'eau courante, à l'électricité et à quelques équipements tels que des balances, des presses pour faire les ballots et des carrosses pour faire la collecte. Toutes ces années de luttes ont porté fruit. En effet, les conditions salariales des membres de l'Asmare se sont grandement améliorées. Ils possèdent aujourd'hui une maison pour se loger. De plus, ils ont réussi, suite à de fortes pressions, à obtenir les fonds nécessaires afin de mettre sur pied une crèche où les enfants des *catadores* peuvent passer la journée ce qui permet aux parents de travailler sans être obligés de les emmener dans leur environnement de travail extrêmement insalubre. Les plus anciens membres de l'association ont des fils et des filles qui ont suivi des études et qui ne sont pas obligés de vivre des déchets et de travailler dans la rue. Dans toutes leurs revendications, les *catadores* ont été

---

<sup>1</sup> Parce que comme on le verra à l'aide de l'application du modèle du développement par l'initiative locale, la solidarité se construit socialement, dans l'action.

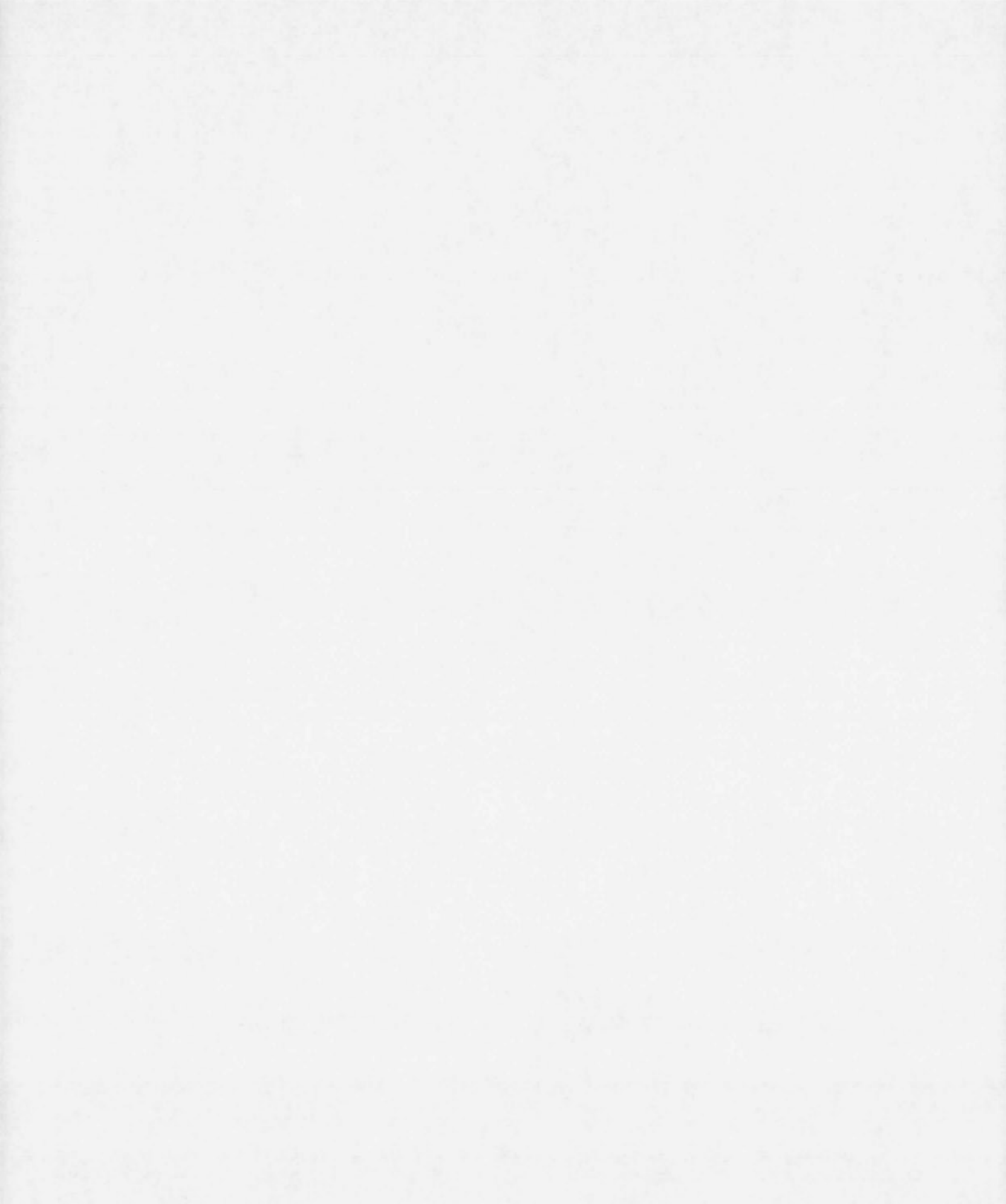


appuyés par des organismes qui ont comme mission de les aider à lutter pour des droits toujours fragiles et pour assurer la stabilité de leur entreprise.

Mais il n'y a pas eu que des réussites. Il existe encore beaucoup de difficultés à surmonter pour l'Asmare et ses membres. Malgré une entente qui a été signée entre l'Asmare et la mairie (*prefeitura*) de Belo Horizonte, qui veut que la collecte sélective se fasse avec l'intégration des *catadores*, ils ne sont toujours pas reconnus comme des travailleurs formels et cela engendre de nombreux problèmes pour eux. En plus de constamment lutter avec les gouvernements pour faire respecter les droits de ses membres et améliorer leur condition, l'Asmare est en compétition avec les grandes entreprises privées de recyclage qui possèdent nettement plus de moyens financiers et également un lobby très puissant pour défendre leurs intérêts. De plus, la crise économique a causé une chute drastique du prix des matières recyclables que l'association revend, ce qui a généré une importante baisse des revenus directs. Il faut également souligner que les appuis venant des institutions ont, depuis une dizaine d'années, grandement diminué, autant financièrement qu'au niveau de l'aide offerte en gestion d'entreprise, puisque d'autres associations de *catadores* ont vu le jour. Pour plusieurs, l'Asmare est donc aujourd'hui perçue comme autonome et capable de se passer de l'aide des institutions, ce qui ne représente pas du tout la réalité.

Bref, nous montrerons dans ce mémoire le fonctionnement interne de l'association, c'est-à-dire le processus de production de cette entreprise d'économie solidaire qui fait la collecte, le tri et la revente de matières recyclables, ainsi que le rôle des différents membres. Nous porterons également une attention aussi sur la gouvernance démocratique et communautaire de cette entreprise. Nous décrirons la situation personnelle du *catador*, son quotidien, ses douze heures de travail par jour, ses conditions de travail et son parcours personnel. Nous traiterons de la place que l'Asmare occupe dans le processus du grand système du recyclage, sa compétition avec les entreprises privées ainsi que ses alliances avec les autres associations de

*catadores* pour lutter pour leur droits et pour obtenir une meilleure place sur le marché.



## CHAPITRE I

### EN RÉPONSE À LA GLOBALISATION : L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Personne n'est en mesure d'affirmer comprendre le monde actuel dans toute sa complexité et dans toutes ces facettes, ni les raisons qui l'ont amené à devenir ce qu'il est. Nous vivons aujourd'hui dans un monde marqué par la globalisation qui s'est radicalement transformé depuis quelques décennies. Pour de nombreux auteurs, il est clair que dans ce nouveau monde, une grande partie de la population est laissée pour compte. D'un côté, nous pouvons penser à la croissance économique qui s'est grandement accentuée, et ce à l'échelle de la planète. Mais d'un autre côté, nous pouvons constater que cette croissance n'a jamais réussi à bénéficier à tous les habitants de la planète. Certains vivent dans un état de pauvreté extrême et d'exclusion. Ils doivent, pour survivre, user de leur imagination pour trouver un minimum vital. En ce sens, avec l'ascension de l'économie sociale, de nouvelles avenues s'ouvrent à eux.

#### 1.1 La globalisation

##### 1.1.1 Qu'est ce que la globalisation ?

Pour débiter, il est important de bien définir la globalisation. Plusieurs auteurs ont essayé de l'expliquer, mais leurs explications divergent. La globalisation vue par Kenichi Ohmae (1995, 2005) est bien loin de la globalisation vue par David Harvey (2006). Il y a également des auteurs qui sont partagés, c'est-à-dire ceux qui y voient



des avantages à vivre dans un monde globalisé, mais qui se retrouvent déçus par les résultats et considèrent qu'elle devrait être repensée, ce qui est le cas de Joseph E. Stiglitz (2002). Nous recenserons les écrits de certains de ces auteurs afin de construire notre vision de ce qu'elle est et de ce qu'elle engendre, dans le but de mieux comprendre ses impacts sur les populations qui sont devenues les victimes directes des changements qu'elle provoque, en général dans le monde, et plus précisément, compte tenu de l'objet de notre recherche, au Brésil.

#### 1.1.1.1 L'effacement des frontières

L'élément le plus souvent cité dans les travaux sur la globalisation est l'effacement des frontières et le rapprochement entre les pays. « *The global economy is based on a world in which borderlessness is no longer a dream or an option, but a reality* » (Ohmae, 2005, p.18). Les frontières juridiques qui délimitent les pays existent encore, notamment en ce qui concerne l'entrée et la sortie de personnes sur un territoire national, mais depuis plusieurs années déjà il y a une plus grande mobilité pour circuler d'un pays à un autre, et ce notamment pour les capitaux, les marchandises et l'information.

Selon Ohmae (2005, p.20-22), l'enlèvement des frontières prend effet dans quatre domaines, soit les communications, le capital, les corporations et la consommation. Dans le domaine des communications, le téléphone, mais surtout l'Internet ont permis de rendre le monde sans barrières. Depuis le début de la globalisation, nous avons assisté à une augmentation massive des mouvements de capital au-delà des frontières nationales ou régionales, ainsi qu'aux migrations des corporations. Ce phénomène quotidien est supposé profiter aux consommateurs, lesquels peuvent, à l'aide d'Internet, acheter leurs produits ou services partout à travers le monde, comparer les prix, payer avec leur carte de crédit utilisable dans tous les pays et se faire livrer leurs

acquisitions par des compagnies de courrier tel que FedEx ou UPS qui offrent leurs services à l'échelle de la planète. La globalisation renvoie donc à une connexion plus grande entre les consommateurs, les producteurs et les services financiers. La dimension économique de la globalisation s'avère donc un élément crucial.

### 1.1.1.2 Le néolibéralisme

Le monde globalisé tel qu'on le connaît aujourd'hui se base principalement sur l'application à l'échelle mondiale du modèle néolibéral. La mission première du néolibéralisme est d'assurer un « *good business climate* » (Harvey, 2006, p.25). Rappelons-nous du slogan de la campagne du Parti Libéral du Québec aux élections de 2008 « *L'économie d'abord, oui* »<sup>2</sup>. Dans ce modèle, c'est l'économie, le marché et le besoin d'accumuler du capital qui prévalent sur tous les autres domaines tels que l'environnement ou le développement social.

Les pays, qu'ils soient développés, sous développés, en voie de développement, post-communistes, peu importe les désignations que les « experts » leur donnent, tous appliquent le modèle néolibéral d'une façon ou d'une autre que ce soit par la volonté de leurs dirigeants ou bien comme résultat des pressions de la part des instances supra-nationales et des pays occidentaux dominants. Selon la plupart des auteurs (O'hame, 1995, 2005 ; Gélinas, 2000), dans le monde globalisé d'aujourd'hui, tout se base sur le marché. C'est la « main invisible » du marché qui décide. L'idée anciennement préconisée de tenter de la réguler afin d'assurer une stabilité est de plus en plus laissée de côté. L'une des bases du modèle néolibéral consiste justement en ce point crucial, soit de diminuer le plus possible voire même d'effacer le contrôle des gouvernements sur l'économie de marché (Gélinas, 2000, p.59).

---

<sup>2</sup> [http://www.plq.org/fr/pdf/programme\\_plq\\_2008\\_fr.pdf](http://www.plq.org/fr/pdf/programme_plq_2008_fr.pdf)

Le modèle économique actuel tend à favoriser la compétition aussi bien à l'échelle locale qu'à l'échelle mondiale. Nous assistons à une compétition féroce à plusieurs niveaux, soit entre les compagnies qui veulent sans cesse avoir une plus grande part du marché, soit entre les États qui veulent à tout prix attirer les compagnies sur leurs territoires, soit même entre les individus qui luttent les uns contre les autres afin d'obtenir les postes convoités sur le marché du travail. Pour favoriser cette compétition, le capitalisme prôné par le néo-libéralisme défend ardemment la notion de liberté individuelle (Harvey, 2006, p.11 ; 27). Nous parlons ici de la liberté de posséder, de produire et d'échanger sans restriction. Il s'agit là d'une des raisons pourquoi, lors de la montée du néolibéralisme à l'échelle mondiale, la dérégulation des marchés s'est avérée une priorité. Les privatisations ont été favorisées, tout comme les réformes qui favorisent la flexibilité et la compétitivité des entreprises.

#### 1.1.1.3 Changement dans la notion d'échelle : le local, le national et le global

Lorsque nous parlons de globalisation nous faisons référence à un changement d'échelle de la régulation économique. Par le passé, l'échelle privilégiée était celle du cadre national. Aujourd'hui, le local et le global sont mis de l'avant. En fait, selon Sassen (2009), ce sont les processus de globalisation et leur consolidation qui ont été les grandes causes de la déstabilisation de la hiérarchie basée sur l'État national. Les « villes globales » (Sassen, 2009) ou les « *region-states* » (Ohmae, 1995), sont plus efficaces que l'État national pour attirer les entreprises et participer à la concurrence pour l'attraction de capitaux dans la réalité actuelle de marché global.

L'État-Nation continue d'être présent dans les processus globaux. Son rôle se retrouve par contre beaucoup moins fort que par le passé. Dans ses ouvrages, Saskia Sassen (2009) utilise le terme « *dénationalisation* » pour définir l'érosion du cadre national en faveur du global. Pour sa part, Ohmae (1995 ; 2005) insiste sur la notion

de décentralisation, soutenant que l'État-Nation doit délaissier la planification centralisée au profit des régions en leur attribuant une plus grande autonomie. Contrairement aux gouvernements centraux, les villes globales auraient plus de capacités d'agir dans une dynamique interfrontalière. Ainsi, selon Ohmae (1995 ; 2005), les « *region-states* » seraient les meilleures unités géographiques pour permettre la prospérité. Mais, le sont-elles aussi pour favoriser la justice et l'égalité ?

#### 1.1.1.4 Un phénomène irréversible ?

Parmi les nombreuses analyses sur la globalisation, un point revient constamment : il s'agit d'un phénomène irréversible. Pour reprendre les termes de Karen Mary Giffin (2007), « *não há alternativas* »<sup>3</sup>. Il n'y a pas d'alternative à ce qu'elle qualifie comme le modèle hégémonique du capitalisme à l'échelle planétaire. Comme l'explique Ohmae, en parlant de l'économie globalisée, « [...] *it is destined to have an impact on everybody. [...] There is no use complaining about it or wishing it to go away. People will have to learn to live with it.* » (Ohmae, 2005, p.18).

Ohmae, croit que le globalisation est bénéfique pour tous. Cependant, d'autres auteurs, qui ne partagent pas la vision idéaliste de K. Ohmae, croient plutôt que la globalisation est un phénomène qui a des conséquences dévastatrices sur une grande partie de la population (Giffin, 2007), ce qui exige de nouvelles mesures sociales afin de mieux protéger les plus vulnérables. Le problème central demeure la redistribution inégale de la richesse. Ces divergences soulèvent le débat sur l'importance des politiques sociales au sein des États, nécessaires pour permettre à une plus grande partie de la population de bénéficier de la richesse produite par la globalisation.

---

<sup>3</sup> Traduction de l'auteur : « Il n'y a pas d'alternative »

### 1.1.2 L'histoire de la globalisation

Bien que la globalisation soit un phénomène que plusieurs considèrent comme actuel, elle n'est pas apparue soudainement. Selon Dos Santos (2001), elle n'est pas un phénomène nouveau. En reprenant les termes de Batista Jr. (cité dans Dos Santos, 2001) qui dénonce cette fausse nouveauté (*falsa novidade*) il affirme que « D'un point de vue historique, la globalisation est le mot à la mode pour un processus qui remonte, en ultime analyse, à l'expansion de la civilisation européenne à partir de la fin du XV<sup>e</sup> siècle ». L'expansion européenne s'est fortement développée suite aux Grandes Découvertes du XV<sup>e</sup> siècle, alors que les pays européens ont tenté de trouver une voie maritime afin de rejoindre l'Asie (la fameuse route des épices), mais qui a mené, par accident à un « nouveau » monde et par conséquent à un nouveau marché, l'Amérique.

Les monarchies européennes s'implantent rapidement sur ce nouveau monde afin d'en tirer de nombreux bénéfices, dû évidemment à l'abondance des matières premières. C'est à ce moment que l'empire commercial de l'Europe devient mondial. On assiste alors, pour la première fois de l'Histoire, à un élargissement sans précédent du marché, sous le contrôle des classes marchandes de l'Europe. Le commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique profitait uniquement aux grands empires coloniaux européens, où les monarchies et les commerçants s'enrichissaient grâce à l'exploitation des Noirs transportés d'Afrique vers le nouveau monde.

Dès les premiers développements d'une économie mondialisée, la distinction marquée entre les pays dominants, également appelés, les pays du « centre » versus les pays dominés, de la « périphérie » est au cœur du fonctionnement économique (Amin, 1973). Les pays du centre contiennent les consommateurs ainsi que les technologies et l'expertise pour transformer les matières premières, tandis que dans les pays de la périphérie l'on retrouve les matières premières en abondance et une main d'œuvre à bon marché.



Or, ce qui distingue la mondialisation colonialiste de la globalisation actuelle est la place que prennent aujourd'hui les compagnies transnationales, le capital financier et les communications. La plupart des auteurs s'entendent sur le fait que les années 1980 marquent un point tournant vers ce qui est devenu le monde qu'on connaît aujourd'hui, soit un monde globalisé (Dollfus, 1997 ; Manzagol, 2003 ; Klein et Lasserre, 2011). Une série d'évènements est à l'origine de ce changement important. Pour bien comprendre comment nous en sommes arrivés à la globalisation basée sur le modèle économique néolibéral, nous allons expliquer le contexte politico-économique du XX<sup>e</sup> siècle. Par la suite, nous porterons une attention particulière à un facteur important de la globalisation, soit à la révolution technologique et à l'avènement des nouvelles technologies de l'information.

Pour ne pas remonter trop loin dans l'histoire, nous commençons par la crise financière de 1929, laquelle a motivé la transformation du rôle de l'État dans l'économie. C'est en réponse à la « *Great Compression* » que le *New Deal*, basé sur les théories de l'économiste John Maynard Keynes, s'est établi (Krugman, 2009). Il s'agissait d'un modèle économique, dans lequel le rôle du gouvernement s'est accru, et où l'on parlait d'un capitalisme contrôlé par l'État, prenant des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat de la population nationale. Pour y parvenir le keynésianisme vise à redistribuer les richesses du pays à la grande majorité, mais sans toutefois étouffer l'économie. On parle aussi d'une augmentation et d'une forte amélioration des droits des travailleurs qui s'est développée avec la montée du syndicalisme. Avec nostalgie, Krugman (2009, p.48) parle de l'époque des trente glorieuses, soit du milieu de années 1940 jusqu'au milieu de années 1970, comme le « *golden age of manual labor* » où les travailleurs industriels étaient les plus grands bénéficiaires, sentant qu'ils participaient à la prospérité de la nation.

Par contre, au cours des années 1970 une nouvelle crise économique frappe le capitalisme. Le keynésianisme est, à son tour, remis en question et jugé défaillant



pour répondre aux nombreux problèmes qui surgissent autant au niveau international qu'à l'intérieur des pays. Face à cette crise, les pays doivent envisager des changements profonds dans leurs politiques et la doctrine néolibérale, développée par l'École de Chicago et testée dans le Chili de Pinochet, commence à trouver preneur en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Margaret Thatcher a même été jusqu'à affirmer « *there is no alternatives* » en défendant la solution néolibérale (Harvey, 2006). Ce que les « Chicago Boys » proposent est donc de lancer des mesures d'austérité sévères afin de relancer l'économie.

La crise des années 1970 est à la base une crise du modèle capitaliste, mais elle se transforme plutôt en une crise de la gouvernance où le rôle du gouvernement est remis en question radicalement (Harvey, 2006, p.16). En effet, Milton Friedman, que plusieurs considèrent comme le père fondateur du néo-libéralisme, défend ardemment l'idée que les gouvernements doivent être nettement moins impliqués économiquement. Les idées néolibérales défendues par Friedman et d'autres économistes de l'école de Chicago, commencent au cours des années 1970 à prendre de plus en plus de place dans les débats économiques. Avec le Prix Nobel d'économie gagné par Von Hayek en 1974 et Milton Friedman en 1976, cette nouvelle doctrine gagne du respect. Après une première expérimentation au Chili, sous la dictature de Pinochet, c'est au Royaume-Uni, sous le gouvernement de Margaret Thatcher, puis aux États-Unis, sous celui de Ronald Reagan, que le néo-libéralisme s'installe officiellement (Harvey, 2006). Ces deux personnages politiques ont, au cours de leurs mandats, réformé complètement leurs gouvernements respectifs et ainsi drastiquement changé la manière de diriger l'État. Cette façon de faire s'est rapidement affirmée dans le monde politique et s'est exportée dans les autres pays de la planète comme le modèle à suivre. Comme le mentionne David Harvey (2006, p.33), « *As early as 1982, Keynesian economics had been eradicated from the corridors of the IMF and the World Bank and by the end of the decade most economics departments in the US reseach universities – and these helped trained*

*most of the world's economists – had fallen in line with broadly monetarists arguments* ». Les politiques d'ajustement structurel, qui ont visé de nombreux pays, notamment en Amérique Latine ou en Asie, avaient comme but de pousser les pays du tiers-monde à se conformer aux politiques néolibérales.

Un autre évènement majeur produit à la fin des années 1980 qui accélère la globalisation, est la chute du Bloc de l'Est. Avec la fin de la Guerre froide, on assiste à la fin d'un monde bipolaire où s'opposaient les modèles économiques capitaliste et socialiste. Le capitalisme a alors tout le pouvoir nécessaire afin de s'implanter sans de fortes résistances dans les pays de l'ancien Bloc de l'Est. « *The demise of the Soviet empire and of world communism has meant that we now can largely speak of a world without borders and barriers.* » (Ohmae, 2005, p.30).

Les avancées technologiques ont également joué un très grand rôle transformateur pour permettre de remodeler le monde. Les deux points fondamentaux concernent 1) les changements dans les systèmes de production et du monde du travail; et 2) le rapprochement entre les différents points du globe. La technologie a eu un impact tellement important sur le monde que l'économiste Ohmae (2005) se réfère souvent à l'année 1985, où il situe l'émergence de Bill Gates, comme une nouvelle date charnière séparant le monde actuel, cyberconnecté, du monde ancien<sup>4</sup>.

Tout comme lorsque l'on a assisté à une révolution dans les transports par le passé et que le train, l'avion, l'automobile et les autres nouveaux moyens de transport ont fait leur place dans nos sociétés, avec des moyens de transports plus rapides il va de soi que les distances sont plus facilement parcourables et tout semble plus proche. Mais, c'est l'avènement de moyens électroniques de communication et de transfert de données via Internet, qui a changé drastiquement la notion de distance.

---

<sup>4</sup> Il reprend le modèle de datation de la religion catholique BC (Before Christ) et AC (After Christ) et l'applique à la réalité de la globalisation. Pour lui, ce qui se passe avant 1985 serait de l'époque BG (Before Gates) et ce qui est après 1985 serait AG (After Gates).

Les nouveaux outils de télécommunications ont grandement aidé les capitaux à œuvrer plus facilement à l'échelle de la planète entraînant ainsi la multi localisation des entreprises, dont le but est d'avoir des opérations dans divers pays, profitant des avantages proposés par ces pays (main-d'œuvre moins chère, lois environnementales moins strictes, présence d'une population active qualifiée) (Ohmae, 2005, p.145-148). De plus, les fusions, les acquisitions, les alliances, sont toutes des stratégies qui se sont accélérées au cours des années 1990 et ont grandement été facilitées par les avancées en matière de télécommunication. Que les entreprises déplacent leur production ou leurs services et qu'elles quittent un endroit et s'implantent où elles veulent à leur guise, comme si les frontières nationales n'existaient pas, entraîne nécessairement des changements profonds sur le marché de l'emploi. De plus, les avancées technologiques, notamment par l'informatisation dans la quasi-totalité du processus de production et de distribution des marchandises ou des services, permettent évidemment d'accélérer et d'augmenter la production. Cela entraîne par le fait même une croissance bien plus importante des profits pour les compagnies, mais ces bénéfices ne profitent qu'à ces dernières puisque en informatisant le travail, la quantité de main d'œuvre nécessaire diminue et plusieurs postes sont alors coupés. L'augmentation de la production et des profits des compagnies ne coïncide malheureusement pas nécessairement avec une augmentation du revenu pour les travailleurs.

Les avancées technologiques ont amené la disparition de certaines industries que l'on croyait fortes et indestructibles et la naissance de nouvelles (Ohmae, 2005, p.218). Parmi les domaines où les technologies ont radicalement changé les entreprises, il y a ceux des télécommunications et de la culture. En effet, quand on pense aux téléphones portables, aujourd'hui munis de caméra, de milliers d'applications disponibles et de lecteurs MP3 on est bien loin du téléphone fixe à la maison. Toutes ces nouvelles fonctions font apparaître des nouvelles entreprises et requièrent le

savoir faire d'un nouveau type de travailleur, un travailleur très qualifié, flexible et sachant innover.

Dans une économie globale qui est basée sur la compétitivité, il y a évidemment des gagnants et des perdants (Benko et Lipietz, 1992 ; Côté *et al.*, 1995). Les gagnants sont les entreprises qui innovent et qui s'ajustent aux changements, et même qui les créent et qui réussissent à répondre à la nouvelle demande, tandis que les perdants sont celles qui vivent encore dans le passé et qui ne parviennent pas à faire face au marché global d'aujourd'hui (Ohmae, 2005). La flexibilité est une notion récurrente dans le monde actuel globalisé et elle s'applique autant aux entreprises qu'aux travailleurs. Un des effets produit par la flexibilité est une économie en constante mouvance et donc beaucoup de changements rapides à l'intérieur des entreprises et, par le fait même, moins de stabilité pour les travailleurs. Ces derniers ne sont pas tous capables de s'adapter aux changements.

Les moyens de consommer se sont également modifiés suite aux avancées technologiques. De plus en plus de gens consomment à l'aide d'Internet. Les consommateurs se promènent sur les sites Internet des entreprises ou bien sur les sites de vente en ligne qui offrent ce qu'ils cherchent, ils comparent les prix proposés, achètent directement avec une carte de crédit sur leur ordinateur et attendent la livraison à domicile et n'ont même pas besoin de se déplacer. Bien évidemment, ces changements dans les manières de consommer ont un impact sur les emplois qui aujourd'hui ne se trouvent plus majoritairement dans un commerce physiquement existant, mais plutôt devant un écran d'ordinateur. Or, les gens insuffisamment qualifiés ne parviennent pas à se trouver une place dans ce nouveau marché.

En plus de transformer radicalement le marché de l'emploi, les avancées en matière de technologie permettent une plus grande facilité de la production de biens. À la diminution des coûts de production s'ajoute une diminution du temps nécessaire aidé

par des machines plus efficaces. Une tendance à la consommation accélérée s'installe où les gens achètent massivement et jettent plus rapidement les produits consommés. D'un côté, pour produire de plus en plus, les ressources naturelles de la planète sont exploitées plus rapidement et, d'un autre côté, les déchets rejetés s'accumulent en énorme quantité augmentant ainsi la pollution du sol, de l'eau et de l'air. Face à ce problème, un besoin apparaît, celui de gérer de façon plus appropriée nos déchets.

Les nouveaux développements en matière de technologie au cours des années 1980 ont eu des impacts considérables au niveau économique pour les entreprises, mais également sur le marché du travail. Bien souvent, la question sociale n'est pas prise en compte lors des études en économie, mais il est nécessaire de comprendre comment les deux sont complètement imbriqués (Lévesque *et al.*, 2001).

### 1.1.3 Les acteurs de la globalisation

#### 1.1.3.1 Les compagnies multinationales

Les entreprises désireuses d'augmenter leur croissance sans fin ont mis en application de nombreuses stratégies. Comme le montre Harvey (2006, p.19) : « *In order to realise their goal, business needed a political class instrument and a popular base. They therefore actively sought to capture the Republican Party as their own* ». Cette thèse est également soutenue par Krugman (2009, p.170) lorsqu'il affirme que « *money buys influence, and the richest few percent of Americans have grown richer thanks to unequalizing forces like technical change, they have become rich enough to buy themselves a party* ». Ces deux auteurs font ici référence de façon spécifique au Parti Républicain aux États-Unis, mais nous pouvons supposer qu'il ne s'agit pas d'un phénomène isolé qui ne touche que ce pays.



Un des principes de base du néolibéralisme est la liberté. En fait, ceux qui sont des fervents partisans de ce modèle ne jurent que par ce principe de liberté, mais la vision de la liberté qui est prônée n'est pas celle qui renvoie à la liberté du peuple. Elle fait plutôt référence à la liberté individuelle, à celle des investisseurs, des capitaux. Le principe de la liberté comme valeur néolibérale fait que l'on assiste aujourd'hui davantage à la liberté de transferts de capitaux, à la liberté des monopoles ou des oligopoles.

#### 1.1.3.2 Les institutions financières internationales

Le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale sont deux institutions financières bien connues mondialement qui ont grandement contribué à l'implantation de la globalisation basée sur le modèle néolibéral. Depuis le début des années 1980, bien des pays de la périphérie, notamment en Asie et en Amérique Latine se retrouvent dans une situation de surendettement. Le Consensus de Washington, un consensus entre le FMI, la Banque Mondiale et le Trésor Américain, propose les « bonnes » politiques que devraient suivre les pays en développement afin de les aider à sortir de la crise. Ces institutions financières proposent alors de les aider, mais en imposant les nouvelles règles à suivre aux pays endettés. Ces règles se présentent sous le nom de politiques d'ajustement structurel (PAS). Ces mesures visent à imposer aux pays de la périphérie la diminution des dépenses publiques, notamment en ce qui concernent les dépenses pour les programmes sociaux, ainsi que l'ouverture de leurs frontières nationales afin d'attirer le capital étranger et de faciliter la concurrence dans le commerce international (Giffin, 2007). Le but a été d'imposer l'application des mesures d'austérité, d'une part, et, d'autre part, de forcer l'intégration de ces pays au marché global. Comme le mentionne Stiglitz (2003, p.13) « *The IMF and the World Bank became the new missionary institutions, through*



*which these ideas were pushed on the reluctant poor countries that often needed their loans and grants ».*

Il est vrai que la dépendance des pays de la périphérie envers les grandes institutions financières internationales a forcé un changement radical dans leur façon de gérer leur pays. Ils ont dû adopter le modèle néolibéral afin de pouvoir bénéficier de l'aide financière. Certes, les prêts du FMI et de la Banque Mondiale ont servi à financer la construction et la réfection d'importantes infrastructures permettant ainsi aux pays d'être plus productifs et plus compétitifs sur la scène mondiale. De plus, ces institutions ont, à plusieurs occasions, à l'aide de nouveaux prêts importants, réussi à réduire l'impact des crises économiques qui ont atteint gravement les pays bénéficiaires. Cependant, il ne faut pas oublier non plus que bien souvent les crises financières qui s'en sont suivies, comme celle dite de la Thaïlande (1998), celle de l'Argentine (2001) et, plus récemment, celle de 2008, ont été le résultat des réformes radicales appliquées par les gouvernements en place et fortement suggérées par les deux institutions concernées (Klein, 2011b).

#### 1.1.4 La globalisation : est-elle productrice d'exclusion ?

La globalisation amène des avantages, notamment en ce qui concerne la transmission de connaissances ou bien la diminution des coûts des produits manufacturés, mais elle génère un phénomène qui ne peut être ignoré, l'exclusion. Selon Dos Santos, *« globalização e exclusão são dois conceitos que definem duas realidades interligadas. O primeiro designa as características atuais do processo de desenvolvimento do capitalismo em nível mundial e o segundo, sua consequencia*

*mais visível e imediata* »<sup>5</sup> (Dos Santos, 2001). Le modèle économique actuel, qui s'est étendu à l'échelle mondiale, mise essentiellement sur la croissance. Il bénéficie énormément à certains, mais est de nature inégale, voire même polarisant, puisqu'il laisse à la marge une grande partie de la population. C'est sur ces exclus du système économique, ces exclus de la société, ces exclus privés de citoyenneté que nous porterons notre attention au cours des prochaines pages.

## 1.2 L'exclusion : la face cachée de l'économie globalisée

Les changements provoqués par la globalisation posent une nouvelle question sociale que plusieurs désignent comme l'exclusion (Klein et Champagne, 2011). La pauvreté que nous connaissons aujourd'hui prend une nouvelle forme, il s'agit d'une pauvreté qui englobe plusieurs carences. Nous assistons à un élargissement des populations qui peuvent être touchées par la nouvelle pauvreté alors que celle-ci ne se limite pas aux mendiants, déficients mentaux ou physiques ou autres inadaptés comme autrefois. Le contexte socio-économique contemporain, dû aux bouleversements que nous avons connus depuis quelques décennies, a comme effet de rendre vulnérable une bien plus grande partie de la population. Le terme exclusion abondamment utilisé depuis quelques décennies a pris énormément d'importance dans les débats sociaux et est devenu une grande préoccupation dans nos sociétés modernes poussant ainsi de nombreux gouvernements à élaborer plusieurs mesures afin de lutter contre cette nouvelle forme de pauvreté. C'est entre autres le cas du gouvernement brésilien.

---

<sup>5</sup> Traduction de l'auteur : « globalisation et exclusion sont deux concepts qui définissent deux réalités inter-reliées. Le premier désigne les caractéristiques actuelles du processus de développement du capitalisme au niveau mondial et le deuxième, sa conséquence la plus visible et immédiate ».

### 1.2.1 Qu'est-ce que l'exclusion et qui sont les exclus ?

L'exclusion est devenu l'expression utilisée pour désigner la nouvelle pauvreté qui s'est mise en place lors des dernières décennies du siècle dernier. Les exclus seraient les victimes de toutes les restructurations néolibérales et, comme l'affirment Maiolino et Mancebo (2005), « *a exclusão social apareceria como a face rejeitada do neoliberalismo globalizado* »<sup>6</sup>. Bien que l'exclusion soit souvent confondue avec la pauvreté, il existe une nette différence entre les deux concepts. Cette confusion peut s'expliquer par le fait que l'exclusion serait, en quelque sorte, une acception élargie de la pauvreté et où cette dernière en serait un des composantes (Racine, 2007). Ainsi, les manques des personnes touchées ne se limiteraient pas simplement à la pauvreté monétaire ou économique. Les exclus seraient victimes d'un « cumul d'handicaps », qui certes, prend en compte le manque de ressources financières, mais aussi l'isolement, la faiblesse des liens sociaux, le manque de logement, une santé fragilisée, des conditions de vie dégradantes, l'absence de participation à la vie en communauté, l'accès limité à la citoyenneté ou tout autre élément nécessaire pour assurer la dignité d'un individu.

Dans plusieurs analyses, comme celle de Damon (2008), l'exclusion fait référence à une ségrégation territoriale et sociale. Les analyses des chercheurs brésiliens font souvent référence aux « *ilhas privilegiadas nas cidades* »<sup>7</sup> qui se distinguent de l'ensemble de la ville habité par des populations appauvries et en marge de la modernité (Maiolino et Mancebo, 2005). Milton Santos, géographe brésilien bien connu, dit : « *a economia foi socializada em pequenas ilhas de inclusão que passaram a existir em vastos arquipélagos de exclusão [...] O regime geral de valores parece não resistir à crescente fragmentação da sociedade, dividida em*

<sup>6</sup> Traduction de l'auteur : « l'exclusion sociale apparaîtrait comme la face rejetée du néolibéralisme globalisé ».

<sup>7</sup> Traduction de l'auteur : « îles privilégiées à l'intérieur des villes ».

*múltiplos apartheids, polarizada ao longo de eixos econômicos, sociais, políticos e culturais »*<sup>8</sup> (Santos, 1999, cité dans Maiolino et Mancebo, 2005, p.17).

### 1.2.2 Les causes de l'exclusion

Les causes de l'exclusion sont aussi nombreuses que le nombre d'exclus étant donné le parcours personnel de chacun. Cependant, il serait possible de faire une analyse des causes de l'exclusion en les séparant en deux catégories. D'un côté, les restructurations macro-économiques, ce que Damon (2008, p.86) appelle les phénomènes structurels, seraient des causes externes. D'un autre côté, des causes internes de l'exclusion seraient plus individuelles, c'est-à-dire l'incapacité de l'individu à s'adapter aux changements en cours. Il est important de mentionner qu'il serait complètement erroné de tenter d'expliquer l'exclusion d'un individu en le confinant exclusivement à l'une ou l'autre des catégories puisqu'elles sont complémentaires.

#### 1.2.2.1 Les mécanismes structurels

Premièrement, comme nous l'avons mentionné plus tôt, la globalisation a complètement changé la société par des transformations majeures notamment concernant le rôle du gouvernement et du marché du travail. Les mécanismes structurels mis en place dans le monde globalisé ont comme effet de placer une grande partie de la population dans une situation de vulnérabilité. Comme le mentionne Mingione (1998) « tous les pays industriels avancés sont donc en train

---

<sup>8</sup> Traduction de l'auteur : « l'économie a été socialisée en petites îles d'inclusion qui existent dans de vastes archipels d'exclusion [...] Le régime général de valeur ne semble pas résister à la croissante fragmentation de la société, divisée en plusieurs apartheids, polarisée le long d'axes économiques, sociaux, politiques et culturels ».

d'entrer dans une phase d'excédent de main-d'œuvre chronique ». En ce sens, nous avons assisté à un bouleversement dans les régimes d'emploi qui se traduit par une augmentation du chômage à long terme ainsi qu'à une généralisation de la précarité d'emploi générant des revenus insuffisants pour garantir les besoins de base.

Comme nous l'avons déjà expliqué, la « révolution scientifico-technologique » a eu, comme effet, de complètement bouleverser le marché du travail (Porto, 2001). Guimarães (2008) en vient à établir une relation entre destruction et avancées technologiques, alors que « *a degradação do trabalhador intensifica-se à medida que ocorre a divisão de trabalho e a especialização da tarefa.* »<sup>9</sup>. En effet, les technologies ont, dans plusieurs domaines, remplacé le labeur humain et le travailleur « *perde habilidade, autonomia e liberdade de passar a competir com a máquina, agir como a máquina ou submeter-se a ela.* »<sup>10</sup> (Guimarães, 2008). Ainsi, la croissance économique se fait au prix d'une certaine désagrégation sociale qui apparaît incontrôlable (Mingione, 1998). Cela peut s'expliquer par le fait que « *as tecnologias atuais tornam desnecessários – tanto do ponto de vista da produção como do consumo – grandes contingentes populacionais* »<sup>11</sup> (Zioni, 2006). En utilisant les nouvelles technologies, la production est en effet accélérée et la croissance plus forte, mais cela nécessite nettement moins de main d'œuvre peu qualifiée. Ainsi de nombreux emplois sont dorénavant inutiles et les travailleurs se retrouvent au chômage devenant ainsi vulnérables à l'exclusion.

Plusieurs auteurs s'entendent pour affirmer qu'il y a un surplus de main d'œuvre et donc par le fait même un manque quant aux emplois offerts. Selon Castel (in.

---

<sup>9</sup> Traduction de l'auteur : « la dégradation du travailleur s'intensifie à mesure que survient la division du travail et la spécialisation des tâches ».

<sup>10</sup> Traduction de l'auteur : « perd l'habileté, l'autonomie et la liberté en tentant de faire compétition à la machine, à agir comme la machine ou à se soumettre à celle-ci ».

<sup>11</sup> Traduction de l'auteur : « les technologies actuelles rendent inutiles – autant du point de vue de la production que de la consommation – de grands contingents populationnels ».



Donzelot, 1991, p.153), « le chômage n'est que le signe le plus visible de la destruction du marché du travail ». Nous devons également prendre en considération une forte augmentation des emplois à durée déterminée, limitée souvent à quelques mois (Castel in. Donzelot, 1991, p.154). Ainsi la précarité, le sous-paiement et le manque de couverture sociale de ces emplois offerts mènent inévitablement à la rotation de la main-d'œuvre, une baisse des revenus pour la population, une insécurité constante quant à l'avenir de son emploi ainsi qu'à une augmentation de la pauvreté. Mingione (1998) explique très clairement cette nouvelle situation et affirme que « dans tous les pays industrialisés, la régulation sociale des régimes d'emploi est mise en péril par de sérieux problèmes qui se manifestent par l'augmentation du chômage à long terme ou la généralisation des emplois précaires rapportant des revenus insuffisants, ce qui a pour effet d'accroître les inégalités sociales et la pauvreté chronique ».

Non seulement la quantité d'emploi diminue, mais également, la qualité des emplois disponibles se détériore. Ainsi, le fait de travailler, ne permet pas nécessairement d'être à l'abri de la pauvreté et de l'exclusion (Damon, 2008). Nous devons prendre en considération la situation familiale du travailleur dont, dans certains cas, le revenu n'est pas suffisant pour assurer les besoins du ménage. « Les travailleurs pauvres sont une autre figure contemporaine de l'exclusion. » (Damon, 2008). En ce sens, comme nous le mentionne Dupas (1998) : « *a exclusão pode vir de dentro do mercado de trabalho, com empregos ruins e instáveis gerando renda insuficiente para garantir padrão de vida mínimo, como falta de acesso à terra, à segurança e aos direitos humanos* »<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Traduction de l'auteur : « l'exclusion peut venir de l'intérieur du marché du travail, par des emplois mauvais et instables qui génèrent une rente insuffisante afin de garantir un mode de vie minimum ; comme par le manque d'accès à une terre, à la sécurité ou aux droits humains ».



Les processus de globalisation de l'économie ont eu de nombreux effets positifs sur l'efficacité économique, mais en contre partie, cela s'est soldé par une fragmentation des processus de production. En affectant grandement l'offre d'emplois formels disponibles et provoquant la flexibilisation de la main d'œuvre, l'impact a été dévastateur sur le marché de l'emploi (Dupas, 1998). En effet, selon Dupas : « *a nova lógica das cadeias globais afeta, pois, a qualidade e a quantidade de oferta global de empregos de maneira complexa* »<sup>13</sup> (Dupas, 1998). Face à cette situation, les personnes en difficultés se tournent vers les gouvernements et les sollicitent pour qu'ils assurent une certaine protection sociale, mais les ressources de ceux-ci sont assujetties à la pression venant du contrôle des déficits imposés par la doctrine du *Estado mínimo* et ils n'arrivent pas à répondre aux demandes populaires.

La crise du travail, par la diminution du travail formel et stable, a eu comme effet d'augmenter l'activité informelle. Selon Mingione (1998), « l'informel est presque toujours un signe de crise de la régulation sociale ». Les gens qui n'arrivent pas à se trouver un emploi formel et stable n'ont d'autre choix que de se tourner vers un emploi informel. Habituellement beaucoup moins bien payé, cet emploi permet de survivre, en gagnant un minimum d'argent. Or, l'emploi informel a comme effet de mettre ces types de travailleurs à l'écart de toutes les protections sociales fournies par un emploi formel, les laissant en situation d'insécurité, le gardant ainsi dans une situation d'exclusion (Dupas, 1998).

Certains auteurs parlent plus spécifiquement de l'exclusion en termes d'exclusion urbaine. Dans un sens, il n'est pas faux d'associer l'exclusion à l'urbanisation, notamment dans le cas d'un pays comme le Brésil. Il est vrai que l'exclusion est essentiellement urbaine, d'autant plus que le terme exclusion est apparu dans un contexte de migration importante de populations rurales vers les villes. L'habitant de

---

<sup>13</sup> Traduction de l'auteur : « la nouvelle logique des processus globaux affecte, en effet, la qualité et la quantité de l'offre globale des emplois de manière complexe ».

la favela, péjorativement appelé le *favelado*, apparaît comme l'emblème de l'exclusion en raison notamment, du manque de ressources, de la précarité et l'insalubrité de son habitation et des faibles possibilités de mobilité sociale. À cela s'ajoute, l'éloignement de ces quartiers situés à la périphérie des grands centres urbains, le manque de services disponibles pour leurs habitants et le climat d'insécurité qui y règne.

L'exode rural massif au Brésil a touché des millions de personnes, généralement des non-blancs, peu ou pas scolarisés, aucunement qualifiés pour le travail urbain, qui se sont installés dans les grandes villes du « *Sudeste* » du pays en espérant se trouver du travail et améliorer leurs conditions de vie. Ce serait en grande partie l'exode rural la cause principale des nombreux problèmes présents dans les grandes villes brésiliennes, car les nouveaux migrants arrivant dans leurs nouveaux environnements n'ont pas accès à un logement adéquat et n'arrivent pas à se trouver un emploi par manque de qualifications ou par discrimination lié à leurs lieux d'origines. Ils se retrouvent donc obligés de s'installer dans des favelas, des quartiers éloignés et occupés illégalement où ils se construisent des habitations précaires avec ce qu'ils réussissent à trouver. D'autres nouveaux migrants errent dans les rues du centre de la ville en essayant de se trouver un peu d'argent pour survivre et élisent domicile sous les marquises ou sous les viaducs. Qu'ils vivent dans les favelas ou dans les rues, la plupart se tournent vers le travail informel, la mendicité ou la délinquance pour subvenir à leurs besoins (Dupas, 1998). L'urbanisation rapide et incontrôlée, phénomène très présent au Brésil, a eu comme résultat de mettre en place une véritable ségrégation sociale et raciale, d'affecter les liens familiaux dû à l'éloignement géographique qui s'est créé et d'augmenter les inégalités de revenus et de l'accès aux services (Mingione, 1998).

### 1.2.2.2 Les causes individuelles d'inadaptation sociale

En ce qui concerne le deuxième facteur, le facteur interne, il réside dans l'incapacité de l'individu touché par les changements de trouver des solutions et de s'adapter aux demandes du marché du travail. Ceux qui se trouvent aujourd'hui dans une situation d'exclusion ont pour la plupart été touchés par les changements que nous venons de présenter, mais leur non insertion dans le marché du travail peut également avoir été provoquée par leur manque de flexibilité ou de formation ou par le désintérêt face au modèle en place et le désir de ne pas se conformer aux règles du travail en milieu formel, ce qui est le cas de plusieurs *catadores*. Il est vrai, on ne parle pas ici de la non-insertion dans la société, mais bel et bien dans le milieu du travail. Il paraît fondamental de traiter l'aspect majeur qu'implique le travail comme facteur d'insertion sociale. En effet, Favreau et Fréchette (1995, p. 7) abondent dans ce sens affirmant « qu'aujourd'hui avoir ou ne pas avoir d'emploi demeure le premier et principal vecteur de la qualification sociale ou de la disqualification sociale, c'est-à-dire de la qualité de vie, de la reconnaissance sociale par le travail et de l'organisation d'un mode de vie relié à ce travail ». Au plan symbolique, le travail apporte une véritable « valeur sociale » (Porto, 2001), alors que bien des gens associent leur place dans la société à leur emploi. De plus, un emploi stable offre généralement aux individus une communauté d'appartenance.

De nombreuses analyses portant sur l'exclusion et les inégalités en viennent à porter le blâme sur l'individu alors qu'une hypothèse qui revient avec fréquence considère « *as desigualdades como responsabilidade do próprio cidadão e considera o diferente como inútil economicamente* »<sup>14</sup> (Maiolino et Mancebo, 2005). L'exclusion peut être causée par un événement perturbateur, plusieurs même, engendrant une désinsertion rapide ou progressive de la société. Comme le mentionne Damon (2008,

---

<sup>14</sup> Traduction de l'auteur : « les inégalités comme la responsabilité du propre citoyen et considère le différent comme inutile économiquement ».

p.86), certaines personnes pourraient se retrouver en situation d'exclusion suite à un choc affectif, une maladie, une origine sociale défavorisée, l'abus d'alcool ou de drogues, etc. En ce sens, la plupart des auteurs semblent converger vers l'idée qu'un individu en arriverait à sa situation d'exclu ou de désaffilié, suite à une accumulation de ruptures et d'échecs.

Quand le terme « exclusion » a commencé à être utilisé au début des années 1970, les auteurs de l'époque parlaient des exclus comme des « *inadaptos para o progresso* »<sup>15</sup> (Frégné, 1999, p.53, cité dans Zioni, 2006) et cette catégorie se référait principalement aux personnes vulnérables. Par la suite, il y a eu un certain revirement alors qu'on ne parlait plus de l'incapacité des gens à s'insérer dans la société, mais plutôt de la société qui n'arrivait pas à les insérer. Comme le mentionne Paugam (1996, cité dans Zioni, 2006), l'exclusion est ainsi interprétée comme « *uma consequência direta da incapacidade por parte da sociedade em inserir seus membros, não mais como o fruto de uma incapacidade individual em se solidarizar com o todo social* »<sup>16</sup>.

En ce sens, Zioni (2006) en vient à affirmer que « *a questão social passou a ser representada não mais como a situação de grupo marginais, incapazes ou inadaptos para o progresso [...], mas como um risco para grupos da população perfeitamente adaptados à sociedade moderna, vitimados, porém, pela conjuntura econômica e pela crise do emprego* »<sup>17</sup>. Il ne s'agirait plus ici de traiter de la pauvreté individuelle

---

<sup>15</sup> Traduction de l'auteur : « inadaptés au progrès ».

<sup>16</sup> Traduction de l'auteur : « une conséquence directe de l'incapacité pour une partie de la société à insérer ses membres, non plus comme le fruit d'une incapacité individuelle à se solidariser avec le tout social ».

<sup>17</sup> Traduction de l'auteur : « la question sociale est représentée non plus comme une situation de groupes marginaux, incapables ou inadaptés pour le progrès [...], mais comme un risque pour des groupes de la population parfaitement adaptés à la société moderne, victimes, cependant, de la conjoncture économique et par la crise de l'emploi ».

sous le sens d'inadaptés, mais plutôt comme d'un phénomène plus large de dysfonction sociale propre aux sociétés modernes.

### 1.2.3 Un concept multidimensionnel

Pour bien comprendre l'exclusion, il faut savoir qu'il ne s'agit pas de pauvreté simplement aux sens matériel et économique. Comme le mentionne Damon (2008) « les travaux récents sur la pauvreté démontrent par ailleurs combien s'en tenir à la seule approche monétaire est réducteur ». Il ne faut donc pas seulement porter notre attention sur ce seul élément de la pauvreté, mais également prendre en considération la pauvreté dite sociale (l'affaiblissement ou la perte de liens sociaux forts, l'absence de participation dans la société) ainsi que la pauvreté liée à la sécurité sociale (accès limité aux droits sociaux et à la citoyenneté, le sentiment d'insécurité). L'exclusion est donc une pauvreté multidimensionnelle prenant en compte plusieurs besoins de base qui ne sont pas comblés.

#### 1.2.3.1 La dimension sociale

L'attention portera dans cette section sur la pauvreté sociale ou comme le mentionnent Deslauriers et Sévigny (1998), « la non-insertion dans les réseaux de sociabilité ». Les recherches de Porto sur l'exclusion en viennent à ressortir une convergence d'opinions dans les écrits de plusieurs auteurs importants tels que Castel (1991), Perret (dans Donzelot, 1991) et Gauchet (dans Donzelot, 1991) qui s'intéressent aux « relations étroites que le concept d'exclusion entretient avec la question sociale ; ceci fait contrepoids aux définitions les plus courantes et qui mettent l'accent surtout sur les dimensions économiques du problème » (Porto, 2001).



Dans les sociétés contemporaines, les liens familiaux sont beaucoup moins forts qu'auparavant. À ce propos, Castel (in Donzelot, 1991, p. 158-159) note, qu'à partir de 1965, il y a eu un énorme renversement concernant les relations familiales. L'auteur constate ainsi que nous assistons à un rétrécissement des liens familiaux. Le taux de fécondité a baissé de 35 %, entraînant du coup des familles nettement moins nombreuses ; le taux de nuptialité a drastiquement chuté, ainsi le nombre de femmes célibataires s'est retrouvé plus élevé. Nous assistons également à une augmentation du nombre de divorces et de familles monoparentales ; la dispersion spatiale entre les membres d'une même famille et la « décohabitation juvénile précoce » s'est accentuée. Sans vouloir parler de la fin de la famille, Castel affirme que c'est la fin de la grande famille, celle qui permettait de larges réseaux de sociabilité et qui pouvait également apporter des liens affectifs et même parfois, de l'aide économique.

Tous les éléments rapportés par cet auteur entraîneraient un isolement progressif de la personne et serait lié à l'appauvrissement des supports relationnels. La solitude et l'isolement seraient également liés à l'environnement métropolitain et ce, malgré le sentiment de liberté que procure la ville. Contrairement aux résidents des petites villes, « *a liberdade do homem metropolitano apareceria como desconforto, solidão, e expressaria-se pela reserva, indiferença recíproca, vida intelectualizada, proximidade física e estreita do espaço, que tornariam a distância mental mais visível.* »<sup>18</sup> (Guimarães, 2008).

En plus d'une faiblesse des liens sociaux et familiaux, et du faible rapport avec le système économique formel, dans des pays comme le Brésil qui n'ont pas un filet social universel comme dans les pays où s'est implanté l'État-providence, les exclus vivent à l'extérieur des mécanismes de protection sociale. Ils « sont les exclus des

---

<sup>18</sup> Traduction de l'auteur : « la liberté de l'homme métropolitain apparaîtrait comme l'inconfort, la solitude ; et s'exprimerait par la réserve, l'indifférence réciproque, une vie intellectualisée, la proximité physique et étroite de l'espace, qui ont rendu la distance mentale plus visible ».



mécanismes de sécurité sociale » (Damon, 2008, p.20). Sans pour autant être de manière concrète à l'extérieur de la société, ils n'en demeurent pas moins exclus des mécanismes assurantiels et de protection sociale.

Les politiques de protection contre les risques sociaux qui ont été mises en place à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> et au long du XX<sup>e</sup> siècle tentaient de favoriser une plus grande inclusion et de diminuer les inégalités. Selon Bursztyn (2000, p.20) « *parecia que estávamos marchando para um mundo menos desigual e mais justo* »<sup>19</sup>. En effet, l'institution d'un *Welfare State* a permis de grandes avancées en matière de politiques sociales. Par contre, pour de diverses raisons, cette tendance a pris un autre tournant vers la fin des années 1970, et les disparités se sont mises à augmenter et la pauvreté extrême s'est accentuée. Ceux qui vivaient au bas de la hiérarchie sociale et des circuits économiques se sont retrouvés jetés hors du système. Les instruments de protection sociale mis en place au cours du siècle dernier garantissaient des droits uniquement aux travailleurs. Ainsi, dans le monde formel du travail, ces derniers jouissaient de la protection de leur emploi, de vacances payées, de congés de maladie, etc. Ces droits ne s'appliquent cependant pas à toute la population puisque « *não foram estabelecidos mecanismos universais de proteção dos não-empregados, ou dos que participam de circuitos econômicos marginais, ou mesmo dos que estão excluídos socialmente, como é o caso das populações de rua, dos sem-teto, dos catadores de lixo* »<sup>20</sup> (Bursztyn, 2000, p.42).

L'exclusion est également en lien avec le territoire dans le sens où les exclus n'ont pas accès aux services de bases puisqu'ils vivent souvent dans des habitations précaires, dans des quartiers très éloignés des centres urbains ou bien dans les rues du

---

<sup>19</sup> Traduction de l'auteur : « il semblait que nous avancions vers un monde moins inégal et plus juste ».

<sup>20</sup> Traduction de l'auteur : « n'ont pas été établis de mécanismes universels de protection pour les non-employés, ou de ceux qui participent aux circuits économiques marginaux, ou même de ceux qui sont exclus socialement, comme c'est le cas de populations de la rue, des sans-toits, des *catadores* de déchets »

centre de la ville, mais dans de conditions précaires. Il existe certes des favelas au centre des villes brésiliennes, mais la position des gouvernements est depuis les années 1960 assez claire, voulant à tout prix que les favelas soient relayées aux périphéries. Or, les habitants des quartiers pauvres, qu'ils soient centraux ou périphériques n'ont bien souvent aucun accès à des services essentiels tel qu'un réseau sanitaire de base, l'accès à des écoles ou à des soins de santé, de transports en commun adéquat, d'électricité, de collectes de déchets, etc. (Bursztyn, 2000, p.48). Ceux qui vivent dans ces quartiers ou qui utilise la rue comme espace de vie, ceux qui n'ont pas accès aux services de base, vivent donc dans des conditions misérables et insalubres.

Dans les études de Magalhães (2001), le terme utilisé pour se référer à ce type de pauvreté est celui de vulnérabilité sociale. Jusque dans les années 1970, le *Estado de Bem Estar* donnait une réponse satisfaisante aux demandes populaires en ce qui trait à la vulnérabilité sociale, mais tranquillement les transformations dans les processus de production ont mené à une raréfaction des emplois posant de nouveaux dilemmes aux instances publiques. Ainsi, comme Magalhães (2001) l'affirme

*« o welfare state, tido como principal condutor do progresso e responsável pela coesão social, torna-se incapaz de recriar laços de solidariedade. As « formas burocratizadas e impessoais » de gestão, presas à uma lógica distinta da que preside a vida comunitária ou a participação em redes de sociabilidade mais amplas, aos poucos perde sua capacidade de resolução frente aos novos dilemas sociais »<sup>21</sup>.*

Somme toute, les modèles d'organisations économiques, politiques et sociales sont en crise et dans une société fragmentée, hétérogène et individualiste, les individus sont

---

<sup>21</sup> Traduction de l'auteur : « le *welfare state*, qui a agi comme le principal conducteur du progrès et responsable de la cohésion sociale, s'est retrouvé incapable de recréer les liens sociaux. Les « formes bureaucratisées et impersonnelles » de gestion, prisonnières à une logique distincte qui préside à la vie communautaire ou à la participation à des réseaux de sociabilité plus amples, peu à peu perdent leur capacité de résolution face aux nouveaux dilemmes sociaux. »

de plus en plus vulnérables à l'exclusion et les moyens mis à leur disposition sont inefficace pour assurer leur réinsertion (Klein et Champagne, 2011). Comme le mentionne Mingione (1998) « la protection assurée par l'État, les familles et les ressources du marché, dans ses diverses formes structurées par une croissance intensive, n'est plus apte à procurer une couverture totale aux sujets qui vivent des carrières professionnelles instables ou faiblement rémunérées ou à ceux qui, de plus en plus nombreux, finissent par vivre seuls ou dans des familles accablées de problèmes et mal équipés pour y faire face ».

#### 1.2.3.2 La dimension symbolique

Certains auteurs, comme Paugam (1991) ainsi que De Gaulejac et Taboata Leonetti (1994), vont inclure, en plus du social et de l'économique, une troisième dimension à l'exclusion, soit la dimension symbolique. Le tout se manifeste, d'un côté, par l'image que l'exclu a de lui-même, c'est-à-dire sa faible estime en lui, son sentiment d'être inutile ou son auto-exclusion de l'intérieur. D'un autre côté, il y a la stigmatisation de l'extérieur, soit l'image négative, marginalisante, discriminante et parfois répressive de la société envers lui. Dans l'étude des *catadores*, cette dimension culturelle joue un très grand rôle car le *catador* est souvent vu par la population comme un déchet humain, « *lixo humano* », expression souvent entendue par les *catadores* rencontrés sur le terrain. De plus, les *catadores*, à force d'être perçus par la société comme incommodants, salissants les rues en fouillant dans les déchets sur les trottoirs, violents, alcooliques et drogués, commencent eux aussi à se voir de la sorte. Leur travail insuffisamment payé et la faiblesse de leurs liens sociaux ne leur servent pas pour contrer cette image. Ils stagnent dans un état qui leur paraît irréversible. Comme l'explique Escorel en parlant des habitants de la rue, « *as perspectivas de futuro estão bloqueadas e a vida está limitada a conseguir*

*sobreviver* »<sup>22</sup> (2000, p.167). On pourrait également citer l'image forte D'Incao (1995) qui écrit que « *o homem da rua seria o homem que deixou de sonhar* »<sup>23</sup> (cité dans Escorel, in. Bursztyn, 2000, p.167).

#### 1.2.4 Des options conceptuelles utiles

Certains auteurs ont décidé de présenter l'exclusion à partir de termes qui, selon eux, sont plus précis en y apportant leurs propres modèles et indicateurs de mesure.

##### 1.2.4.1 La désaffiliation de Robert Castel

Castel (1995) apporte des nuances au modèle de base de l'exclusion qui tend à opposer les inclus aux exclus. Il défend l'idée qu'aucun individu ne serait à l'extérieur de la société. Il préfère utiliser la notion de désaffiliation qui caractérise davantage un processus de rupture de cohésion sociale. Ainsi, pour l'auteur, choisir de parler de désaffiliation au lieu d'exclusion « n'est pas une coquetterie de vocabulaire. L'exclusion est immobile. Elle désigne un état, ou plutôt des états de privation. Mais le constat des carences ne permet pas de ressaisir les processus qui génèrent ces situations » (Castel, 1995, p.19).

Les recherches de Robert Castel portent principalement sur les processus de mise à la marge de la société et des individus en situation de flottaison dans un contexte français. Ceux-ci seraient, selon lui, un groupe très hétérogène et très large comprenant les « chômeurs de longue durée, habitants des banlieues déshéritées, allocataires du revenu minimum d'insertion, victimes de reconversions industrielles,

---

<sup>22</sup> Traduction de l'auteur : « les perspectives de futur sont bloquées et la vie est limitée à réussir à survivre ».

<sup>23</sup> Traduction de l'auteur : « l'homme de la rue serait l'homme qui a arrêté de rêver ».



jeunes en quête d'emploi et qui se promènent de stage en stage, de petit boulot en occupation provisoire ... » (Castel, 1995, p.16).

En repensant à la critique concernant l'hétérogénéité des situations d'exclusion, on en vient, en effet, à se demander ce qu'ont en commun ces individus, qui semblent apparemment dans des situations plutôt différentes. Ainsi, comme le mentionne Castel (1995, p.27), faisant la comparaison entre un chômeur de longue durée et le jeune désespéré n'arrivant pas à se trouver une place sur le marché du travail, « ils n'ont ni le même passé, ni le même avenir, ni le même vécu, ni les mêmes valeurs ». Il serait impensable d'imaginer qu'ils pourraient élaborer un projet commun ou d'orchestrer une action collective. Ce qui les unit, malgré les situations pourtant bien différentes, est leur « position par rapport aux restructurations économiques et sociales » (Castel, 1995, p.28). Il est vrai, ils ne vivent pas leur situation de la même façon, mais ils sont tous laissés pour compte et dans une situation misérable en raison des changements socio-économiques profonds qui ont lieu dans la société contemporaine.

Le schéma explicatif de Castel met en relation les deux axes d'analyse propre à l'exclusion, soit, « la place occupée dans la division sociale du travail et la participation aux réseaux de sociabilité » (Castel, 1995, p.17). Par contre, au lieu de simplement classer les individus entre deux catégories, soit les inclus et les exclus, le schéma de Castel veut faire un classement plus poussé, qui inclut trois « zones ». Ainsi, la première, la zone, celle de l'intégration, se caractérise par une association « travail stable – insertion relationnelle solide ». Tout à l'opposé, est située la zone caractérisée par l'absence de participation aux activités productives et l'isolement relationnel, que Castel appelle zone de la désaffiliation. La zone d'intégration et la zone de désaffiliation mettent en relief la dualité inclusion/exclusion soutenue par de nombreux auteurs. Cependant, la zone intermédiaire (la zone de vulnérabilité), caractérisée par la « précarité du travail et la fragilité des supports de proximité »

(Castel, 1995, p.17), est celle qui intéresse davantage l'auteur. Selon lui, « la zone de vulnérabilité occupera une position stratégique. Réduite ou contrôlée, elle permet la stabilité de la structure sociale » (Castel, 1995, p.20). Il tient également à apporter quelques remarques au sujet de son schéma. Ainsi, le modèle qu'il propose n'est pas statique, ce qui veut dire que les frontières sont poreuses entre les zones et qu'il y a une mobilité possible pour les individus. De plus, il n'existe pas de « stratification sociale » puisque, comme il nous le mentionne, « il peut exister des groupes fortement intégrés et faiblement nantis » (Castel, 1995, p.18). Ce qui est important de dégager sont les relations qui existent entre la précarité économique et l'instabilité sociale.

#### 1.2.4.2 La disqualification sociale de Paugam

Tout comme la majorité des auteurs, Paugam aborde la question de la « nouvelle pauvreté » sous l'angle de la dégradation du marché de l'emploi et de l'affaiblissement des liens sociaux qui peuvent affecter, depuis la fin des années 1970, une plus grande partie de la population. De plus en plus de gens, qu'ils soient ouvriers, travailleurs, voire même, cadres d'entreprises, peuvent subitement perdre de façon durable leur lien avec le marché du travail. Comme Paugam (1991, p.3) tient à le souligner, « cette mise à distance de l'emploi s'est accompagnée pour nombre d'entre eux d'un retrait de la vie sociale, d'une crise identitaire, de problèmes de santé (dépression) et, dans certains cas, d'une rupture familiale ». Ainsi, le premier échec serait lié à la perte d'un emploi et à l'incapacité de se remettre sur le marché du travail, où s'ensuivrait une série d'autres échecs affectant la qualité de la vie sociale.

Ce qui se dégage des recherches de Paugam est le fort intérêt qu'il porte à la dimension symbolique de la disqualification sociale. Le regard de l'auteur se porte constamment sur la dévalorisation de l'identité et le sentiment d'infériorité des



personnes touchées. Ainsi, comme il le mentionne, « les personnes déclassées prennent progressivement conscience de la distance qui les sépare de la grande majorité de la population. » (Paugam, 1991, p.6). Plusieurs en viendraient à avoir honte de leur situation, ils se sentiraient humiliés, alors, ils s'isolent, se cachent et leurs liens sociaux en viennent à être coupés. Ainsi, ce qui est étudié par l'auteur est « le sens vécu, c'est-à-dire le sens que ces populations donnent à leur existence et à la place qu'elles occupent dans la société » (Paugam, 1991, p.17).

#### 1.2.4.3 La désinsertion sociale selon De Gaulejac et Taboada Leonetti

Dans leur ouvrage intitulé *La lutte des places*, De Gaulejac et Taboada Leonetti (1994) choisissent d'utiliser l'expression « désinsertion sociale » afin de traiter du phénomène d'exclusion. Selon eux, la désinsertion sociale se définit par une exclusion dans trois sphères (économique, sociale et symbolique) et qui touche les « *désinsérés* » par chacune de ces dimensions : « chômage, pauvreté, isolement, stigmatisation sociale et dévalorisation » (De Gaulejac et Taboada Leonetti, 1994, p. 76). Ainsi, même ceux qui sont intégrés à la société peuvent basculer vers l'exclusion, devenir « inutiles » et perdre le sens de leur existence. La désinsertion sociale touche « tous ceux qui *avaient* une place sociale et qui l'ont *perdue* » et pour qui « l'*entrée* dans le monde du travail et dans la société semble bloquée » (De Gaulejac et Taboada Leonetti, 1994, p.53). Il s'agit d'un cheminement progressif vers l'exclusion alors que l'individu serait victime d'une première grande rupture à laquelle s'enchaîne une série d'autres ruptures. Cette accumulation de rupture peut ainsi mener vers le décrochage social (Racine, 2007). Pour les deux auteurs, bien qu'ils ne négligent aucunement l'exclusion de la sphère économique et de la perte des liens sociaux, l'intérêt est grandement porté sur la dimension symbolique du phénomène. Dans un processus de stigmatisation et de marginalisation des individus

hors des normes de l'idéal de la société, l'identité individuelle, la valorisation, l'utilité sociale, *l'idéal de moi social*, définissent la symbolique de la désinsertion.

Les recherches de Shirley Roy (1995) poussent davantage la notion de désinsertion sociale apportée par De Gaulejac et Taboada Leonetti. Selon elle, l'exclusion ne devrait pas être perçue comme un état comme certains auteurs le mentionnent (Castel, 1991), ni comme un processus de mise à la marge. Ainsi, afin de ne pas rassembler indistinctement tous les individus vivant des ruptures dans le groupe des « exclus », l'usage du terme « exclusion » devrait plutôt se limiter à « l'étape ultime du processus de désinsertion sociale » (Roy, 1995), à ceux qui vivent « au point maximal d'éloignement du pôle d'insertion » (Roy, 1995). En ce sens, les itinérant-errants seraient, selon Roy (1995), le meilleur exemple afin de qualifier les exclus. Sans former un groupe homogène, ceux-ci partagent, un mode de vie semblable alors que pour tous l'accès à l'emploi leur est impossible, ils sont sans ressources et leurs réseaux sont épuisés. Ils vivent de mendicité ou d'aide gouvernementale intermittente. Les problèmes de consommation d'alcool et de drogue sont récurrents (Roy, 1995).

### 1.2.5 Au Brésil : de la *marginalidade* à l'exclusion

Au cours de la décennie 1970, au Brésil, c'est le terme « *marginalidade* » qui a été introduite dans le vocabulaire afin de faire l'analyse du phénomène de mutation sociale qui était en train de se produire. C'était la *marginalidade* qui permettait de caractériser la nouvelle pauvreté urbaine qui s'est mise en place avec les populations récemment arrivées dans les villes brésiliennes dû au processus d'urbanisation rapide qu'a connu le pays après la Deuxième Guerre Mondiale (Maiolino et Mancebo, 2005). Cet exode rural massif a entraîné la formation de zones périphériques au centre urbain traditionnel et de nombreux problèmes urbains comme le manque de

logements, la mendicité, la délinquance et la violence. Les groupes impliqués, les migrants, se sont retrouvés à la marge de la société, tant au niveau territorial qu'au niveau du marché de l'emploi. On peut également parler d'une carence identitaire qui s'ajoute pour ces nouveaux migrants puisqu'ils développent un sentiment de non appartenance à leur nouvel environnement. On en parle comme « *os de fora* » (Maiolino et Mancebo, 2005), ceux de l'extérieur, ce qui revêt un double sens, ceux qui viennent de l'extérieur, les migrants qui viennent du milieu rural, et ceux qui vivent à l'extérieur de la société, à sa marge.

Au cours des années 1980, le Brésil a vécu un processus de redémocratisation. Dans un contexte très actif de réorganisation de la société civile, la lutte contre la *marginalidade* s'est peu à peu transformée en lutte pour les droits à la citoyenneté. Le terme *marginalidade* se transforme, laissant place alors aux débats sur la citoyenneté et la ségrégation sociale. Lors des années 1990 la notion de *marginalidade* cède sa place à celle d'exclusion, laquelle s'inscrit dans l'analyse des effets pervers engendrés par le démantèlement des programmes sociaux et des inégalités apparues avec la crise économique qui touchait le pays (Maiolino et Mancebo, 2005).

### 1.3 L'économie sociale et solidaire

Depuis quelques décennies, la globalisation est l'un des facteurs de la remise en question des droits sociaux et de la démocratie, entraînant le bouleversement des modes de production, des liens sociaux, remettant en cause le rôle de l'État. Comme nous l'avons montré, la globalisation divise les populations, et laisse derrière elle un nombre considérable d'exclus. Dans un contexte de crise (sociale, économique et démocratique) nous nous questionnons sur comment les exclus peuvent-ils être à nouveau des acteurs économiques et reconnus socialement ? Comment pourraient-ils s'émanciper et retrouver leurs identités, leurs droits sociaux, réinsérer le marché du

travail et retisser les liens sociaux rompus ? À ces questions, dans une perspective plus globale, plusieurs auteurs avancent que l'économie sociale et solidaire pourrait bien être un outil capable d'aider les exclus à y parvenir (Klein et Champagne, 2011; Bouchard, 2013). Mais au Brésil, est-ce que ça peut aussi être le cas? La pleine reconnaissance de cette économie sociale et solidaire pourrait être une réponse à la crise salariale et sociale que nous traversons présentement. Nous tenterons, à partir d'une étude de cas, de répondre à cette question, mais au préalable, nous allons définir en quoi consiste l'économie sociale et solidaire.

### 1.3.1 Les jalons de l'économie sociale

L'économie sociale, qui se présente sous la forme de coopératives, de mutuelles et d'OBNL, a émergé à partir des « classes laborieuses exploitées et luttant pour améliorer leurs conditions de vie très précaires » (Favreau et Fréchette, 2002, p.2). La coopération serait ainsi la « fille de la nécessité » et donnerait une réponse aux populations défavorisées ou en difficulté qui ressentent une forte pression en raison de besoins non satisfaits (Desroche, 1976 cité dans Favreau et Fréchette, 2002, p.2). En plus de la « nécessité », l'identité collective est également l'un des facteurs qui fait de l'économie sociale une plateforme de lancement de projets socioéconomiques (Klein et Champagne, 2011 ; Klein et Tremblay, 2013)

Tout comme le concept d'exclusion, l'économie sociale est polysémique et peut parfois mener à la confusion. Certains auteurs utilisent des termes différents afin de traiter d'organisations et d'activités qui ne relèvent ni du secteur public ou du secteur privé. Économie solidaire, économie populaire, tiers-secteur, nouvelle économie sociale, sont toutes des appellations distinctes, mais qui trouvent un point de convergence dans le sens où elles se différencient du secteur dominant de l'économie marchande car elles désirent mettre à l'avant scène les intérêts sociaux et non

uniquement les finalités économiques. Les activités qui s'y rattachent demeurent tout de même très liées à la sphère économique, mais elles sont menées en fonctions de finalités sociales visant à améliorer la qualité de vie (Laville, 1995). Les domaines d'activités sont variés : le logement, la santé, l'aide à domicile, la garde des enfants, l'insertion à l'emploi, le recyclage, etc.

Selon les chercheurs qui ont présenté théoriquement l'économie sociale et solidaire (Eme et Laville, 1999), il y a dans la société trois pôles économiques :

- l'économie marchande (la distribution de biens et de services est confiée de façon prioritaire au marché),
- l'économie non marchande (la distribution de biens et services est principalement organisée sous la tutelle d'un État social),
- l'économie non monétaire (la distribution de biens et de services s'effectue sous le principe de la réciprocité et de l'administration domestique).

Il existe une hiérarchisation quant à la place qu'occupe chacun des trois pôles économiques. La présence de l'économie marchande est prédominante alors que l'économie non marchande est supplétive et l'économie non monétaire résiduelle (Eme et Laville, 1999). La notion d'économie plurielle repose sur ces trois pôles et suppose ainsi une économie où le marché n'est qu'une des composantes. Certes, il peut tenir un rôle majeur, mais non pas unique, alors que les deux autres ne doivent pas être que résiduelles. Chacun des trois pôles a ses avantages et ses inconvénients. L'économie marchande est source d'initiative et d'efficacité, mais peut engendrer de fortes inégalités. L'économie non marchande permet de garantir plus d'égalité. Par contre, elle est encombrée par une lourdeur bureaucratique et administrative. L'économie non monétaire favorise l'émergence d'une proximité importante pour la cohésion sociale, mais qui peut entrer en contradiction avec la volonté d'émancipation individuelle. Ainsi, comme le mentionnent Eme et Laville (1999),



l'intérêt n'est pas de choisir parmi l'un des trois pôles, mais plutôt de chercher à établir un nouvel équilibre entre eux. En Amérique du Sud, c'est la notion d'économie populaire qui est utilisée pour se référer à l'économie sociale et solidaire. De nombreux regroupements s'organisent informellement afin de favoriser les échanges. Réunis par leur appartenance communautaire, ils rassemblent les ressources disponibles dans le but de satisfaire des besoins vitaux.

### 1.3.2 Une économie pour les pauvres ?

Selon les pays, l'économie sociale, solidaire ou populaire apparaît pour plusieurs comme une alternative intéressante face à la crise que nous traversons actuellement, notamment pour les laissés pour comptes. Cependant, des auteurs tels que Boivin et Fortier (1998) avancent « qu'il serait trop commode de se laisser bercer d'illusion par un modèle qui prétend sauver les exclus par la réforme d'un pacte social censé faciliter à nouveau, par la création d'emploi, l'accès aux biens de consommation » (ibid., p.59).

Les entreprises de ce champ de l'économie sont bien souvent les seules à prioriser l'embauche des gens exclus du marché du travail favorisant l'insertion et assumant des coûts liés à la formation. De plus, la plupart des entreprises d'économie sociale s'implantent pour s'occuper de services délaissés par l'État et le marché, principalement parce qu'il n'y a pas d'argent à faire. N'étant pas compétitives, pour plusieurs du moins, elles deviennent ainsi dépendantes des transferts gouvernementaux et des subventions (Boivin et Fortier, 1998).

L'une des missions de l'entreprise d'économie sociale est d'intégrer les exclus au marché du travail. Cependant, comme le mentionne Demoustier (cité dans Lévesque, 2006), « la multiplication de ces entreprises [...] aurait eu comme conséquence de



créer une masse qui enferme ces « travailleurs » dans un marché du travail pour les précaires ». De plus, certains auteurs viennent souligner leur inquiétude par rapport à la prise en charge de l'économie sociale par les forces néolibérales, ce qui selon eux pourrait « constituer une aubaine pour réduire les coûts de production de soins de santé et de bien-être » (Jetté *et al.*, 2000, p.78).

Il est vrai que nous devons éviter de tomber dans un optimisme aveugle pour ce qui est du pouvoir de transformation sociale de l'économie sociale. N'en demeure pas moins qu'il devient urgent, dans le contexte de la crise actuelle, de repenser les rapports entre l'économie, le social et le politique (Klein et Champagne, 2011). C'est dans cet optique que des auteurs tel que Krugman (2009) en arrivent à la conclusion que ce dont nous avons besoin c'est d'un « *New « New Deal »* ». Comme le mentionne Lévesque et Mendell (1999), le potentiel de changement social de l'économie sociale pourrait être plus significatif si les tenants du néolibéralisme ne la marginalisaient pas autant et si ils arrêtaient de la circonscrire à une économie de misère.

Dans le contexte que nous venons de présenter, comment un mouvement inscrit dans l'économie sociale et solidaire peut-il devenir une solution pour la lutte contre l'exclusion ? Pour les travailleurs informels, quelles sont les solutions permettant de parvenir à une meilleure situation économique ? Dans quelle mesure, une action collective issue d'une association de travailleurs peut-elle favoriser l'inclusion citoyenne ? Ce sont les questions auxquelles nous essayerons de répondre à travers notre recherche sur les *catadores* à Belo Horizonte, au Brésil.

## CHAPITRE II

### ÉTUDE DE CAS : CONCEPTS ET MÉTHODE DE RECHERCHE

Dans la première partie du présent chapitre, nous définirons nos principaux concepts théoriques. Pour chacun d'eux, nous montrerons dans quelle mesure ils s'appliquent à notre sujet d'étude, les *catadores* de l'Asmare. Par la suite, nous présenterons notre cadre opérationnel en effectuant une description du cadre d'analyse que nous utiliserons. Enfin, nous présenterons notre démarche méthodologique où nous aborderons le cadre spatio-temporel de notre recherche, les méthodes de collecte d'informations, le traitement de ces données ainsi que les règles d'éthique et de confidentialité envers les acteurs impliqués.

#### 2.1 Cadre opérationnel

En lien avec nos questions de recherche présentées au chapitre antérieur, nous avons dégagés deux concepts, l'informalité et la lutte pour la reconnaissance.

##### 2.1.1 Le secteur informel

L'adjectif « informel » fût utilisé pour la première fois en 1971 par Keith Hart suite à une étude sur le revenu informel et le travail en milieu urbain au Ghana. Cependant, c'est dans le cadre des premiers travaux du Programme mondial de l'emploi lancé par le Bureau International du travail (BIT) que l'utilisation du concept « secteur

informel » fait réellement son apparition dans les théories économiques du développement et c'est cette vision qui est adoptée par des organisations telles que la Banque Mondiale, les organismes de coopération et de nombreuses universités (Lautier, 2004, p.11).

Il y a quarante ans, le BIT (2002, p.1) décrivait le secteur informel par « les activités des travailleurs pauvres qui exerçaient un travail très pénible mais dont les activités n'étaient ni reconnues, ni enregistrées, ni protégées, ni règlementées par les pouvoirs publics ». Ce fût donc le BIT, avec le « rapport Kenya » paru en 1972, qui lança et popularisa véritablement le concept de « secteur informel » (Lautier, 2004, p.9 ; Charmes, 1987, p.855). En l'espace de quelques années, « le mot s'est emparé de l'imaginaire collectif encore plus vite que ce qu'il désigne s'est imposé comme mode d'existence pour une grande part (un tiers à trois quarts, selon les pays) de la population urbaine des pays en développement » (Lautier, 2004, p. 6).

#### 2.1.1.1 Comment expliquer l'émergence de l'informalité ?

Vers les années 1970, de nombreux chercheurs tentaient d'expliquer comment, dans les villes du tiers-monde, le taux de chômage restait relativement bas malgré le décalage entre l'exode rural et l'absorption de travailleurs dans l'industrie (Larraechea et Nyssens, 2000, p.204). Ainsi, plusieurs études démontrent l'existence, en milieu urbain, d'un secteur d'activités informelles et non structurées qui procurait à un bon nombre de migrants des moyens de subsistance.

L'économie informelle s'inscrit dans une tendance apparue dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle que Zapata désigne par l'« urbanisation sans industrialisation » (cité dans Favreau et Fréchette, 2002, p.98). Ce contexte, présent dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique, a eu comme impact d'exclure un nombre

considérable de personnes des secteurs protégés par les gouvernements ou par les codes du travail. Une citation du Rapport du directeur général du Bureau international du travail permet d'expliquer rapidement comment a émergé ce secteur et quelle est la situation des travailleurs informels :

« [...] les soubresauts de la croissance et les changements dans l'organisation de la production ont favorisé l'essor du secteur informel. Ce sont les travailleurs de ce secteur qui sont confrontés aux problèmes le plus graves. Ce sont leurs droits qui sont les moins respectés. Ils sont sous-employés et mal payés, n'ont pas de protection sociale, et, pour eux, dialogue social et participation sont des mots en grande partie vides de sens... » (Rapport du directeur général, BIT, 1999, p.11 cité dans Favreau et Fréchette, 2002, p.97).

Dans les études portant sur le Tiers-Monde datant d'avant les années 1970, le phénomène existait certes, mais il était, identifié sous d'autres dénominations. Lautier (2004, p.7-8) dénombre trois termes utilisés avant que le BIT adopte le terme de « secteur informel ». Premièrement, en Amérique latine principalement, les sociologues et quelques économistes, parlent de marginalité afin de décrire les problèmes d'intégration dans le salariat moderne, souvent associés à la délinquance et à l'absence d'habitat fixe pour ceux qui migraient vers les villes.

En deuxième lieu, le terme « sous-emploi », plus propre aux économistes, prend sa source dans les travaux de 1954 d'Arthur Lewis. Selon lui, « le secteur traditionnel était rural et libérait peu à peu sa main d'œuvre excédentaire selon les besoins de l'industrie urbaine » (cité dans Lautier, 2004, p. 7). Dès les années 1960, d'autres économistes commencent à réfuter l'idée qu'il existe une coordination dans les flux migratoires alors que l'industrie ne parvient pas à absorber tous les migrants. Ils parlent de ce phénomène comme le sous-emploi. Ces économistes s'intéressent au dualisme de l'économie du développement où s'opposent un secteur « traditionnel », mené par le sous-emploi de la main d'œuvre excédentaire et le secteur « moderne ». C'est en ce sens que se forme un secteur « transitionnel » (Lautier, 2004) ou

« refuge » (Charmes, 1987) regroupant la masse d'urbains pauvres en attente d'emploi.

Un troisième terme fait référence à la pauvreté et à la recherche de « stratégies de survie ». Le pauvre, selon Lautier (2004, p.8) « formule des stratégies de survie (expression qui fera fortune), il récupère des déchets et les transforme, profite de la moindre occasion : il se débrouille ».

Les politiques d'ajustement structurel (PAS) mises en place dans les années 1980 et 1990 ont un impact considérable sur l'augmentation du secteur informel. Comme le mentionnent Favreau, Larose et Fall (2004, p.347), « dans certaines sociétés, les États ont tellement été affaiblis et discrédités que l'idée même d'intérêt général est devenue caduque aux yeux des populations qui ne s'en remettent qu'à elles-mêmes. D'où, pour l'essentiel, une montée en puissance de stratégies de la débrouille que l'on nomme aujourd'hui économie populaire (longtemps qualifiées d'économie informelle par le FMI).

Comme l'État central n'a plus sa position « développementiste » et a été dépouillé des services publics, ce sont donc les organisations économiques populaires (OEP) qui ont pris la relève, notamment par l'offre de services de proximité à coût moindre. Ces auteurs ajoutent que les mesures de développement liées au PAS ne prenaient pas en compte l'importance du cadre institutionnel et politique des pays visés. Selon eux, les pays du Sud n'avaient pas les institutions appropriées à la mise en place de ces mesures. Celles-ci n'assuraient pas adéquatement la formation de la main d'œuvre, la protection sociale à sa population, les régimes de retraite, les services sociaux publics, etc. Il s'agit là d'un élément important provoquant le basculement de plusieurs personnes vers le secteur informel, et ce, même pour la classe moyenne (Favreau *et al.*, 2004, p.348).



Après la parution du « rapport Kenya » en 1972, la vision de Hart et celle du BIT sont les plus couramment citées (principalement la définition du BIT) mais elles demeurent très différentes et mènent à deux approches qui sont rarement combinées (Lautier, 2004, p.9). La première, celle de Hart, fait principalement référence au revenu informel comme un revenu complémentaire et nécessaire face aux problèmes de stagnation des salaires et d'inflation dans un contexte où le recours au crédit et la solidarité familiale sont limités. Celle du BIT s'oriente vers les unités de production. Dans le rapport sur le Kenya le BIT propose une définition du secteur informel basée sur sept critères (Lautier, 2004, p.12 ; Charmes, 1987, p.857) :

- 1- facilité d'accès à l'activité
- 2- marchés de concurrence non réglementés
- 3- utilisation de ressources locales
- 4- propriété familiale des entreprises
- 5- petite échelle des activités
- 6- usage de techniques qui privilégient le recours à la main d'œuvre
- 7- qualification acquise hors du système scolaire officiel

Suivant le point de vue du BIT, Sethuraman (1976) indique de nouvelles caractéristiques du secteur informel (cité dans Lautier, 2004, p.12). Il introduit des caractéristiques telles que « la flexibilité des horaires de travail, l'absence au recours du crédit régulier, le bas prix des produits, le bas niveau d'instruction, l'absence d'usage d'électricité, etc. » (Lautier, 2004, p.12). Au cours de ces années, de nombreux chercheurs y vont de leurs propres caractéristiques du secteur informel qui sont influencées par leur terrain d'étude.

Devant la diversité des situations empiriques, ces définitions amènent un lot d'inconvénients notamment par le fait que l'obligation de combiner toutes les caractéristiques techniques peut parfois devenir un casse-tête. Cela rend le repérage



d'activités informelles difficile et du coup, l'évaluation statistique également. Comme le mentionne Lautier (2004, p.12), plus la liste des caractéristiques est longue, plus il est difficile qu'une activité donnée réponde à toutes. De plus, de nombreux travailleurs dans les pays en développement possèdent plus qu'un seul travail en milieu informel ou ont à la fois une activité dans le secteur informel et un emploi dans le secteur formel.

Suite à l'étude de nombreux travaux sur le sujet, Favreau et Fréchette (2002, p.98) rendent l'approche plus simple en se basant sur les quatre caractéristiques suivantes :

- 1- une économie de survie puisqu'il n'y a que peu ou aucune accumulation (de capital ou de richesse) ;
- 2- une économie de la débrouillardise parce que les gens s'organisent en marge des réglementations de l'État ou de toute autre aide ;
- 3- une économie où l'embauche au sein des groupes familiaux est privilégiée ;
- 4- une économie dont les moyens financiers sont limités et faibles.

Bien que le travail informel soit souvent associé à la notion de pauvreté, nous ne devons pas croire que tous les travailleurs informels sont pauvres, ni que la pauvreté est exclusive aux travailleurs informels. Il n'en demeure pas moins que le pourcentage de pauvres œuvrant dans le secteur informel est nettement plus élevé que dans le secteur formel (BIT, 2002, p.3).

#### 2.1.1.2 La formalisation de l'informalité

Hernando De Soto est un économiste péruvien qui s'est grandement penché sur la question de l'économie informelle. Son œuvre, *L'autre sentier* (De Soto, 1994), est

considérée comme une référence en la matière. De Soto dégage trois secteurs où l'économie informelle prend forme, le logement, le commerce et le transport. Selon lui, dans les trois cas, les habitants des villes ont recours à des moyens illégaux afin d'atteindre des objectifs légaux (De Soto, 1994, p.20). Selon De Soto, l'État a créé un système légal d'exception où les « informels » peuvent y exercer leurs activités, mais ne peuvent toutefois pas accéder à la protection et aux avantages que fournit le système légal.

Tout au long des années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, le BIT, la Banque Mondiale et la plupart des gouvernements des pays du Tiers-Monde appuyaient l'idée de la « formalisation de l'informel ». Cette idée suppose que les micros-entreprises informelles aient une vocation à s'agrandir, à se moderniser et que ce serait dans leur avantage d'entrer dans le cadre légal. La situation informelle de ces micros-entreprises serait due au manque de crédit et de formation ce qui a mené de nombreux gouvernements à appliquer des politiques d'aide au crédit et à la formation afin de réduire le taux d'informalité (Lautier, 2004, p.17). La formalisation de l'informel n'a connu que de rares réussites et le bilan global reste mitigé.

Alors que la crise frappe de plein fouet, la vision du « secteur informel » change chez les gouvernements et les instances internationales. Au lieu de viser à formaliser le secteur informel, ils voient qu'en temps de crise, ce secteur possède une capacité de création d'emplois et de revenus insoupçonnée (Lautier, 2004, p.22-23). Dans de nombreuses situations nationales, l'emploi en milieu informel tend à augmenter quand l'emploi en milieu formel diminue. Comme le mentionne le BIT, « ces dernières années, c'est dans le secteur informel qu'est apparue la majorité des emplois nouveaux dans les pays en développement. La plupart des personnes ont rejoint l'économie informelle parce qu'elles ne peuvent trouver d'emploi ou lancer une entreprise dans le secteur formel » (BIT, 2002, p. 1).

Nous pouvons constater dans le rapport de 2002 du BIT qu'il existe toujours un intérêt pour tenter de réduire la part du secteur informel. S'appuyant sur le fait que les travailleurs du secteur informel œuvrent dans des conditions d'insécurité par un accès limité aux protections sociales et où les conditions de travail sont médiocres, la stratégie du BIT vise à « mettre en place un processus de légalisation qui intègre les travailleurs et les entreprises dans le cadre légal, de manière à ce qu'ils soient enregistrés, reconnus et protégés » (BIT, 2002, p.6).

#### 2.1.1.3 De l'économie informelle à l'économie populaire

Le secteur informel s'applique à des activités individuelles, familiales ou à des micros-entreprises et ne constitue pas un dispositif de développement. Il s'agit plutôt d'un espace de survie où émergent les notions de débrouillardise et de solidarité (Favreau, 1999). Comme le mentionne Lautier (2004, p. 29), « Devant l'incapacité de l'État et des firmes capitalistes à offrir des emplois, la recherche de moyens d'existence mène à un développement de la créativité à l'invention de nouvelles façons de produire ». L'économie informelle est souvent associée à l'idée d'une contreculture ou d'un refus de développement et « ce qui caractérise les rapports sociaux de l'économie informelle est d'abord la solidarité, et la prépondérance de comportements anti-économiques » (Lautier, 2004, p.32). En ce sens, l'économie informelle tend à être utilisée comme un synonyme de l'économie populaire ou de l'économie solidaire. Précisons cependant que ces deux concepts agissent sous la forme d'une stratégie de développement où les gens impliqués deviennent des acteurs conscients (Favreau, 1999), ce qui n'est pas toujours le cas dans l'informalité. De plus, si des expressions de la solidarité sont courantes au sein de l'informalité, la concurrence y est aussi très présente et peut se manifester de façon très intense, voire violente.

### 2.1.2 La lutte pour la reconnaissance

Le deuxième concept opérationnel que nous utiliserons dans ce mémoire est celui de la lutte pour la reconnaissance. L'étude de cette notion a mené à la publication des nombreux ouvrages depuis les années 1990 alors que des auteurs comme Axel Honneth (2010), Nancy Fraser (2005), Charles Taylor (1992), Iris Marion Young (1990), Paul Ricœur (2005) et de nombreux autres ont grandement contribué à sa conceptualisation. La notion de lutte pour la reconnaissance, souvent liée à celle d'éthique, est devenue un thème majeur dans les sciences sociales ainsi qu'en philosophie politique (Ferraressse, 2009, p.101).

Le concept de reconnaissance nous aidera à expliquer la situation d'exclusion des *catadores*. Les exclus vivent un déni de reconnaissance, ce que plusieurs auteurs qualifient de « mépris ». Les *catadores* en vivant dans une situation d'exclusion, n'ont pas la reconnaissance extérieure. De plus, à force de ne pas être reconnus par l'ensemble de la société, ils se dévalorisent. La notion de lutte pour la reconnaissance sera utilisée afin de démontrer les moyens déployés par les exclus pour atteindre un niveau supérieur de reconnaissance et de dignité personnelle. Nous utiliserons ce concept de lutte pour la reconnaissance pour expliquer les actions revendicatrices menées par les *catadores* leur permettant de ne plus vivre dans le mépris et de s'émanciper.

Il apparaît cependant difficile d'apporter une explication claire faisant l'objet d'un consensus concernant la lutte pour la reconnaissance. Les auteurs qui se sont penchés sur la question présentent des divergences. Les champs d'analyse varient également, alors que certains aborderont la notion de reconnaissance sous un angle davantage porté sur le symbolique et d'autres sous les angles identitaire, culturel, juridique ou moral. Dans le cas de ce mémoire, nous présenterons les conceptions d'un auteur contemporain qui, à lui seul, a grandement aidé à conceptualiser la notion de lutte pour la reconnaissance. En ce sens, nous nous pencherons sur les travaux de Axel

Honneth. Dans son livre « *La lutte pour la reconnaissance* », le philosophe allemand trace une sorte de parcours historique de la notion lui permettant de définir le concept.

#### 2.1.2.1 La lutte pour la reconnaissance selon Axel Honneth

Dans la philosophie contemporaine, le concept de reconnaissance a reçu un regain d'intérêt qui remonte au début des années 1990. Cependant, les auteurs qui travaillent sur ce concept depuis une trentaine d'années font constamment référence à la notion hégélienne de reconnaissance. En opposition à la philosophie sociale moderne, qui présuppose des rapports d'hostilité entre les individus, l'approche de Hegel vise à comprendre les conflits humains sous la perspective de la demande de reconnaissance. Il tente de se débarrasser de l'approche atomiste propre à la tradition du droit naturel moderne, présupposant que le fondement naturel de socialisation humaine se caractérise par l'existence de sujets isolés les uns aux autres. Prenant sa source dans le courant de philosophie politique, Hegel désire fonder une théorie de « totalité éthique ».

Cette théorie inspirée de la *polis* de l'antiquité grecque se veut, en d'autres termes, son idéal de société. Hegel caractérise cette société comme « l'unité vivante » de « la liberté universelle et de la liberté individuelle » (cité dans Honneth, 2010, p.22). L'exercice de la liberté élargie de Hegel n'est pas assuré par des lois mises en place par l'État, ni par les convictions morales de sujets, mais plutôt par les mœurs et les coutumes, des attitudes intersubjectives qui permettent les échanges à l'intérieur d'une collectivité sociale. Hegel présuppose « l'existence d'obligations intersubjectives comme une condition quasi naturelle de tout processus de socialisation humaine » ou, comme il le mentionne, « l'existence de la différence » (Honneth, 2010, p.24). C'est dans cette combinaison entre socialisation et individualisation que peut se former une société où il existe une « reconnaissance



intersubjective de la particularité de chacun » (Honneth, 2010, p.25). La lutte pour la reconnaissance est traversée par deux registres : l'émancipation personnelle des individus impliqués et le renforcement des liens communautaires. Or, « le mouvement de la reconnaissance, qui fonde toute relation éthique entre sujets, se compose ainsi d'une succession de conflits et de réconciliations qui se résorbent les uns dans les autres » (Honneth, 2010, p.27).

Honneth en arrive à la conclusion que « la lutte pour la reconnaissance constitue la force morale qui alimente le développement et le progrès de la société humaine » (Honneth, 2010, p.171). Il distingue trois formes distinctes de reconnaissance. La première concerne les liens affectifs (les relations primaires), soit les relations d'amour et d'amitié. La deuxième concerne la reconnaissance juridique. Quant à la troisième forme, elle traite de l'estime sociale, dans le sens d'une adhésion à un groupe solidaire (Honneth, 2010).

#### 2.1.2.2 Le mépris : le pendant négatif de la reconnaissance

Le déni de reconnaissance et le mépris sont des concepts négatifs qui viennent blesser la personne dans son intégrité, ses libertés et dans l'idée qu'elle a d'elle-même (Honneth, 2010, p.161). Pouvant prendre la forme d'une offense, d'une humiliation ou d'un préjudice matériel, le mépris soulève, chez l'individu touché, un sentiment d'injustice par rapport aux membres de la société. Selon Honneth (2010, p.161-162), l'être humain cherche constamment l'approbation ou la reconnaissance de ses semblables. Or, le mépris se définit en fait par le refus ou la privation de cette reconnaissance. Ce type d'expérience négative, alors que l'être humain est rabaissé, constitue une atteinte à l'identité de la personne. Les trois formes de reconnaissance identifiées plus haut nous permettent de voir que le mépris peut se présenter sous trois formes.



La première forme de mépris est celle qui touche à la dimension corporelle. Honneth (2010, p.162-162) donne comme exemple d'humiliation, le viol ou la torture, qui constituent des atteintes directes à l'intégrité physique de la personne. Le fait que des individus se trouvent exclus de certains droits constitue la deuxième forme de mépris. Ainsi, le fait qu'une personne ne puisse espérer voir ses attentes envers la société satisfaites et qu'elle se voit refuser le droit de participer pleinement à la communauté signifie qu'on ne reconnaît pas en elle le même degré de responsabilité morale que pour les autres membres de la société. Comme le mentionne Honneth (2010, p.164), « la particularité de ces formes de mépris, telles qu'elles se manifestent dans la privation de droits ou dans l'exclusion sociale, ne réside pas seulement dans la limitation brutale de l'autonomie personnelle, mais aussi dans le sentiment corrélatif qu'éprouve le sujet de ne pas avoir le statut d'interaction à part entière, doté des mêmes droits moraux que ses semblables ». L'individu en vient à perdre le respect qu'il porte envers lui-même. En troisième lieu, le mépris peut prendre la forme d'une humiliation (Honneth, 2010, p.164). En d'autres mots, il s'agit d'une sorte de dénigrement porté sur des modes de vie ou des convictions jugées inférieures et imparfaites enlevant aux individus touchés toute valeur sociale. Ce jugement négatif de dévalorisation et de déclassement social mène ces individus à développer un sentiment d'infériorité et à une perte de l'estime de soi. Leurs qualités et leurs capacités n'étant pas appréciées et ne recevant pas l'approbation relatives à leur forme d'autoréalisation, ils sentent que leur contribution à la communauté ne peut, en aucun moment, être significative.

Comme le mentionne Honneth (2010, p.169), « l'expérience du mépris peut fournir le motif déterminant d'une lutte pour la reconnaissance ». Dans le cadre de notre analyse sur les *catadores* nous verrons que la reconnaissance est un besoin vital pour ce groupe social au Brésil. De plus, nous montrerons comment les membres de l'Asmare sont parvenus à augmenter le degré de reconnaissance des *catadores* et les luttes menées pour parvenir à ce résultat.

## 2.2 Recherche empirique

Nous aborderons à présent la démarche méthodologique que nous suivrons au cours de l'élaboration de ce mémoire. La recherche menée s'appuie sur la méthode de l'étude de cas. Il s'agit d'une démarche souvent utilisée dans les travaux issus des sciences sociales notamment puisqu'elle permet une compréhension approfondie du phénomène étudié. Pour notre étude de cas, nous appliquerons le modèle d'analyse des initiatives locales développé par Klein (2008 ; 2011a; 2012). L'application de ce modèle nous permettra de voir comment les *catadores* de Belo Horizonte ont, à partir d'une initiative au départ individuelle, mis en place une action collective, mobilisé les ressources nécessaires, généré une solidarité locale et développé une conscience territoriale afin de renforcer leur pouvoir favorisant la formalisation de leur activité au départ informelle ainsi que leur reconnaissance.

### 2.2.1 Cadre d'analyse pour l'étude de cas : le schéma des initiatives locales

Le modèle d'analyse des initiatives locales présentes, propose une série de composantes où, suite à des répétitions successives, le « cercle vicieux de l'appauvrissement » peut être infléchi à condition de s'inscrire dans un processus plus vaste qui favorise une action globale de transformation sociale (Klein et Champagne, 2011; Klein, 2012; Klein et Harrisson, 2007). En étant ancré territorialement, ce processus, qui peut être long, nécessite la mobilisation des acteurs locaux afin de construire le capital socio territorial nécessaire pour permettre le dynamisme local.

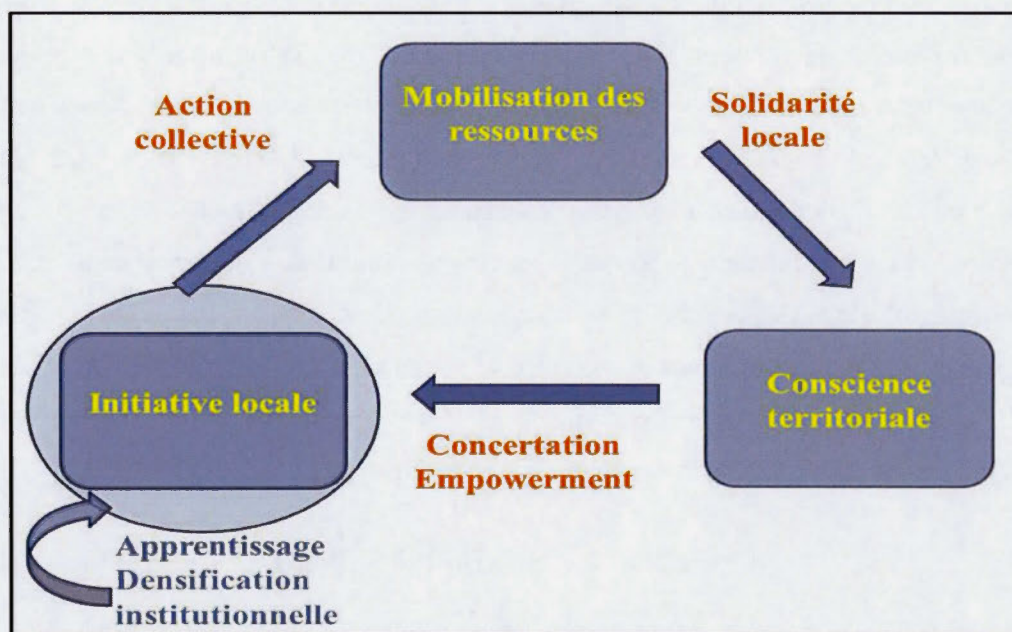
L'élément déclencheur du processus réside dans la réaction d'un individu ou d'une organisation face à des processus qui provoquent la défavorisation sociale et territoriale. Ces acteurs mettent de l'avant un ou des projets visant à améliorer leurs

conditions de vie et/ou de travail. Ces projets se transforment en actions collectives lorsqu'ils suscitent l'adhésion d'autres acteurs de la communauté locale. La deuxième étape du processus concerne la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation du projet. Ces ressources peuvent être de nature humaine, organisationnelle et financière, et peuvent concerner l'entreprise privée, le secteur public ou les organisations de l'économie sociale et solidaire (Klein, 2012). Dans un contexte où une pression constante doit être maintenue sur les acteurs détenant le pouvoir, les acteurs sociaux se doivent d'user de créativité pour réussir à obtenir les ressources nécessaires. Selon Klein (2011a), ce climat de confrontation favorise un sentiment d'appartenance et des rapports de solidarités nécessaires à la poursuite de l'action collective.

La troisième étape du processus fait référence à la transformation du sentiment d'appartenance en conscience commune. Le sentiment d'appartenance des acteurs créé ou renforcé amène les acteurs à miser davantage sur les intérêts collectifs et à établir des consensus. Ils doivent, pour obtenir le pouvoir nécessaire à la réussite de leur projet, agir ensemble, se concerter et développer leur capacité d'innovation. Nous verrons que c'est à travers ces étapes, comme résultat de l'action collective menée par l'Asmare, que se met en place l'interaction productive des *catadores*, le secteur publique municipal et l'entreprise privée dans un processus qui formalise l'activité des recycleurs et qui favorise leur reconnaissance en tant que travailleurs et en tant qu'organisation.

Figure 2.1

Schéma d'analyse des initiatives locales



Source : Klein (2011a).

### 2.2.2 La démarche méthodologique

C'est donc à partir du modèle d'analyse de l'initiative locale que nous avons choisi d'étudier le phénomène de l'exclusion des *catadores* de Belo Horizonte au Brésil. Dans cette perspective, nous orienterons plus précisément notre recherche sur un cas particulier, l'Asmare, la première et la plus importante association de cette ville visant l'insertion des *catadores*.



### 2.2.2.1 Le cadre spatio-temporel

Notre recherche s'intéresse à l'ensemble des avancements et des échecs, en terme de lutte contre l'exclusion, qu'a connu l'Asmare au cours de son histoire. Notre analyse s'étend donc de la formation de l'association, le 1<sup>er</sup> mai 1991, jusqu'à nos jours, retraçant ainsi près de 22 ans de mobilisation pour la lutte pour la reconnaissance et contre l'exclusion. Les membres de l'Asmare ont établi, au cours des années, de nombreuses relations avec d'autres organisations de l'État du Minas Gerais, avec d'autres villes brésiliennes, avec des mouvements nationaux et internationaux. Ces liens tangibles à diverses échelles sont certes importants quant à la compréhension générale de l'association, mais nous concentrerons davantage notre recherche sur la ville de Belo Horizonte et plus particulièrement sur les quartiers les plus touchés par le phénomène, soit le Barro Preto et les quartiers limitrophes.

**Figure 2.2** Belo Horizonte, Brésil



Source : GraphicMaps.com



#### 2.2.2.2 La cueillette d'information

Au cours de notre recherche nous avons utilisé quatre sources de données : des statistiques, des documents, des entretiens avec les acteurs directs et indirects de l'Asmare et des notes obtenues grâce à l'observation directe. Deux séjours sur le terrain ont été nécessaires afin de réaliser une analyse complète sur notre étude de cas, un premier à l'automne 2009 et un deuxième à l'automne 2011. Le premier nous a permis de recueillir des documents, tels que livres, mémoires et thèses de doctorat indisponibles au Québec relatifs au travail des *catadores* et à la situation de l'exclusion et du travail informel au Brésil. Il nous a également été possible, par observation et avec des rencontres avec des *catadores* et des chercheurs universitaires, de mieux comprendre le métier de ceux-ci et d'en apprendre beaucoup sur leurs conditions socioéconomiques et politiques en plus d'établir un réseau de contacts permettant la réalisation de plusieurs entrevues. C'est au cours de cette première étude sur le terrain que nous avons appris l'existence de l'Asmare. Cette découverte a permis de préciser l'angle de la recherche car Asmare est devenue le point central du mémoire ainsi que l'objectif du deuxième séjour sur le terrain.

Les données statistiques utilisées proviennent de plusieurs sources. La plus importante est l'IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatísticas) qui fournit des données recensées par le gouvernement brésilien relatives à la démographie, l'économie, le travail, l'industrie, l'agriculture, les indicateurs sociaux, etc., en plus de fournir de nombreuses cartes officielles. Nous avons également consulté des statistiques provenant d'organismes internationaux tels que le FMI, la Banque Mondiale, l'UNESCO, l'ONU et le PNUD. Nous avons de plus obtenu des documents juridiques, des articles de journaux et des études sur la situation des *catadores*. Nous avons également pu obtenir des documents produits par l'Asmare portant sur son histoire, ses objectifs actuels et ses actions.

Les entrevues, de type semi-dirigées, ont permis d'approfondir toutes ses informations aussi bien en ce qui concerne l'association étudiée que la perception des *catadores* concernant leur situation. Le choix des interviewés s'est fait en fonction de leur contribution à l'Asmare. Dans le but de dresser un portrait le plus large et le plus objectif possible, nous avons essayé d'obtenir la plus grande diversité de points de vue possible. Nous avons également réalisé des entrevues avec des acteurs concernés par le développement de l'Asmare sans être membres de l'association, c'est-à-dire des personnes membres d'organisations externes qui travaillent en lien avec les associations de *catadores* (Voir Tableau 2.1).

**Tableau 2.1**

Liste des entrevues formelles réalisées à Belo Horizonte

Numéro	Surnom du répondant	Poste du répondant	Date de l'entrevue
1	Cido	CMRR et ex-coordonnateur de l'Asmare de 1991 à 2011	20/10/2011
2	Marislene	INSEA	28/10/2011
3	Dona Geralda	Présidente et membre fondateur de l'Asmare	03/11/2011
4	Glaston	Pastoral de Rua	07/11/2011
5	Vavá	<i>Catador</i> et vendeur ambulant	08/11/2011
6	Flavia	Coordonnatrice de l'Asmare	10/11/2011
7	Antonieta	Responsable de la crèche de l'Asmare	10/11/2011
8	Silvia	<i>Catadora</i> membre de l'Asmare depuis la fondation	10/11/2011
9	Jonatas	Coordonnateur du Galpão Itaiutaba	11/11/2011
10	Silvia	<i>Catadora</i> membre de l'Asmare depuis la fondation	11/11/2011
11	João	Administrateur de l'Asmare	11/11/2011

Nous avons également participé à des groupes de discussion. L'un d'eux était organisé par des chercheurs universitaires du département d'ingénierie de la production de l'*Universidade Federal de Minas Gerais* (UFMG) qui travaillent

depuis quelques années à rendre plus productives les associations de *catadores* dans l'État du Minas Gerais. Il y eu également des rencontres regroupant de nombreux acteurs impliqués dans le développement et l'émancipation des *catadores*. Des employés du Banco do Brasil, qui offre un soutien financier; des employés d'organismes aidant à l'organisation des associations de *catadores* ainsi que de *catadores* provenant de l'Asmare comme telle et d'autres associations.

Nous avons finalement eu recours à l'observation directe, qui s'est par moment transformée en observation participative. Nous avons établi des liens avec des universitaires dont leurs recherches portent sur l'Asmare. Ces personnes nous ont fourni un appui institutionnel important qui nous a permis d'entrer en contact avec l'association de *catadores*. Cependant, bien que nous ayons eu des références afin de rencontrer les personnes dont nous avons besoin pour répondre à nos questions, il ne fût pas facile d'établir un lien de confiance avec les *catadores*. Ceux-ci sont, pour la plupart, réticents aux enquêtes et aux enquêteurs. Nous avons eu besoin de passer beaucoup de temps sur les lieux de travail et, surtout, de collaborer avec eux à leur travail. La participation aux tâches de triage, ce qui implique de travailler dans un environnement insalubre et répugnant, nous a permis de forger des liens avec quelques *catadores* membres, en plus de constater par nous-mêmes les conditions dans lesquelles se réalise leur travail.

**Figure 2.3**

Implication aux tâches de triage dans le cadre d'une observation participative



Source : Banque personnelle de Nicholas Chatelain Lussier, 2011

Avec la réputation acquise par l'Asmare, autant localement qu'internationalement, ses dirigeants sont nettement plus habitués et disponibles pour des entrevues que les travailleurs comme tels. Il a tout de même été nécessaire de démontrer notre crédibilité en tant que chercheur, ce qui fut possible par notre préparation préalable sur les différents sujets et enjeux qui concernent les *catadores*. Une fois les liens de confiance créés, il nous a été possible de participer à une multitude d'évènements et d'activités où nous avons recueilli une multitude d'informations pertinentes concernant la structure de l'organisation, les processus de production, l'ambiance générale au sein de l'association, les avancements obtenus en termes économique, social et politique ainsi que sur les défis auxquels l'Asmare et ses membres sont confrontés. Toutes ces informations ont été enregistrées dans un carnet de bord, ce qui a permis leur analyse.



### 2.2.2.3 Traitement de l'information recueillie

Tel que mentionné plus haut, nous avons opté pour une analyse qualitative de nos informations. Qu'elles aient été le résultat de la consultation de documents, des entrevues individuelles ou collectives, ou de l'observation directe, elles ont été classées sous différents thèmes établis en fonction de nos objectifs de départ. Ces thèmes ont été établis à partir du modèle d'analyse de l'initiative locale présenté plus haut (Tableau 2.2).

Pour la retranscription des entrevues, nous avons choisis de reprendre les citations tel quel. Malgré le fait, que plusieurs erreurs de syntaxe ou de conjugaison de verbe ont pu se glisser au cours des discussions, ceci nous permet de garder l'esprit du langage et la spontanéité de l'entrevue.

**Tableau 2.2**

Thèmes d'analyse

- |  |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Exclusion - Élément déclencheur</li> <li>2. Mise en place en place d'un projet - Formation de l'association</li> <li>3. Action collective - Mobilisation d'acteurs endogènes</li> <li>4. Mobilisation des ressources : humaines, organisationnelles, financières</li> <li>5. Solidarité locale – Sentiment d'appartenance</li> <li>6. Conscience territoriale</li> <li>7. <i>Empowerment</i> – Capital social</li> </ol> |
|--|



#### 2.2.2.4 Éthique et confidentialité des résultats

Pour la plupart des entrevues que nous avons effectuées sur le terrain, les répondants ont consenti à ce que nous enregistrons leurs informations à l'aide d'une enregistreuse et que nous utilisions leurs propos pour nos résultats. Certains ont cependant refusé l'enregistrement ; nous avons alors pris note des éléments importants. Un interviewé nous a demandé de ne pas utiliser certains de ses commentaires et nous avons respecté cet engagement. Concernant les photos, nous avons obtenu l'approbation de diffuser toutes les photos qui ont été prises. À chaque photo que nous prenions, nous demandions l'approbation des personnes concernées. Certains *catadores* ont refusé d'apparaître sur les photos et nous avons respecté ce choix.

## CHAPITRE III

### LES RACINES HISTORIQUES DE L'EXCLUSION AU BRÉSIL ET SUR LE TERRITOIRE ÉTUDIÉ

L'exclusion sociale au Brésil est, comme nous avons pu le voir au auparavant, grandement liée à la conjoncture économique actuelle. Cependant, un autre élément est à prendre en considération afin d'expliquer le phénomène de l'exclusion, le contexte historique. Ainsi, pour bien comprendre la réalité socio-économique du Brésil d'aujourd'hui il est nécessaire de présenter rapidement certains événements politiques qui ont marqué son histoire.

#### 3.1 L'évolution de l'exclusion au Brésil

Nous verrons sommairement comment le Brésil s'est développé au cours des cinq derniers siècles autant à l'échelle nationale qu'à l'échelle mondiale. Sachant que le Brésil fût, tout au long de son histoire, relayé à un pays de la périphérie, exploité et dominé plus d'une fois, son positionnement sur la scène mondiale sera également abordé. De plus, nous présenterons quelques éléments importants qui en sont venus à perpétuer les inégalités socio-économiques dans ce pays.

##### 3.1.1 Colonisation et dualité « esclaves/grands propriétaires terriens »

La naissance « officielle » du Brésil fait référence à l'arrivée sur la terre de Verra Cruz du navigateur portugais Pedro Álvares Cabral en 1500. Le Portugal connaissait déjà l'existence de ce nouveau territoire avant même l'arrivée du premier bateau de la

Couronne portugaise puisqu'en 1494, le Traité de Tordesillas, ratifié par le Portugal et l'Espagne, identifiait un méridien situé à 370 lieux des îles du Cap-Vert comme ligne Nord-Sud de partage du nouveau monde accordant au Portugal tout territoire se trouvant à l'est dudit méridien (Claval, 2004 ; Rouquié, 2006 ; Meade, 2010). Lorsque Cabral débarqua sur ces côtes, le Portugal pris ainsi possession de la petite parcelle de terres américaines qui lui revenait.

Les motivations premières à envoyer un navigateur portugais sur ce territoire se limitaient à découvrir les ressources qu'il pouvait fournir au Portugal. C'est ainsi qu'on le baptisa *Brasil*, tiré de « *Pau Brasil* » signifiant bois de braise, qui fût la première richesse commerciale de celui-ci (Claval, 2004, p.18 ; Meade, 2010, p.16).

Bien que la « découverte » du Brésil remonte à 1500, la colonisation n'a commencé qu'après 1530. Le pays a alors été divisé en quinze capitaineries où chacune était sous le contrôle d'un propriétaire venant d'une famille riche du Portugal (Meade, 2010, p.19 ; Claval, 2004, p.20). À partir de ce moment, le nouveau territoire de la Couronne portugaise commence à jouer son rôle sur le commerce récemment devenu international. Le Brésil s'avère, pour la puissance coloniale, une source très intéressante de matières premières, obtenues par la traite avec les Autochtones se trouvant sur son territoire. Cependant, certaines tribus indigènes étaient très hostiles et ont offert une forte résistance face aux nouveaux arrivants. Ainsi, plusieurs Amérindiens se sont battus féroceement ou se sont alors enfuit à l'intérieur des terres brésiliennes. Avec trop peu d'Autochtones pour exploiter les ressources du Brésil, le Portugal commença alors à exporter de nombreux esclaves d'Afrique vers sa colonie sud-américaine (Rouquié, 2006, p.50). Selon l'une des estimations les plus basses, il y aurait eu entre 3,6 et 4 millions d'Africains déplacés sur le territoire brésilien entre le début de la colonisation et 1850. Parmi tous les pays américains, le Brésil aura été celui qui importa le plus d'esclave venus d'Afrique (Rouquié, 2006, p.51). Il est important de mentionner qu'en 1888, sous de fortes pressions internationales, « la loi

d'or » abolissant l'esclavage est promulguée, faisant ainsi du Brésil le dernier pays indépendant à le faire.

Cette époque coloniale esclavagiste a sans contredit laissé des stigmates profonds sur les peuples noirs et autochtones du Brésil. Nous verrons qu'encore aujourd'hui, les Noirs et les Autochtones se situent majoritairement au bas de la hiérarchie brésilienne des classes sociales. Quant aux quelques grands propriétaires terriens de descendance européenne qui ont reçu le contrôle des capitaineries au début de la colonisation, ils ont conservé énormément de pouvoir tout au long de l'histoire du Brésil. Plusieurs d'entre eux possèdent, encore aujourd'hui, une très grande influence en termes économiques et politiques.

### 3.1.2 Le cycle de la *mineração* dans le Minas Gerais

Le Brésil a été, dès sa colonisation, totalement intégré au commerce international par l'exploitation de ses matières premières exportées vers l'Europe. Loin de négliger les produits tels que le cacao, la canne à sucre, le café et autres, il est important de porter une attention particulière sur ce qui fût appelé le cycle de la *mineração* dans l'État du Minas Gerais (en français : Mines Générales), l'État où se trouve la ville de Belo Horizonte, le territoire à l'étude dans ce mémoire. La *mineração* consistait à l'exploitation de minéraux précieux très présents au Minas Gerais et qui étaient directement exportés vers l'Europe, principalement en Angleterre et au Portugal (Bastide, 1957/1999, p. 144). Les mines de l'État du Minas Gerais contenaient et contiennent encore des ressources minérales de très grande valeur tels que l'or et les diamants. Celles-ci ont permis à l'État du Minas Gerais, mais davantage à l'Angleterre et au Portugal, de s'enrichir de façon extraordinaire durant le XVIII<sup>e</sup> siècle.

### 3.1.3 Indépendance et Empire brésilien

Alors que l'Empire de Napoléon avance sur le territoire Européen se rapprochant du Portugal, la Couronne Portugaise décide, en 1808, de s'enfuir et de s'installer à Rio de Janeiro. En 1821, lorsque la menace napoléonienne commence à s'essouffler, la famille royale décide de retourner en Europe. Le roi du Portugal João VI laisse son fils Dom Pedro au Brésil afin qu'il gouverne la colonie (Meade, 2010, p.69). Un an plus tard, soit au début de l'année 1822, le roi lui demande de revenir, mais ce dernier refuse et lui répond « *Eu fico* »<sup>24</sup>. Le 7 septembre 1822, il déclare, à son père, l'indépendance du Brésil. Le Portugal la reconnaîtra officiellement en 1825 et Dom Pedro s'autoproclamera Empereur. En 1831, suite à des révoltes populaires, il abdique, retourne au Portugal et laisse le pouvoir au conseil. Son fils, âgé de seulement six ans lors du départ de son père, prend le trône lors de son quatorzième anniversaire. Il devient ainsi empereur du Brésil sous le nom de Dom Pedro II (Meade, 2010, p. 71).

Sous fortes tensions populaires liées à la question de l'esclavage et aux soulèvements séparatistes, c'est sous une gouverne très centralisatrice que l'Empire brésilien reste en place jusqu'en 1889. C'est grandement grâce à ce centralisme et au fait que l'État central accordait tout de même une bonne part d'autonomie aux régions que le Brésil demeure, encore aujourd'hui, un pays uni (Meade, 2010, p. 72). Contrairement au reste du continent sud-américain, où l'Empire espagnol a été divisé en plusieurs États distincts, l'Empire brésilien a su éviter l'éclatement.

---

<sup>24</sup> « Dites au peuple que je reste » (cité dans Claval, 2004, p.79)



### 3.1.4 République *Café com Leite* : modernité, régionalisme et fin de l'esclavage

En 1889, l'empereur Dom Pedro II est renversé par l'armée. Celle-ci prend le contrôle du pays et proclame la République ; une oligarchie de grands propriétaires terriens régionaux est alors à la tête du Brésil. Outre la décentralisation des pouvoirs, la Première République, se définit par la fin de l'esclavagisme ainsi que par la modernisation et l'industrialisation du pays.

À cette époque, le pays s'inspire grandement de l'Europe, particulièrement de la France, et prend les grands moyens pour tenter d'y parvenir. Le Brésil délaisse son passé basé sur l'agriculture et mise plutôt sur la ville afin de manifester sa vision modernisatrice. Depuis les années 1870, l'urbanisation s'accélère et l'immigration massive venue d'Europe influence considérablement la culture urbaine du Brésil, notamment à Rio de Janeiro et à São Paulo (Claval, 2004 ; Meade, 2010, p.113). Nous assistons alors à la première révolution industrielle ainsi qu'à la mise en place de réformes urbaines. La plus importante est la réforme de Pereira Passos à Rio de Janeiro. Celle-ci visait, par le biais d'un Plan d'embellissement et d'assainissement, à « *faire de la capitale un symbole de la modernité* » (Claval, 2004, p.128). La réforme entraîne, de façon volontaire, une forte gentrification des villes brésiliennes qui se fait de façon brutale, notamment par l'éviction des pauvres des centres urbains afin de pouvoir construire des installations modernes (Meade, 2010, p. 122). La grande vague de modernisation de la Première République du Brésil s'est faite à grands coûts entraînant, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, une dette externe importante.

Le développement ne s'est pas fait sous un fort nationalisme brésilien comme se fût le cas sous l'Empire. Il a plutôt été le cas d'un contrôle par les grandes oligarchies régionales. Comme le mentionne Rouquié (2006, p. 22), « la république fondée en 1889, au lendemain de l'abolition de l'esclavage, instaure la très fédéraliste « politique des gouverneurs » : les présidents exécutifs provinciaux ont tous les pouvoirs ». La Première République, également appelée République *Café com leite*

(Meade, 2010, p. 123), est fortement marquée par un régionalisme où les oligarchies des États puissants s'échangent le pouvoir. L'État de São Paulo, « *la locomotive de l'économie brésilienne* », s'est enrichie par sa production de café et l'État du Minas Gerais, par son exploitation minière. Ces deux États se partageant le pouvoir économique, laissent ainsi Rio de Janeiro dans le rôle de capitale du pays (Rouquié, 2006, p.37).

La Première République du Brésil a donc été déclarée en 1889, soit un an après la promulgation de « la loi d'or » qui abolissait l'esclavagisme, soulevant de fortes tensions entre les abolitionnistes et les autres. Les esclaves ont certes retrouvé leur liberté, mais à quel prix ? Comme Rouquié le mentionne (2006, p.57), ils ont été totalement laissés à leur sort d'autant plus qu'aucune mesure d'insertion n'a été proposée pour eux. Les esclaves ont pu quitter les *fazendas* qui les exploitaient, mais une fois libres, ils ne bénéficiaient plus de nourriture et n'avaient pas accès à des terres. N'ayant jamais eu d'éducation formelle, ils s'avéraient inaptes aux circuits de productions, contrairement aux nouveaux immigrants européens qui arrivaient sur le territoire brésilien.

Pour une grande partie des esclaves qui furent libérés, ils n'ont eu nul autre choix que de s'installer dans des *cortiços*<sup>25</sup> en ville ou de retourner travailler pour les patrons qui les avaient auparavant exploités. Selon Rouquié (2006, page, p.57) « *L'abolition tant attendue enracina l'inégalité. Pour certains anciens esclaves, encore au début du XXe siècle, 1888 restait l'année de la « grande catastrophe* » ». C'est dans ce contexte de non-insertion que les Afro-brésiliens eurent accès à la liberté. Cette abolition « maladroite » de l'esclavage a eut comme effet de bloquer l'ascension sociale des Noirs et de leurs descendants au sein de la société brésilienne. Cet

---

<sup>25</sup> *Cortiços* : Les *cortiços* sont des aires urbaines insalubres et très pauvres, très présentes au Brésil. Contrairement aux *favelas*, qui sont des petites maisons individuelles et familiales construites de façon précaire, les *cortiços* sont des grandes maisons avec de nombreuses chambres, où les gens démunis cohabitent.

évènement de l'histoire a grandement servi à enraciner les inégalités socio-économiques basées sur la race.

### 3.1.5 *Estado Novo*

En 1930, soit au moment de la Grande Dépression aux États-Unis, une révolution se met en branle au Brésil. Menée par les États périphériques dont le Rio Grande do Sul qui en est à la tête, elle revendique la fin de l'hégémonie *paulista* qui s'est mise en place au cours de la première République (Rouquié, 2006, p. 90). En novembre 1937, *l'Estado Novo* est instauré et l'ex-gouverneur du Rio Grande do Sul, Getúlio Vargas, prend alors les commandes du Brésil en implantant une dictature populiste (Meade, 2010, p. 135).

Au niveau politique, *l'Estado Novo* se veut très centralisateur et de nombreuses réformes allant dans ce sens sont appliquées afin de tenter de rompre avec l'élitisme régional de la première République (Rouquié, 2006, pp. 90-92). Getúlio Vargas impose alors quelques limitations aux pouvoirs des États fédérés. C'est dorénavant lui qui peut désigner les gouverneurs et ces derniers ne peuvent plus effectuer d'emprunts sans obtenir l'accord du gouvernement central. On peut ajouter à cela, la santé publique et l'éducation qui deviennent d'ordre national. *L'Estado Novo* s'est basé sur le principe du besoin d'avoir un Brésil uni afin d'aspirer à la modernité tant désirée et ainsi s'élever comme un pays fort. « Nous avons vu comment le pouvoir central a assuré l'unité de l'Amérique portugaise, puis du Brésil indépendant, en neutralisant les forces centrifuges. Seul un État robuste et actif pouvait empêcher l'éclatement d'un pays-continent territorialement et ethniquement hétérogène » (Rouquié, 2006, p. 113).

Dans cet élan politiquement centralisateur du Brésil, l'*Estado Novo* se donne également une mission économique et désire donner à l'État central un véritable rôle d'entrepreneur afin de mettre en place une économie forte et nationaliste (Claval, 2004). Outre les problèmes internes liés à la gouvernance du pays, la Grande Dépression a grandement affecté les échanges internationaux en termes d'exportation des matières premières. Les effets ont été considérables sur le Brésil puisque pour ce pays, le café représentait près de 80% des exportations (Rouquié, 2006, p 113). C'est dans ce contexte que le Brésil se lance dans une forte industrialisation et applique, tout comme quelques-uns de ses voisins sud-américains, le modèle de « substitution des importations » (Rouquié, 2006, p. 114). Ce modèle de développement économique se veut un modèle protectionniste qui favorise la production nationale pour subvenir aux besoins de consommations de sa population et la protège de la concurrence étrangère par des barrières tarifaires. Comme le mentionne Rouquié (2006, p.116), « l'État, devenu entrepreneur, a placé l'industrie au premier rang de ses priorités ». Afin de parvenir à empêcher la concurrence extérieure, le Brésil doit se doter d'un État fort pour pouvoir soutenir son industrialisation qui se base, à cette époque, essentiellement sur l'industrie lourde. L'État doit également être fort afin d'assurer un marché intérieur dynamique, ce qui nécessite plusieurs politiques sociales.

Tel que mentionné plus tôt, l'*Estado Novo* de Getúlio Vargas était une dictature populiste. Ce dernier a mis en place de nombreuses mesures, radicales certes, mais qui lui ont permis d'avoir un appui populaire (Rouquié, 2006, p. 95). Dans le contexte d'industrialisation accélérée du Brésil, ce sont les travailleurs ouvriers qui furent les plus favorisés par les mesures du régime. Avec la création d'un nouveau ministère qui regroupe les domaines du travail, du commerce et de l'industrie, le « ministère de la révolution » a renforcé considérablement les droits sociaux des travailleurs, surtout en milieu urbain. Le gouvernement instaure un salaire minimum, fixe le nombre d'heures de travail par semaine et met en place un système de congés payés. En



contre partie, les organisations syndicales doivent être reconnues officiellement par le ministère (Rouquié, 2006, p. 92). De plus, la grève est strictement interdite. Enfin, avec des droits sociaux plutôt généreux pour les travailleurs et où s'ajoute une propagande nationaliste efficace, le régime de l'*Estado Novo* a réussi, malgré l'autoritarisme, à obtenir un fort appui de la part de la population.

Le régime dictatorial de Getúlio Vargas ne reste au pouvoir que quelques années alors qu'il est renversé par les militaires en 1945 (Meade, 2010, p.151). Eux qui avaient pourtant soutenu Vargas durant la mise en place de l'*Estado Novo* promulguent alors la nouvelle Constitution démocratique. Le nouveau congrès choisit de nommer comme président le général conservateur Eurico Gaspar Dutra. Celui-ci partage certes la vision modernisatrice de son prédécesseur, mais pas les manières d'y parvenir, notamment concernant l'investissement venant de l'étranger dont il veut augmenter la participation.

En 1951, Getúlio Vargas revient à la présidence du pays, mais cette fois élu démocratiquement avec une forte majorité (Meade, 2010, p. 151). Les grands points de sa campagne électorale portaient principalement sur le nationalisme de l'industrie brésilienne. Il refusait « *l'exploitation du Brésil par des forces étrangères* » (Rouquié, 2006, p. 116). Dans cette vague de modernisation nationaliste, toujours au centre des intentions du Brésil, le développement s'est opéré sous la forme d'un gouvernement entrepreneur et dirigiste. L'État se donne comme mission de soutenir le développement à l'échelle nationale. Voulant s'assurer de faire participer toutes les régions au développement du pays, il tente de contrôler la concurrence extérieure en conservant des tarifs douaniers élevés. C'est ainsi que le gouvernement central inaugure en 1953 la *Petrobras*, entreprise publique et monopole du pétrole brésilien. Celle-ci apporte à cette époque une véritable fierté nationale, symbolisant l'émancipation du Brésil (Rouquié, 2006, p. 118).



### 3.1.6 Kubitschek ... un bond de 50 ans en 5 ans.

Après la mort de Vargas en 1953, le Brésil poursuit, sous les présidences subséquentes, son obsession pour la modernité basée sur le développement nationaliste et son désir d'un pays uni et centralisé. Parmi les présidents brésiliens qui ont été aux commandes du pays, celui qui travaille le plus dans ce sens est Juscelino Kubitschek. Originaire du Minas Gerais, cet ancien maire de Belo Horizonte s'est donné comme mission de faire avancer le Brésil de 50 ans en 5 ans (Rouquié, 2006, p. 121). Le plan de Kubitschek était principalement axé sur la production industrielle, notamment en transport, qui connaît d'ailleurs une forte croissance, ainsi que sur l'augmentation de l'exploitation des ressources énergétiques du pays. Dans la deuxième moitié des années 1950, le Brésil se lance dans la production de biens de consommation plus complexes, qui l'oblige à ouvrir les portes aux investissements étrangers. En fait, afin de produire des automobiles et d'autres véhicules de transports routiers, le pays délaisse, dans ce domaine du moins, ses politiques protectionnistes (Rouquié, 2006, p. 122).

Le plan de Kubitschek, le président *mineiro*, comprenait également une vision territoriale d'intégration nationale. C'est justement à lui que l'on doit la création de Brasilia. Cette nouvelle capitale du Brésil, créée de toutes pièces à partir de 1956 et inaugurée en 1960, symbolise la volonté centralisatrice du gouvernement de l'époque. Au terme de son mandat, Juscelino Kubitschek avait pleinement réussi l'objectif gigantesque qu'il s'était donné. Au plan économique, le Brésil avait fait un bond énorme en l'espace de cinq ans, si bien que la production industrielle a augmenté de 80% entre 1955 et 1961 (Meade, 2010, p.153 ; Rouquié, 2006, p.121-122). Cependant, ce rêve de grandeur s'est traduit par une augmentation très élevée de sa dette externe. De plus, le modèle de substitution des importations nécessite beaucoup d'investissements de la part du gouvernement, commençant à devenir quelque peu ingérable. En 1959, le FMI demande à Kubitschek d'ouvrir son économie au marché

mondial sous peine de perdre l'appui financier accordé au pays, mais le président refuse la demande et préfère rompre avec l'institution afin de continuer la croissance accélérée (Rouquié, 2006, p. 124). Cela rend la situation très difficile pour son successeur João Goulart, lequel a voulu réaliser des réformes sociales importantes de façon à réduire les inégalités.

### 3.1.7 Dictature Militaire

En 1964, les réformes amorcées par Goulart avec l'appui des forces politiques de gauche ont provoqué la réaction des militaires. Un nouveau coup d'État est venu frapper le Brésil alors que l'armée a pris de force le contrôle du gouvernement, destituant ainsi le président João Goulart. Une dictature militaire de droite s'est installée au pouvoir, avec l'appui des États-Unis (Meade, 2010, p.164). En prenant le pouvoir, les militaires ont dépouillé les Brésiliens de leurs droits politiques, mais afin d'avoir un certain appui populaire, leur ont accordé de nombreux droits sociaux. Cependant, ces droits sociaux s'avèrent extrêmement sélectifs puisque comme le mentionne Rouquié (2006, p. 96), plusieurs Brésiliens sont classés dans la catégorie des « sans-droits » : les travailleurs informels, ceux qui n'étaient pas munis d'une *carteira profissional*, ceux qui étaient sans emploi, les sans-abris, les sans-terres. Ne possédant pas de sécurité sociale assurée par l'État, ils étaient marginalisés, voire exclus de la société.

Dans les années 1960, le degré d'inégalité entre les classes était déjà bien élevé et les tensions sociales s'accroissaient gravement (Meade, 2010, p. 168). La violence était fortement liée à la pauvreté et au manque d'opportunités quant à la mobilité sociale. Pour les jeunes au Brésil, cela se traduit par l'adhésion à des gangs se livrant à des confrontations féroces pour le contrôle du trafic de drogue. La répression brutale de la

part de la police et de l'armée contre ceux appelés *os marginais* (les marginaux), était monnaie courante et même socialement acceptée (Rouquié, 2006, p. 97).

Le premier choc pétrolier qui frappe l'économie mondiale au début des années 1970 a laissé croire que le Brésil avait été épargné, tant les taux de croissance restaient élevés au cours de la décennie. En fait, malgré une situation mondiale difficile, le pays arrive à soutenir un taux de croissance de près de 10% par an (Rouquié, 2006, p. 128). Ce miracle économique attribué à la dictature militaire est communément appelé le *milagre brasileiro*. Mais il y a eu un côté pervers à ce miracle brésilien puisque le Brésil assiste à cette époque à une forte concentration des revenus. En effet, suite à la dictature militaire, les inégalités ont considérablement augmentées et Meade le démontre en soulignant que « *By the mid-1980s, the richest 1% had increased its share of the national income from 13% to 17.3%, while the share of poorest 50 % had declined from 13.4% to 10.4 %* » (2010, p. 171-172).

Les militaires au pouvoir durant la dictature se permettent de grandes dépenses pour financer de nombreux projets et ainsi soutenir la croissance et le PIB à un niveau très élevé. Cependant, la balance commerciale est déficitaire, les projets sont très mal gérés, au détriment de la dette externe qui, à chaque plan de développement, s'accroît, passant de 9 milliards de dollars en 1970 à près de 90 milliards au début des années 1980, faisant du Brésil le « *pays le plus endetté du monde* » (Le Monde in. Rouquié, 2006, p. 130).

Les institutions financières internationales, telles le FMI, commencent à augmenter la pression sur le gouvernement cherchant à imposer des mesures d'austérité et de compressions budgétaires, soit des politiques d'ajustement structurel. Malgré la peur d'une réduction de la croissance et d'une aggravation des tensions sociales, le Brésil reconnaît finalement ses excès étatiques et accepte de négocier avec le FMI (Rouquié, 2006, p. 137). Voyant qu'ils ne peuvent plus faire face à la crise, les militaires

amorcent tranquillement une transition vers la démocratie. Celle-ci ne se concrétise que quelques années plus tard.

### 3.1.8 Retour de la Démocratie et ouverture économique du Brésil

C'est en 1985 que la dictature militaire tombe alors qu'un groupe restreint du collège électoral du régime militaire accorde le pouvoir à un président civil, Tancredo Neves. Ce dernier tombe gravement malade en prenant le pouvoir et décède d'une tumeur quelques temps après son assermentation (Meade, 2010, p. 177). C'est à José Sarney, qui avait été choisi à titre de vice-président par les militaires, que revient le mandat de gouverner le Brésil. Le pays est fortement endetté, économiquement très fragile et aux prises avec une inflation avoisinant un taux de 1 000% annuellement (Rouquié, 2006, p. 140). Les ministres des finances se succèdent les uns après les autres et leurs nombreux plans de relance n'arrivent pas à contrôler l'inflation et à redresser l'économie du pays. En 1988, à la veille des premières élections par suffrage universel direct, le Brésil semble complètement ingouvernable.

C'est dans ce contexte extrêmement difficile que Fernando Collor de Mello devient, avec un plan plutôt radical pour contrer l'inflation, le premier président démocratiquement élu en quarante ans. En prenant le pouvoir, il s'attaque rapidement au secteur public jugé trop présent. Il commence par privatiser plusieurs entreprises, libéraliser l'économie brésilienne et l'ouvrir au marché mondial. Cependant, les résultats immédiats de son plan économique s'avèrent totalement désastreux (Rouquié, 2006, p. 142 ; Meade, 2010, p. 179). En plus d'avoir complètement échoué avec son plan contre l'inflation, Collor de Mello est lié à une histoire de corruption, le forçant ainsi à démissionner avant la fin de son mandat (Meade, 2010, p. 180).

L'ancien vice-président, Itamar Franco, accède à la présidence. Pendant son mandat, plusieurs personnes passent aux commandes du ministère des Finances, mais sans résultat concluant, du moins jusqu'à l'arrivée de Fernando Henrique Cardoso. Ce dernier, diplômé en sociologie et ancien ministre des Affaires Étrangères, met en place le fameux Plan Réal dont les grandes lignes visent à: 1) réduire les dépenses de l'État, 2) introduire le Réal, une nouvelle monnaie arrimée au dollar américain 3) libéraliser l'économie (Rouquié, 2006, p. 143-144)<sup>26</sup>. Ce plan économique a réussi à réduire l'inflation, à stabiliser l'économie et à augmenter la consommation. Bien que dans un contexte de fragilité, le Plan Réal fonctionne et permet à Cardoso de remporter les élections présidentielles de 1994 (Meade, 2010, p. 181).

Au cours des deux mandats de Cardoso, soit de 1995 à 2003, le Brésil s'est grandement transformé en s'ouvrant vers l'économie de marché globalisée et en réalisant plusieurs réformes inspirées du néo-libéralisme (Meade, 2010, p. 181). Le gouvernement du pays a lancé une grande vague de privatisation dans de nombreux domaines, a réduit les dépenses de l'État, a attiré les entreprises extérieures en abaissant ses barrières tarifaires et en facilitant la circulation de capitaux étrangers (Rouquié, 2006, p. 145-149). Au niveau macro-économique, les résultats ont été remarquables. Les privatisations ont permis de renflouer considérablement les coffres de l'État et l'ouverture économique d'un pays de 160 millions de consommateurs potentiels a attiré les investissements venant de l'étranger.

Le FMI impose aux pays sud-américains, par ses politiques d'ajustement structurel, de privatiser les nombreuses entreprises publiques et le Brésil de Cardoso a entamé ce processus (Meade, 2010, p. 184-185). La volonté du gouvernement, poussée par le

---

<sup>26</sup> Il faut souligner que Cardoso avait été antérieurement un important sociologue d'orientation marxiste. Il avait œuvré en tant que professeur et chercheur à la Faculdade Latino-Americana de Ciências Sociais, où il avait renouvelé, avec d'autres sociologues et des économistes, la théorie du développement en introduisant l'approche de la dépendance. Sa gestion de l'économie brésilienne est pourtant allée à l'encontre de toutes ses analyses précédentes, ce qui l'a amené à renier ses écrits et enseignements.



FMI, était de privatiser les entreprises d'État. Comme le mentionne Rouquié (2006, p. 147), « Le gouvernement de Cardoso considérait, comme une bonne partie des élites brésiliennes, que l'État – qui avait tant contribué au développement – était désormais un frein pour la croissance ». Ainsi, la plupart des entreprises publiques ont été vendues au secteur privé pour favoriser la concurrence, permettant du coup d'abaisser les tarifs pour les consommateurs. Cependant, le gouvernement de Cardoso n'a pas vendu à l'aveuglette et à rabais toutes les entreprises publiques (Rouquié, 2006, p. 148-149). Le Brésil s'est assuré de conserver les quelques entreprises d'État qui restaient concurrentielles et profitables au pays, telles que Petrobras, entreprise publique possédant un monopole sur le pétrole brésilien, qui génère encore de grands profits et est un moteur économique du pays. Comme nous le verrons plus loin, munie d'un Fonds de développement, elle peut même se permettre d'offrir du financement à de nombreuses entreprises d'économie solidaire.

Même si elles ont été positives sur le plan macroéconomique, les politiques néolibérales de Cardoso ont eu, pour une grande partie de Brésiliens, des résultats complètement dévastateurs. Pour la société brésilienne en général, le pouvoir d'achat a augmenté et la qualité de vie s'est améliorée. Mais, nombreux sont ceux qui n'ont aucunement bénéficié de cette relance économique. Comme le mentionne Rouquié « la chute de l'inflation, l'assainissement des finances locales, les privatisations et la modernisation de l'appareil productif ont eu, en effet, des retombées négatives directes sur l'emploi » (Rouquié, 2006, p. 152). Le nombre de travailleurs informels a grandement augmenté entraînant ainsi une augmentation importante des inégalités de revenus entre les différentes classes sociales. Le taux de chômage atteint, voire dépasse 20% dans les principales villes (Rouquié, 2006, p. 152). Ainsi, une très grande proportion de la population brésilienne demeure sans emploi et de plus, plusieurs sont incapables d'intégrer le marché de l'emploi. Comme conséquence de cela, le secteur informel est passé de 20 à 33% entre l'année 1991 et 2001 (Rouquié, 2006, p. 152).

### 3.1.9 Lula et la gauche au pouvoir

Chef syndicaliste, militant de gauche et chef-fondateur du Parti des Travailleurs, Luis Inácio Lula da Silva a été très actif sur la scène politique depuis le début des années 1980. Aux élections présidentielles de 2002 il se présente pour une quatrième fois. Or, dans un contexte où l'économie est stabilisée, mais qui reste encore très fragile, où le haut taux de chômage demeure très élevé et où les tensions sociales atteignent un niveau inquiétant, Lula est perçu, par plusieurs, comme le meilleur candidat à la présidence afin de pouvoir améliorer la situation des plus démunis (Rouquié, 2006, p. 258). Par contre, pour remporter les élections, le militant syndicaliste de gauche se devait d'être rassurant pour l'élite de droite ainsi que pour les investisseurs étrangers. Il devait démontrer qu'il n'allait pas, en prenant le pouvoir, modifier radicalement les politiques mises en place par son prédécesseur. Pour calmer les investisseurs qui imaginaient le pire des scénarios si un président de gauche étatiste et antilibéral en venait à prendre le pouvoir, Lula a rédigé une lettre adressée au peuple brésilien.

Dans cette *Carta ao povo brasileiro* (Rouquié, 2006, p. 264) il assure qu'il ne démantèlerait pas les accords internationaux et qu'il n'abolirait pas les réformes macro-économiques que Cardoso avait mis en place. Par contre, il soutient que le Brésil a besoin d'un changement économique et politique et qu'il faut absolument donner une plus grande place aux questions sociales et s'intéresser aux problèmes des démunis. En combinant des promesses allant vers l'amélioration du sort des plus pauvres et des promesses protégeant la stabilité de l'économie, le chef du Parti des Travailleurs est parvenu à se faire élire et à mettre en œuvre le fameux « pacte social » qu'il avait proposé lors de sa campagne électorale (Rouquié, 2006, p. 278).

Luis Inácio Lula da Silva entre en fonction en janvier 2003 et le peuple qui l'a élu rêve de changements immédiats. Plusieurs avaient espoir que le « président du peuple » allait mettre en place de nombreuses réformes tant désirées depuis bien longtemps, notamment la réforme agraire ou des politiques destinées à l'éradication

de la pauvreté. Mais il est impossible de changer en si peu de temps les racines d'un pays si inégalitaire. Lula ne pouvait pas confronter le FMI et risquer de faire effondrer l'économie. De plus, le Parti des Travailleurs n'a pas eu le même soutien de la population que lui, il doit donc former un gouvernement basé sur la conciliation avec les autres partis politiques. Le premier mandat de Lula s'est inscrit dans cette logique de conciliation et donc aucune mesure radicale n'a été mise en place (Rouquié, 2006, p. 268 ; p. 274). Certains parlent des politiques menées par Lula comme « un social-libéralisme à la brésilienne »<sup>27</sup>.

Néanmoins, le chef du Parti des Travailleurs a tenté de mettre en place des mesures pour les pauvres. En ce sens, il lance le programme *Fome Zero*<sup>28</sup>, lancé en 2003 par le *Ministerio do Desenvolvimento Social e Combate a Fome*, qui a comme objectif d'assurer une alimentation adéquate aux Brésiliens qui éprouvent des difficultés quant à l'accès à la nourriture. Deux ans plus tard, soit en 2005, le Programme *Bolsa Familia* est mis en place pour venir appuyer l'initiative *Fome Zero*. Dans le cadre du plan *Brasil Sem Miséria*, le programme du gouvernement vise à accorder une bourse, variable selon plusieurs critères, aux familles dont le salaire mensuel est inférieur à 70 Réais<sup>29</sup> afin d'atténuer leur situation d'extrême pauvreté. Les familles bénéficiaires doivent tout de même se soumettre à quelques conditions telles la fréquentation obligatoire à l'école pour les enfants de moins de 17 ans et la vaccination contre certaines maladies<sup>30</sup>. Selon le gouvernement fédéral, 13 millions de familles brésiliennes<sup>31</sup> bénéficient de ce programme. Bien que sous la présidence de Lula, le gouvernement fédéral n'a pas appliqué les grandes réformes tant attendues

---

<sup>27</sup> « Bilan Lula : « Un social-libéralisme à la brésilienne » », Entretien avec Franck Gaudichaud, Nouveaux Regards, septembre 2010.

<sup>28</sup> <http://www.fomezero.gov.br>

<sup>29</sup> En date du 10 janvier 2005, 70 Réais équivalaient à 31,67 CAD ; ([www.banqueducanada.ca](http://www.banqueducanada.ca))

<sup>30</sup> Le tétanos, la diphtérie et la coqueluche

<sup>31</sup> <http://www.mds.gov.br/bolsafamilia>

de sa part qui auraient eu comme effet de s'attaquer à la source des inégalités du pays, il a tout de même mis en place plusieurs mesures sociales aidant de nombreux démunis à sortir de la misère et de la vulnérabilité.

### 3.2 Le Brésil aujourd'hui

En 2013, on ne parle plus du Brésil comme un pays de la périphérie, mais plutôt comme un pays émergent ou comme le dirait Claval (2004), « une grande puissance en devenir ». En effet, il tend depuis quelques années déjà à obtenir une place importante sur la scène politique internationale et à jouer un rôle central dans l'économie globalisée. Jim O'Neill (cité dans Meade, 2010, p. 219), économiste chez Goldman Sachs, prévoit que les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) seront en 2050, les grandes puissances économiques mondiales. Sur le territoire sud-américain, le Brésil, par sa population et son territoire plus important que le reste du sous-continent mis ensemble et par son poids économique, joue un rôle de premier plan. De plus, lors de l'élection de Lula en 2002, le Brésil est soudainement apparu comme une option de gouvernance intéressante, en donnant une grande importance aux questions sociales tout en maintenant une croissance économique forte. Son successeur à la présidence, Dilma Rousseff, première femme au pouvoir, n'hésite pas à se prononcer sur des questions majeures lors des rencontres entre les chefs d'États du monde notamment dans des événements d'envergure, comme le G20 et les réunions de l'ONU. Au niveau économique, le Brésil est également en constante ascension et se situe aujourd'hui au 6<sup>e</sup> rang des puissances économiques mondiales<sup>32</sup>. Il n'en demeure pas moins que le pays est aux prises avec de nombreux défis.

---

<sup>32</sup> [http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/12/26/le-bresil-devient-la-6e-puissance-economique-mondiale\\_1622921\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/12/26/le-bresil-devient-la-6e-puissance-economique-mondiale_1622921_3234.html)



On peut penser aux *favelas*, à la violence, aux *arrastão*<sup>33</sup>, au trafic de drogue, aux inégalités sociales et à la corruption. Comme le montrait si bien Roger Bastide (1957/1999), le Brésil est une « terre de contrastes ». Dans un pays aussi grand, les différences entre les régions sont frappantes. Les contrastes entre les États pauvres du Nordeste, dont la population est majoritairement noire, et les grandes métropoles modernes du Sud, où la proportion des Blancs issus de l'immigration européenne est nettement supérieure, ne laissent personne indifférent. Il en va de même pour les contrastes à l'intérieur même des villes où les *Gated communities*<sup>34</sup> côtoient régulièrement les *favelas*. La pauvreté demeure très inquiétante. Comme le mentionne Cattani (2007, p. 77) : « o Brasil não é um país pobre, mas um país com muitos pobres »<sup>35</sup>. Il n'est pas le seul à le souligner. Marió, Woolcock et Von Bulow (2008, p. 3) abondent également dans ce sens, mais tiennent à ajouter le fait que « *Brazil is a country of sharp disparities. The gap between the richest and the poorest is one of the largest in the world : the wealthiest 1% earns more than the poorest 50%* ». En effet, avec un coefficient de Gini<sup>36</sup> de 0,60, le Brésil est l'un des pays les plus inégalitaires au monde (Marió, *et al.*, 2008, p. 3). La raison principale de la pauvreté au Brésil n'est pas le manque de ressource mais plutôt la redistribution extrêmement inégale de la richesse (Marió, 2008). En effet, malgré la réussite macroéconomique et les politiques sociales des dernières années, les inégalités entre les classes et l'exclusion demeurent bien présentes.

---

<sup>33</sup> Une tactique de vol collectif sur les plages.

<sup>34</sup> Quartiers riches, fermés et sécurisés.

<sup>35</sup> Traduction de l'auteur : « le Brésil n'est pas un pays pauvre, mais un pays avec beaucoup de pauvres ».

<sup>36</sup> Le coefficient de Gini sert à évaluer, sur une échelle de 0 à 1, le degré d'inégalité des revenus. Un coefficient de Gini de 0 équivaut à l'égalité parfaite des revenus, c'est-à-dire que tous ont le même revenu. Un coefficient de Gini de 1 signifie l'inégalité totale alors qu'une seule personne possède tous les revenus.



### 3.2.1 La question raciale

Au Brésil, aborder les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sans porter une attention particulière à la question raciale serait une grande erreur et aurait comme impact de rendre notre étude incomplète. Le métissage entre colons européens, afro-brésiliens descendants d'esclaves et peuples indigènes est l'une des particularités du Brésil. Le principe de la « démocratie raciale » voulant que chaque citoyen soit reconnu comme d'égal à égal, peu importe son appartenance ethnique, a été développé par des intellectuels brésiliens au cours de années 1930 et a longtemps fait partie des discours politiques. Cependant, contrairement à ce que plusieurs ont pu croire durant de nombreuses années, « le Brésil n'a jamais été une « démocratie raciale » » (Véran, 2009). Comme le dit si bien la SEPPIR<sup>37</sup>, un organisme d'État pour la promotion de l'égalité raciale, « La pauvreté a une couleur, et cette couleur est noire » (cité dans Véran, 2009, p. 110).

Au début du siècle dernier, les relations interethniques au Brésil sont vues comme harmonieuses et non conflictuelles. Dans les années 1950, l'UNESCO qui veut réfuter les dogmes racistes développés durant le nazisme, parraina plusieurs recherches dans le but de montrer au reste du monde, la recette brésilienne des relations raciales harmonieuses. Les résultats de ces recherches s'avèrent très surprenants puisque contrairement à ce que l'on croyait, les relations raciales au Brésil n'étaient pas aussi harmonieuses qu'on l'imaginait. Comme le dit Hasenbalg (1997), « pour la première fois dans l'histoire des études sur les Noirs et les relations raciales au Brésil, la production académique démentait nettement le mythe de la démocratie raciale ». Ces recherches ont repris dans les années 1980. Les chercheurs ont alors démontré que les Noirs et les Métis cumulent des désavantages tout au cours de leur vie, que leur chances d'ascension sociale sont limitées et que « ces désavantages se transmettent d'une génération à l'autre » (Hasenbalg, 1997).

---

<sup>37</sup> Secretaria de políticas de promoção da igualdade racial ; [www.seppir.gov.br](http://www.seppir.gov.br)

Les non-blancs ont une espérance de vie à la naissance d'environ 6 ans inférieure à celle des Blancs. Le taux d'analphabétisme est de 21,6% chez les Noirs alors qu'il n'est que de 8,4% chez les Blancs. Les Blancs effectuent plus d'années d'études que les non-blancs (Tableau 3.1). Sur le marché du travail, les Noirs et Métis cumulent également des désavantages. Pour les non-blancs, « les barrières raciales existent au stade du recrutement comme à celui des promotions ». Une étude parue dans le journal *Folha de São Paulo* révélait que le salaire des Blancs était, en l'an 2000, en moyenne 50% plus élevé que celui des Noirs (cité dans Rouquié, 2006, p. 48). Somme toute, partout au Brésil de nombreuses enquêtes en viennent à démontrer qu'il y a « une forte association entre couleur ou race et statut socio-économique » (Hasenbalg, 1997).

**Tableau 3.1**

Données comparatives entre les Brésiliens blancs et non-blancs

	<b>Non blancs</b>	<b>Blancs</b>
Espérance de vie	59,4 ans	66,1 ans
Fréquentation de l'université	6 %	20,6 %
Sous le seuil de la pauvreté	33 %	14 %
Analphabétisme	21,6%	8,4%

Source : Rouquié, 2006, p. 48-49 ; Hasenbalg, 1997

Selon Véran (2009), c'est au cours des années 1990 que la question raciale s'est construite et en l'espace de vingt ans, le Brésil serait passé du déni à l'évidence. Comme le démontre une enquête de Datafolha de 2008, 91% des Brésiliens reconnaissent que des préjugés raciaux contre les Noirs existent. Cependant, « seulement 3% d'entre eux admettent personnellement de tels préjugés » (Véran, 2009, p. 112). Enfin, comme l'explique Sheriff (cité dans Hasenbalg, 1997, p.39),

« la démocratie raciale est certainement un mythe, mais elle est aussi un rêve auquel la plupart des Brésiliens de toutes couleurs et classes sociales souhaitent encore croire avec passion ».

### 3.2.2 Migration urbaine

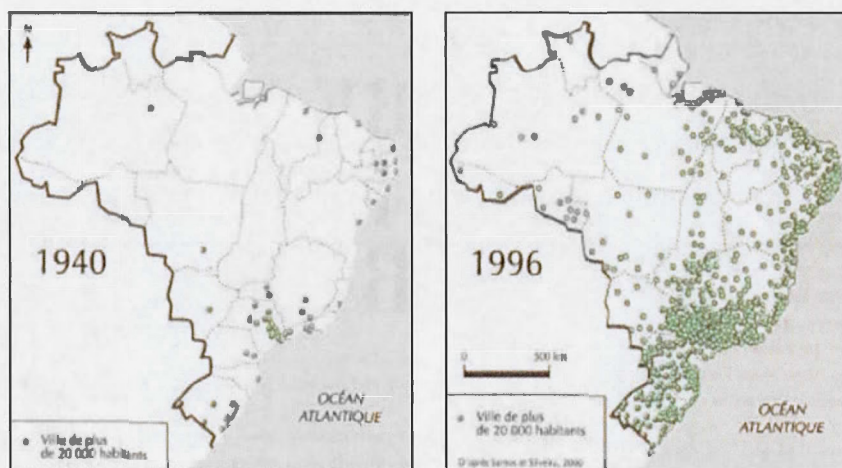
Les raisons des inégalités au Brésil sont diverses. Cependant, historiquement, deux événements semblent revêtir une plus grande importance. Premièrement, comme nous l'avons montré plus tôt, l'affranchissement des esclaves à la fin du XIX<sup>e</sup> n'a pas permis l'insertion des Afro-brésiliens nouvellement libérés. Les répercussions liées à cet événement se font encore sentir aujourd'hui. En deuxième lieu, au cours du siècle dernier, des millions de ruraux sont venus s'installer en ville. Ainsi, le Brésil est passé d'un pays à prédominance rurale à une structure qui est aujourd'hui principalement urbaine. À ce sujet, les chiffres sont assez éloquentes. Le taux d'urbanisation n'était que de 30% en 1950 alors qu'il atteint près de 80% dans les années 2000 (Burzstyn, 2000, p. 44). Au Brésil, le nombre de grandes villes est impressionnant : treize agglomérations urbaines comptent plus d'un million d'habitants. Également, comme nous pouvons voir sur la Figure 3.1, le nombre de petites et moyennes villes<sup>38</sup> a considérablement augmenté depuis les années 1940.

---

<sup>38</sup> Villes dont la population compte entre 20 000 et 1 million d'habitants.

**Figure 3.1**

Les villes brésiliennes de plus de 20 000 habitants en 1940 et 1996



Source Claval, 2004, p. 258.

La recherche de travail et de meilleures conditions de vie sont, dans la majorité des cas, les raisons qui expliquent les migrations urbaines (Dias Tosta In. Bursztyn, 2000, p. 205). Depuis l'abolition de l'esclavage, l'accès aux terres est un grave problème au Brésil. La réforme agraire qui pourrait venir régler ce problème, en partie du moins, se fait encore attendre. La première vague d'industrialisation des années 1950 a eu comme effet d'augmenter rapidement l'urbanisation. Postérieurement, les transformations dans le monde agraire, en lien avec la mécanisation des activités agricoles, ne laissaient d'autre choix aux travailleurs ruraux que de tenter leur chance dans les grands centres urbains, principalement au Sud du pays. De plus, à cette époque, l'industrialisation était florissante. Dû au manque d'opportunité dans le marché du travail en milieu rural, la ville apparaissait donc comme un symbole d'ascension sociale (Rouquié, 2006, p. 44 ; Bursztyn, 2000, p. 45).



Un bon exemple de cette situation est celui de la famille de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva. Originaire d'une petite ville localisée dans le sertão du Pernambouc, le père de Lula décide, vers 1950, de tenter sa chance dans l'État de São Paulo. Peu de temps après avoir trouvé un emploi, il fait venir sa femme et ses enfants. L'histoire de la vie de Lula représente un véritable exemple de réussite. Issu d'une famille rurale très pauvre du Nordeste, il réussit à se trouver un poste d'ouvrier dans une usine métallurgique de São Paulo, devient chef syndicaliste, forme le Parti des Travailleurs et accède à la présidence du pays (Rouquié, 2006, p. 44-45).

Durant une bonne partie du siècle dernier, l'accélération de l'industrialisation a permis aux migrants de s'insérer dans le marché de l'emploi. Cependant, la crise survenue au cours des années 1980 a bloqué ce processus. Pour de nombreuses années, l'industrie n'arrivait plus à être créatrice d'emplois comme elle le faisait dans les décennies antérieures. Rappelons qu'au Brésil l'industrie a été fortement soutenue par les gouvernements, que ce soit celui de Vargas, de Kubitschek ou bien ceux de la dictature militaire. Comme le mentionne Nascimento (2000, p. 77), malgré l'augmentation de la productivité et de la production « *a indústria nacional cresceu cerca de 10% em 1993 sem aumentar os postos de trabalho que, ao contrário, diminuiram* ».

Ainsi, la population urbaine du Brésil a augmenté nettement plus rapidement que chez les autres pays industrialisés et il a été impossible d'intégrer tous les travailleurs dans le marché formel (Scalon et Cano, 2008, p. 83). Comme nous l'avons déjà dit, à partir de la fin des années 1980, le taux de chômage a augmenté drastiquement et plusieurs Brésiliens se sont tournés vers le marché informel. La croissance du secteur informel est significative. En 1990, l'informalité touchait 39,3% de la population économiquement active. En 2001, le taux atteint jusqu'à 50% (Marió, *et al.*, 2008, p. 14).



Selon Porto (2001, p. 58), « les vagues de migrants qui s'installent dans les grandes villes – Brasília est l'exemple par excellence – viennent augmenter les statistiques d'exclusion, non seulement en raison du travail précaire mais aussi en lien avec un système de valeurs non partagées » (Porto, 2001). La plupart du temps, les migrants arrivaient en ville sans ressources et n'avaient d'autre choix que d'occuper illégalement un espace pour y vivre entraînant du coup l'augmentation du nombre de logements précaires et informels ; les *cortiços*, les favelas ou tout type de logement clandestin. À Belo Horizonte, près de 20% de la population habite dans les favelas.

### 3.2.3 Belo Horizonte : une source de modernisation.

Le désir de modernité du Brésil la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est grandement responsable de la création de la ville de Belo Horizonte, la nouvelle capitale de l'État du Minas Gerais et du coup, la première ville planifiée du pays. De plus, à Ouro Preto, l'ancienne capitale de l'État, les ressources en or s'étant presque épuisées et le relief très montagneux de la région la rend difficile d'accès. En 1892, Alfonso Pena, alors gouverneur de l'État, demande à l'ingénieur Aarão Reis de trouver un emplacement propice pour s'installer et d'élaborer un plan pour construire la toute nouvelle capitale. Ce dernier, tout comme la majorité des ingénieurs brésiliens de l'époque, était fasciné par les architectes européens et s'inspire principalement de Haussmann pour élaborer les plans de construction de Belo Horizonte (Claval, 2004, p. 126). Inaugurée en 1897, la nouvelle ville se voulait extrêmement moderne, garnie de nombreux espaces verts et organisée de façon orthogonale, le tout recoupé de quelques grands boulevards traversant la ville ainsi qu'une avenue qui en fait le pourtour, l'Avenida do Contorno. Belo Horizonte, qui a été conçue principalement comme un centre politique et administratif pour l'État du Minas Gerais, prévoyait accueillir 200 000 habitants. À partir des années 1930, la ville a commencé à attirer de plus en plus de migrants pauvres venus de l'intérieur du Minas Gerais et d'ailleurs





La ville planifiée, propre et moderne a été initialement conçue pour les fonctionnaires, l'élite et les classes plus riches. Or, tout au long du siècle dernier, de nombreux migrants ruraux sont venus s'y installer. Des milliers de *mineiros* suivent le pas dans l'espoir de trouver du travail et des meilleures conditions de vie (Freitas, 2005, p. 59). Dès 1940, la ville compte 211 377 habitants. En 1970, le nombre d'habitants atteint plus d'un million (Freitas, 2005, p. 64). Avec un taux de croissance démographique annuel qui atteignait jusqu'à 7% dans les années 1950, la ville de Belo Horizonte a depuis longtemps dépassé la prévision initiale de 200 000 habitants et elle s'étend bien au-delà du plan original qui avait été planifié par les ingénieurs de l'époque, soit l'aire restreinte à l'intérieur de l'*Avenida do Contorno*.

**Figure 3.3** Carte de la ville planifiée de Belo Horizonte



Source : Archive de la Prefeitura de Belo Horizonte

Gladston, géographe et membre de la Pastoral de Rua, nous explique que deux éléments géographiques caractérisent Belo Horizonte, la *Serra do Curral* et le *Rio Arrudas* (Entrevue avec Gladston). La *Serra do Curral* est une montagne située au sud de la ville. Elle ressemble à une petite cordillère. Atteignant près de 1 300 mètres d'altitude, elle agit comme une sorte de barrière, rendant difficile l'expansion de la ville vers le sud. Quant au *Rio Arrudas*, il traverse la ville d'Ouest en Est. Aujourd'hui partiellement couvert et utilisé comme canalisation, il agit comme frontière naturelle, tout comme l'Avenida do Contorno, pour séparer la région nord de la ville et la *cidade planejada*. Les rives de cette petite rivière offrent un terrain plus plat et nettement moins accidenté que le reste de la région. C'est donc sur cet axe Est-Ouest, une aire plus facile d'occupation, que la ville de Belo Horizonte a pris son expansion (Entrevue avec Gladston).

Dès le début de l'occupation du territoire, une forte démarcation s'est faite entre les parties nobles de la ville planifiée et les parties moins nobles. L'élite, les fonctionnaires et les ingénieurs se sont installés dans les quartiers plus au sud tels que Funcionários, Lourdes et Savassi. Ces quartiers sont les mieux nantis de ville. Les classes moins aisées se localisent au nord. Dans le quartier Savassi se trouve la Praça da Liberdade. Il s'agit du sommet le plus élevé de la ville planifiée. C'est à cet endroit qu'ont été construits, pour la nouvelle capitale de l'État du Minas Gerais, les édifices du gouvernement *mineiro* tel que le *Palácio do Governo*. C'est également au pourtour de la Praça da Liberdade que se trouve l'imposant *Edifício Niemeyer*. Construit par le célèbre architecte Oscar Niemeyer, cet édifice évoque le désir de modernité de la capitale *mineira*.

Un autre élément qui explique la présence des classes moins nobles dans la région nord est le fait qu'on trouve à cet endroit la *rodoviária*, la station d'autobus. Dans les villes brésiliennes, les maisons de prostitution et les bordels se retrouvent habituellement aux alentours de la *rodoviária*, entraînant du coup la présence des



classes moins nobles qui occupent ce territoire. De plus, les travailleurs qui avaient participé à la construction de la ville sont venus s'installer dans ces quartiers et habiter dans des *cortiços*, les logements précaires de l'époque. Ce fût donc dès le début de la construction de Belo Horizonte que la pauvreté s'est concentrée dans cette zone au nord de la ville planifiée. Encore aujourd'hui, la pauvreté s'y concentre, surtout dans les quartiers Barro Preto, Lagoinha et Centro. C'est également à cet endroit que se trouvent la majorité des habitants de la rue, les *catadores*, les acheteurs de matières recyclables, de même que l'Asmare.

**Figure 3.4**

L'*Edifício Niemeyer* et la Praça da Liberdade versus  
l'Avenida do Contorno dans le Barro Preto



Source : Banque personnelle de Nicholas Chatelain Lussier, 2011

La topographie de la ville de Belo Horizonte joue un rôle déterminant quant à l'emplacement des *catadores*. Comme Gladston l'a fait remarquer, il est beaucoup plus facile pour le *catador* de monter dans les quartiers plus élevés, soit les quartiers les plus riches, avec un carrosse vide et de redescendre une fois qu'il est rempli, que de faire le contraire (Entrevue avec Gladston). De plus, étant donné que les gens plus aisés rejettent nettement plus de déchets que ceux des quartiers défavorisés, l'offre de matières recyclables se trouve principalement dans les quartiers plus nobles situés en plus haute altitude, au sud de la ville.



Non seulement la quantité de matières recyclables est supérieure dans les quartiers au sud de la ville, mais la qualité l'est également. Dans ces quartiers se trouvent, entre autres, les banques et les bureaux gouvernementaux. Ceux-ci rejettent de grandes quantités de papier blanc, une matière très prisée par les *catadores*. Le fait que ces derniers se localisent principalement sur le bord de l'Avenida do Contorno s'explique par les deux raisons suivantes : premièrement, d'un point de vue topographique, cette localisation facilite le travail des *catadores*, deuxièmement, par le fait que la pauvreté s'est toujours concentrée à cet endroit (Entrevue avec Gladston). Comme le souligne Escorel (2000, p. 147), les habitants de la rue tendent à s'installer là où il y a une possibilité de rente pour eux et où ils parviennent à subvenir à leurs besoins de base.

### 3.3 Les *catadores*

Malgré le fait que la dégradation environnementale est aujourd'hui un problème sérieux et bien connu partout au travers la planète, le Brésil a encore du chemin à faire en ce qui concerne la gestion des déchets. À ce sujet, une étude du PNAD (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios*), réalisée en 2000, montre que près de 20% des domiciles du Brésil n'ont aucun système de collecte de déchets réguliers et que 64% des municipalités rejettent leurs résidus dans les *lixão*<sup>39</sup> ou dans les cours d'eau sans aucun traitement (Dias et Matos, 2008, p. 252). À Belo Horizonte, la *Superintendência de Limpeza Urbana* (SLU) offre le service de collecte sélective porte à porte dans trente quartiers de la ville. Seulement 354 000 des *Belo-horizontinos* y ont accès<sup>40</sup>. Ainsi, pour plusieurs des exclus du marché formel du travail, la *catação* de déchets urbains est devenue une source de revenus et de travail (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 65).

<sup>39</sup> Les *lixão* sont des dépotoirs à ciel ouvert.

<sup>40</sup> [http://portalpbh.pbh.gov.br/pbh/ecp/comunidade.do?evento=portlet&pIdPlc=ecpTaxonomiaMenuPortal&app=slu&tax=16506&lang=pt\\_BR&pg=5600&taxp=0&](http://portalpbh.pbh.gov.br/pbh/ecp/comunidade.do?evento=portlet&pIdPlc=ecpTaxonomiaMenuPortal&app=slu&tax=16506&lang=pt_BR&pg=5600&taxp=0&) (site visité le 23 mai 2013)

Selon les chiffres officiels, en 2006, il y avait près de 230 000 *catadores* au Brésil. Sur ce nombre, 14 029 se trouvaient dans l'État du Minas Gerais (Crivellari *et al.*, 2008, p. 305). Il faut cependant souligner que nombreux sont les *catadores* qui n'ont ni carte d'identification, ni adresse de domicile. Ceci permet de penser que le nombre réel de *catadores* est nettement supérieur aux chiffres officiels. Selon une estimation du *Compromisso Empresarial para a reciclagem* (CEMPRE), il y aurait près d'un million de *catadores* de matières recyclables sur le territoire brésilien<sup>41</sup>.

Comme nous pouvons le voir, un nombre impressionnant de Brésiliens collectent les matières recyclables dans le but de les revendre. Cependant, tous ne sont pas dans la même situation. Au cours de notre étude nous portons principalement notre attention sur les *catadores* membres de l'Asmare. Or, tous les *catadores* ne sont pas membres d'une association. En fait, le nombre de *catadores* non-associés est nettement supérieur au nombre de *catadores* associés. De plus, plusieurs individus ne vivent pas exclusivement de la collecte de matières recyclables. De nombreux Brésiliens occupent un emploi issu du secteur formel ou informel, mais leur revenu étant insuffisant, ils font la collecte de matières recyclables afin de l'augmenter.

### 3.3.1 Le profil des *catadores*

En 2007, une étude menée auprès de 331 *catadores* de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte, associés au sein de la Rede Cataunidos<sup>42</sup>, permet d'obtenir un aperçu du profil socio-économique de ces travailleurs (Lima et Oliveira, 2008, p. 239-240). La majorité de ces *catadores* n'ont peu ou pas d'éducation. En effet, 90% des sondés

<sup>41</sup> <http://www.publico.pt/local/noticia/existe-quase-um-milhao-de-catadores-de-lixo-reciclavem-no-brasil-1534466> site visité le 17 mai 2013.

<sup>42</sup> Rede Cataunidos réunissait en 2007 neuf associations de *catadores* dans la Région Métropolitaine de Belo Horizonte : ASMARE (Belo Horizonte), ASMAC (Contagem), COOPERT (Itaúna), APAIG (Igarapé), ASCAPEL (Betim), ASCAVAP (Brumadinho), ASCAP (Nova Lima), ASTRAPI (Ibirité) et ASCAMP (Pará de Minas).

n'ont pas terminé leur *ensino fundamental*<sup>43</sup> et 15% sont analphabètes. Pas moins de 43% des *catadores* de la *Rede Cataunido* n'ont jamais travaillé dans le secteur formel de l'économie. Pour 97% d'entre eux, la collecte de matières recyclables est leur unique source de revenu. En ce qui concerne le genre, les associations et les coopératives semblent créer des conditions favorables aux femmes *catadores* et les aident à s'insérer dans le processus productif. L'étude montre que 57% des *catadores* associés sont des femmes alors que pour *catadores* non-associées, les femmes ne comptent que pour 46%. Pour ce qui est de la couleur de peau des *catadores* associés, 84% d'entre eux se considèrent Noirs ou *pardos* (mulâtres). À titre de comparaison, la part de Noirs dans la population totale de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte est de 55,7% (Lima et Oliveira, 2008, p. 240).

Les *catadores* réalisent un travail insalubre, dangereux, et sujet aux accidents. Les risques du métier sont nombreux et leurs conditions de travail sont précaires (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 70). Il est fréquent que les *catadores* soient heurtés ou bien que leur chariot soit détruit par des voitures ou des autobus. Ils travaillent jusqu'à très tard le soir, voire même jusqu'aux petites heures du matin. Transportant à force humaine des charges qui atteignent en moyenne 300 kilogrammes, les *catadores* en viennent à souffrir de douleurs au corps. De plus, la malnutrition entraîne chez eux des problèmes à l'estomac<sup>44</sup>. Plusieurs avouent être des utilisateurs de drogue et/ou d'alcool travaillant dans l'objectif de payer leur consommation.

---

<sup>43</sup> *Ensino fundamental* correspond à l'école élémentaire, c'est-à-dire pour les enfants âgés entre 6 et 14 ans.

<sup>44</sup> Une étude de Sisinnio et Oliveira présente les problèmes de santé les plus communs pour les *catadores* : perturbations intestinales, parasites intestinaux, hépatite, maladies de la peau, des maladies respiratoires ainsi que des problèmes d'articulation (Borges et Kemp, 2008, p. 157).



**Figure 3.5** Vavá, mon ami *catador* au travail



Source : Banque personnelle de Nicholas Chatelain Lussier, 2011

Le travail des *catadores* est de nature informelle. Ils n'ont donc droit à aucune protection sociale. Comme nous l'avons mentionné, leur travail est dangereux et ils courent des risques à tout moment. Or, la plupart des *catadores* non-associés ne sont pas inscrits à l'INSS<sup>45</sup>, un service gouvernemental de protection pour les travailleurs et leur famille. L'INSS assure une rente pour ceux qui y sont inscrits en cas de maladie, d'accident, de grossesse, de prison ou de vieillesse. N'étant pas admissibles à ce programme de sécurité sociale, ils n'ont ainsi aucune sécurité financière lorsqu'ils arrivent à un âge où ils n'ont plus la capacité de travailler et s'ils se blessent au travail, ils n'obtiennent aucune autre source de revenus.

<sup>45</sup> Instituto Nacional do Seguro Social régi par le Ministério da Previdência Social : <http://www.mpas.gov.br/>

### 3.3.2 La dépendance envers les *atravessadores*

Historiquement, les *catadores* ont été dépendants des *atravessadores*. Ces derniers agissent à titre d'intermédiaires entre les *catadores* et les industries de recyclage. Sous ces conditions, c'est aux *atravessadores* que les *catadores* vendent les matières recyclables qu'ils ont récoltées. Le prix est fixé par ces derniers. Étant donné que le travail des *catadores* est informel, rien n'oblige les acheteurs à offrir un prix juste. De plus, la majorité des *catadores* n'ont pas les moyens d'avoir leur propre *carrinho* (carosse) et doivent donc, sous certaines conditions strictes, en louer un à ces mêmes *atravessadores* (Freitas, 2005, p. 128). Les profits des *catadores* sont par le fait même réduits. De plus, les *catadores* n'ont pas toujours le droit d'être présents lors de la pesée de leur propre matériel (Freitas, 2005, p. 157). Cette situation entraîne évidemment une grande perte de confiance envers les *atravessadores*. Pour les *catadores*, la collecte de matières recyclables est une source de survie. Les *atravessadores*, quant à eux, s'enrichissent.

### 3.3.3 L'exclusion et les *catadores*

Les *catadores* forment une population stigmatisée, fortement discriminée et non reconnue pour leur travail. Ces travailleurs souffrent d'une image fortement négative étant vus par la plupart comme des marginaux, des vagabonds, des voleurs ou bien des mendiants. En effet, les *catadores* sont perçus par la population et par l'administration publique municipale comme des personnes qui salissent la ville, qui jouent dans les déchets et qui les étendent partout sur le trottoir (Kemp, 2008, p. 12). Pour les élus municipaux, ils viennent salir l'image du centre de la ville qui devrait plutôt être vu comme un symbole de modernité.



Figure 3.6

*Catadores* vivant et travaillant sous les viaducs dans les années 1980



Source : Archive de l'INSEA

Comme l'explique Patrus Ananias, maire de la ville de Belo Horizonte de 1993 à 1997, ces travailleurs « *eram tratados como se fossem um incômodo, um estorvo a ser afastado* »<sup>46</sup> (Ananias, 2008, p. 8). Dans les années 1980, la ville de Belo Horizonte a lancé plusieurs *operações limpeza* qui consistaient à retirer les *catadores* du centre de la ville en faisant appel à la force policière. Comme le souligne Gladston « *havia*

<sup>46</sup> Traduction de l'auteur : « étaient traités comme s'ils étaient un dérangement, un obstacle à être écarté ».

*muita perseguição, queimavam o material das pessoas, inclusive as pessoas ; uma situação muito degradante »*<sup>47</sup> (Entrevue avec Gladston).

L'administration publique municipale désirait développer un réseau de collecte sélective assurée par le secteur privé, sans la participation des *catadores* (Kemp, 2008, p. 36). Ces derniers étaient perçus comme rien de moins que des déchets humains, « *lixos humanos* »<sup>48</sup>. Pour nettoyer la ville, la préfecture se débarrassait des déchets de la même façon qu'elle se débarrassait des gens. Cido, qui fût coordonnateur de l'Asmare durant les vingt premières années, se rappelle avoir vu des enfants de *catadores* jetés dans des camions à ordures. Les parents devaient courir derrière le camion pour récupérer leurs enfants avant qu'ils ne soient compressés (Entrevue avec Cido).

En apparence, les *catadores* vivent en marge du système d'accumulation capitaliste. Ne produisant pas et ne consommant pas, ils apparaissent comme non nécessaires pour le système. Ils sont perçus comme des « non-citoyens » et leurs droits fondamentaux sont violés (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 65). Dans un tel système, l'identité d'un individu est valorisée par rapport au travail qu'il effectue. Or, pour le *catador*, dont le travail n'est aucunement valorisé, son identité n'est en aucun cas reconnue. Enfin, l'oppression et la violence que les *catadores* subissent a eu un impact considérable sur leur estime personnelle. Avant le processus d'organisation, dont nous parlerons dans le chapitre suivant, ils avaient une très faible estime d'eux-mêmes (Lima et Oliveira, 2008, p. 241). Comme le mentionnent Andrade de Barros et Pinto (2008, p. 72-72), « [...] *na década de 1980, os catadores de material reciclável viviam uma realidade de forte discriminação e não-reconhecimento como*

---

<sup>47</sup> Traduction de l'auteur : « il y avait beaucoup de persécution, ils brûlaient le matériel des personnes, incluant les personnes ; une situation très dégradante ».

<sup>48</sup> Les *catadores* et les organismes qui les aident utilisent régulièrement l'expression « *lixo humano* » pour exprimer comment ils étaient perçus à l'époque.

*trabalhadores tanto por parte do poder público quanto da população, levando-os igualmente a não se reconhecerem, reforçando a sua baixa auto-estima »<sup>49</sup>.*

---

<sup>49</sup> Traduction de l'auteur : « lors de la décennie 1980, les *catadores* de matières recyclables vivaient une réalité de forte discrimination et de non-reconnaissance comme travailleurs, autant de la part du pouvoir public que de la population, les amenant également à ne plus se reconnaître, renforçant leur basse estime personnelle ».





## CHAPITRE IV

### ÉTUDE DE CAS : LA MISE EN PLACE ET L'ÉVOLUTION L'ASMARE

Bien que nous ayons choisi de traiter de la situation des *catadores* de la ville de Belo Horizonte au Brésil, le problème que nous étudions n'est pas exclusif à cette ville. Comme le souligne Dias (2002, p. 3; 2007, p. 579) « *as condições de trabalho desumanas, a super-exploração dos intermediários da reciclagem, o preconceito da população local e a falta de incentivo e de apoio do poder público são alguns dos elementos comuns em quase todos os lugares onde esta atividade está presente* »<sup>50</sup>. Ce qui nous intéresse dans ce mémoire de recherche n'est pas simplement de faire le portrait d'un groupe d'exclus. Notre objectif est plutôt de montrer de quelle façon les *catadores* de Belo Horizonte sont parvenus, en s'associant, à infléchir leur situation, à formaliser leur travail et à obtenir une certaine reconnaissance.

En utilisant le modèle d'analyse des initiatives locales élaboré par Klein, nous présenterons en détail les diverses étapes que les *catadores* ont parcourues au cours des 23 dernières années et les moyens qu'ils ont mis en place pour lutter contre l'exclusion dont ils sont victimes. Les motivations premières des *catadores* étaient de se protéger et d'obtenir le droit de travailler. Mais, au-delà de cela, ils se devaient de trouver des solutions et améliorer leur situation, de lutter contre l'exclusion qu'ils

---

<sup>50</sup> Traduction de l'auteur : « les conditions de travail inhumaines, la super-exploitation des intermédiaires du recyclage, les préjugés de la population locale et le manque d'encouragement et d'appui du pouvoir public sont quelques-uns des éléments communs dans presque tout les endroits où cette activité est présente ».



subissaient et d'être enfin reconnus afin de retrouver leur dignité. C'est ce parcours de solidarité, de lutte et de résistance qui sera présenté dans ce chapitre.

En analysant l'initiative locale amorcée par les *catadores*, nous avons pu remarquer que leur processus d'*empowerment* se poursuit en trois phases. La première, allant de la fin des années 1980 jusqu'en 1993, est principalement marquée par la mobilisation, les manifestations et les luttes. La deuxième phase, soit de 1993 jusqu'à la fin des années 1990, est marquée par le développement d'un partenariat avec les autorités municipales, par la mobilisation de nombreux acteurs et par l'institutionnalisation de leur initiative. La troisième phase, qui commence au tournant des années 2000, marque une expansion dans la lutte des *catadores*.

#### 4.1 Le premier cycle de l'initiative locale

##### 4.1.1 La nuit du 22 août 1988 – L'élément déclencheur

Les opérations de nettoyage (*operações limpeza*) lancées par la préfecture de Belo Horizonte à la fin des années 1980 « *baseavam-se na noção de que a permanência dos catadores nas ruas depreciava a imagem da cidade* » (Freitas, 2005, p. 149). Comme nous l'avons vu au dernier chapitre, ces opérations étaient parfois très violentes et portaient non seulement atteinte à la dignité des *catadores*, mais constituaient une réelle menace pour leur survie. Étant victimes d'exclusion autant sociale, économique et symbolique que physique, ils devaient réagir. De ce fait, les *operações limpeza* constituent le véritable élément déclencheur à la mobilisation des *catadores* et c'est dans ce contexte que l'idée d'une association est née. Cependant, il est important de mentionner que la mobilisation ne s'est pas effectuée instantanément et qu'avant d'en arriver à la création officielle de l'Asmare, de grands efforts de mobilisation ont dû être déployés.

L'*operação limpeza* survenue dans la nuit du 22 août 1988 a été la plus violente de toutes et elle constitue certainement un tournant. L'action menée par les autorités municipales et la police militaire est venue jusqu'aux oreilles des membres de la *Pastoral de Rua* de Belo Horizonte, un organisme rattaché à l'église catholique. La répression affichée et les violences étalées ont créé chez ces derniers un sentiment d'injustice et ils ont senti le besoin urgent d'intervenir. Étant en contact avec les habitants de la rue depuis quelques années déjà, la *Pastoral de Rua* en est venue à la conclusion qu'elle se devait de faire quelque chose pour aider les *catadores* à trouver des solutions afin d'arrêter ces persécutions.

Les *catadores* avaient des conflits constants avec les autorités municipales, le secteur privé et la société en général. Selon plusieurs de nos interviewés, l'intensité de ces conflits, principalement à la fin des années 1980 est ce qui a poussé les *catadores* à s'organiser et à créer l'Asmare. À l'aide du cadre d'analyse présenté précédemment, nous verrons ici de quelle façon s'est déroulée la mise en place de cette association.

#### 4.1.2 Mise en place d'une association

L'Asmare a été fondée officiellement le 1<sup>er</sup> mai 1990, mais il aura fallu près de trois ans de mobilisation pour que le projet d'association devienne réalité. C'est en fait en 1987, avec la motivation de l'équipe de la *Pastoral de Rua*, que l'organisation des *catadores* a réellement débuté et que l'idée d'un changement a commencé à germer dans la tête des habitants de la rue de Belo Horizonte (Freitas et Neves, 2008, p. 97). Au cours de cette partie, nous traiterons du rôle capital qu'a joué la *Pastoral de Rua* afin d'en arriver à la mobilisation des *catadores*. Selon la majorité des gens rencontrés sur le terrain, il n'est pas certain que les *catadores* en seraient arrivés à former une association sans l'aide de la *Pastoral de Rua*.

**Figure 4.1** Assemblée de la fondation de l'Asmare, 1<sup>er</sup> mai 1990



Source : Archive de l'INSEA

#### 4.1.2.1 La *Pastoral de Rua* de l'Archidiocèse de Belo Horizonte

Au début des années 1980, la *Pastoral de Rua*, un petit groupe intégré à l'Archidiocèse de Belo Horizonte tenait des discussions hebdomadaires avec les habitants de la rue dans la cours de l'Église São José. Andrade de Barros et Pinto, deux chercheurs universitaires, y participaient. Comme ils le soulignent « *nosso objetivo na época era estar junto aos moradores de rua, discutindo, refletindo sobre sua realidade e promovendo a organização e a construção de outras possibilidades*

*de vida* »<sup>51</sup> (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 71). Ce groupe qui tentait de créer de nouvelles alternatives pour ces populations en situation de rue s'est cependant dissout en 1983 (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 73).

C'est en 1987, alors qu'un nouveau groupe de personnes est venu s'intégrer à l'équipe de la *Pastoral de Rua*, que les échanges ont repris avec les *catadores* (Freitas, 2005 p. 193). Pour ces derniers, la situation n'avait aucunement changé. Nous pourrions même dire qu'avec les *operações limpeza* lancées dans la deuxième moitié de la décennie, la situation s'était envenimée. Ils étaient toujours victimes de discrimination, marginalisés et leur travail n'était toujours pas reconnu.

Parmi les nouveaux membres qui se sont joints à l'équipe de la *Pastoral de Rua*, on compte la présence de deux sœurs bénédictines (Dias, 2002, p. 56). Fortes de leur expérience passée avec les *catadores* de São Paulo, elles ont su développer une approche nouvelle au sein des habitants de la rue de Belo Horizonte et plus particulièrement avec les *catadores*. Ce sont notamment elles qui ont aidé à créer, en 1989, la Coopamare, la première association de *catadores* du Brésil. Elles ont commencé par établir des liens de confiance avec les *catadores* de Belo Horizonte afin d'en arriver à élaborer un plan d'organisation avec eux (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 73-74; Dias et Matos, 2008, p. 254).

#### 4.1.2.2 Lettre ouverte à la Ville de Belo Horizonte

Au lendemain des violences survenues dans la nuit du 22 août 1988, la *Pastoral de Rua* est allée voir les *catadores* et a discuté avec eux afin d'établir ce qui s'était passé. En réaction aux événements de cette nuit violente, les *catadores* et les

---

<sup>51</sup> Traduction de l'auteur : « notre objectif à l'époque était d'être avec les *catadores*, discuter, réfléchir à leur réalité et promouvoir l'organisation et la construction d'autres possibilités de vie ».

membres de la *Pastoral de Rua* ont conjointement rédigé une lettre à l'attention de la municipalité et de la population afin de dénoncer la répression que subissaient les *catadores* dans les rues de Belo Horizonte (Freitas, 2005, p. 195 ; Dias, 2002, p. 59). Dans la « *Carta Aberta à Cidade de Belo Horizonte* »<sup>52</sup>, ils expliquent quelle est la situation et ce qui s'était passé. « *Nós, catadores de papel da cidade de Belo Horizonte sofremos muito. A prefeitura fez de nós um lixo, jogando a gente para o esgoto. [...] A prefeitura chegou no dia 22 de agosto com a P.M. e a defesa civil às quatro horas da manhã jogando os barracos para o chão com as coisas e todos nós dentro. [...] e lá ficamos sem nada e sem ter para onde ir* »<sup>53</sup>. En ajoutant « *por que a prefeitura judia de nós catadores de papel ? [...] Gostariam de levar a vida que nós levamos, vivendo debaixo de viadutos, das marquises, correndo da policia ?* »<sup>54</sup>, ils tentent de sensibiliser la population à la situation à laquelle ils font face. Dans cette lettre, les *catadores* essaient également de démontrer l'importance de leur travail, que celui-ci est indispensable afin d'assurer la propreté urbaine. Pendant près de deux mois après la rédaction de cette lettre, ils ont essayé de mobiliser la collectivité avec des actions basées sur ces idées (Freitas, 2005, p. 195).

#### 4.1.2.3 Le développement de rapports de confiance avec la *Pastoral de Rua*

À la fin des années 1980, de nombreuses rencontres se sont tenues entre les *catadores* et les membres de la *Pastoral de Rua*. Cependant, au début, il y a eu beaucoup de résistance de la part de certains *catadores*. Pour diverses raisons, ce fut tout un défi

<sup>52</sup> Voir l'intégralité de la lettre en Annexe A.

<sup>53</sup> Traduction de l'auteur : « Nous, *catadores* de la ville de Belo Horizonte souffrons beaucoup. La préfecture fait de nous un déchet, nous jetant dans l'égout. [...] La préfecture est venue le 22 août avec la P.M. (Police Militaire) et la défense civile à quatre heures du matin jetant nos tentes au sol avec nos choses et nous à l'intérieur. [...] maintenant nous n'avons plus rien et n'avons aucune place où aller ».

<sup>54</sup> Traduction de l'auteur : « pourquoi la préfecture nous fais mal à nous les *catadores* de papier? [...] Aimerez-vous vivre la vie que nous vivons, à vivre sous les viaducs, sous les marquises, à courir de la police? »



pour l'équipe de la *Pastoral de Rua* de parvenir à établir des liens de confiance (Freitas, 2005, p. 195). Les *catadores* étaient démotivés, méfiants et dispersés aux quatre coins de la ville. Ils ne pensaient qu'à travailler et ne prenaient pas le temps de s'arrêter pour élaborer des stratégies qui leur permettraient d'améliorer leur situation d'une façon collective. De plus, l'approche de la *Pastoral de Rua* était différente de l'approche « assistencialiste » à laquelle les *catadores* étaient habitués. Ses membres ne venaient pas pour apporter de la nourriture ou des couvertures, mais venaient pour rencontrer les *catadores*, connaître leur mode de vie, établir des liens interpersonnels et développer des stratégies de lutte pour la reconnaissance de leur travail. À ce sujet, Dona Geralda, une militante reconnue dans le mouvement des *catadores*, se souvient de la réaction de ceux-ci à la venue de la *Pastoral de Rua* : « *Todo mundo xingava. Ah ! num vai trazer nada pra nós, não ? O que que essa muié tá fazendo aqui ? Caralho, só ! Essas muié só vêm aqui pra encher o saco ! Num traz nada pra gente, nem quer fazer nada pra gente* »<sup>55</sup> (Dona Geralda, In. Freitas, 2005, p. 196).

N'ayant jamais été habitués à ce que les gens viennent les voir pour les écouter, les *catadores* étaient craintifs. En effet, certains d'entre eux pensaient qu'il s'agissait d'une stratégie d'espionnage mise en place par le pouvoir public visant à les retirer du centre de la ville et à les empêcher de travailler. Comme le mentionne Dona Geralda « *A Pastoral, a gente num aceitava eles. Achava que era fiscal que ia enrolar nós também. A gente não acreditava na Pastoral* »<sup>56</sup> (Freitas, 2005, p. 197). Ce n'est qu'après de nombreuses discussions entre les deux groupes pendant lesquelles ils ont appris à se connaître que les *catadores* se sont mis à croire en la mission de la *Pastoral de Rua* et à aller aux réunions.

---

<sup>55</sup> Traduction de l'auteur : « Tout le monde se plaignait. Ah ! Elle ne nous amènera rien, non ? Qu'est ce que cette femme vient faire ici ? Putain ! Cette femme vient juste pour nous emmerder ! Elle ne nous amène rien, ne veut rien faire pour nous ».

<sup>56</sup> Traduction de l'auteur : « La *Pastoral*, on les acceptait pas. Nous pensions que c'était le fisc qui venait pour nous rouler eux-aussi. On ne croyait pas en la *Pastoral* ».

#### 4.1.2.4 Les rencontres

La *Pastoral de Rua* a organisé de nombreuses réunions avec les *catadores*. L'approche consistait principalement en la prise de parole par les *catadores*, en la création chez eux d'une conscience collective et en la recherche de solutions pour améliorer leurs conditions. Bien que ceux qui participaient à ces rencontres exerçaient tous la même activité pour subvenir à leurs besoins, ils venaient de milieux très différents. Leur passé et leur situation de vie étaient souvent des réalités fortement éloignées, mais ils partageaient tous les mêmes problèmes quotidiens. L'insécurité, l'alcool, la dépendance aux drogues, les relations hommes/femmes difficiles et conflictuelles et de nombreux autres facteurs rendant les *catadores* vulnérables, irritables et parfois violents. Des réunions ont parfois dû être interrompues pour cause de disputes violentes entre eux (Freitas, 2005, p. 204).

Ce qui les rapprochait était le fait qu'ils vivaient tous une situation d'exclusion, qu'ils étaient marginalisés, réprimés par les autorités publiques et que leur travail n'était aucunement reconnu (Kemp, 2008, p.34). Les *catadores* ont beaucoup souffert de n'avoir aucun droit et de ne pas être entendus. Or, au cours de ces rencontres, ils avaient enfin la chance de s'exprimer, de partager leurs aspirations, leurs rêves et pouvaient proposer des idées afin de les concrétiser. Il s'agissait également d'un lieu où les *catadores* travaillaient sur leur estime personnelle et où ils pouvaient prendre conscience de la valorisation de leur travail, découvrir les bénéfices du travail de *catador* pour la société et les faire voir (Freitas, 2005, p. 197).

Face aux stigmates profonds laissés par la répression qu'ils avaient subie, il était important que les rencontres prennent une tournure plutôt festive (Freitas, 2005, p. 200). Bien souvent, des guitares et des percussions venaient animer les discussions. Les *catadores* célébraient également les naissances, les baptêmes, les anniversaires et tout autre évènement spécial. Ces évènements facilitaient la socialisation entre les acteurs et tranquillement une certaine solidarité a commencé à se développer entre

eux. Ils commençaient à comprendre qu'ils ne parviendraient jamais à s'insérer dans le marché du travail, à sortir de la rue et à obtenir un quelconque appui du pouvoir public s'ils ne s'organisaient pas collectivement (Kemp, 2008, p. 34).

Étant donné que les *catadores* n'avaient pas d'espace à eux, ces rencontres avaient lieu dans des espaces divers et informels: sous les viaducs, dans la rue, dans des places publiques ou dans des maisons abandonnées (Freitas, 2005, p. 201). Mais, à force de se mobiliser, les *catadores* en sont arrivés à pouvoir faire leurs réunions à la « Maison du travailleur » (*Casa do trabalhador*). Il s'agit là d'une première victoire, une petite victoire certes, mais qui signifiait un début de reconnaissance pour les *catadores* en tant que travailleurs. Avec cette première conquête, ils ont surtout vu l'effet de l'action collective.

Au terme de nombreuses rencontres, les *catadores* sont parvenus à se reconnaître comme des membres d'une même catégorie de travailleurs, d'une communauté. C'est en prenant conscience de cela qu'ils en sont arrivés à se construire une conscience collective, libératrice et transformatrice. Les acteurs sociaux ne peuvent être reconnus par la société que s'ils se reconnaissent eux-mêmes comme des sujets collectifs.

#### 4.1.2.5 L'importance de l'implication de la Pastoral de Rua

Toutes les personnes rencontrées sur le terrain s'entendent pour dire que le processus d'organisation des *catadores* de Belo Horizonte s'est mis en place et s'est développé grâce à la venue de la *Pastoral de Rua*. Comme le souligne Gladston : « *o início da organização da Asmare, teve a sua gênese com a chegada da Pastoral de Rua em Belo Horizonte que começou a desenvolver um trabalho com a população que tava*

*na rua naquela época* »<sup>57</sup> (Entrevue avec Gladston). Aujourd'hui, les *catadores* sont extrêmement reconnaissants du travail qui a été effectué par la *Pastoral de Rua* à la fin des années 1980. Lorsque nous avons demandé à Dona Geralda comment les *catadores* en sont venus à former une entreprise, elle nous répond instantanément « *Vem da Pastoral, vem da Pastoral [...] Começou pela Pastoral de rua. Tudo começou pela Pastoral de rua* »<sup>58</sup> (Entrevue avec Dona Geralda). Comme nous pouvons le voir dans ces témoignages, la Pastoral a été plus qu'indispensable dans le processus d'inclusion des *catadores* de Belo Horizonte. Par ses efforts de mobilisation et son soutien pour la formation d'une entreprise d'économie solidaire, elle a permis de faire avancer la situation des *catadores*.

#### 4.1.2.6 Les motivations et les revendications des *catadores* – Le droit de travailler

Les *catadores* effectuaient un travail informel qui était réprimé par les autorités publiques et ils vivaient sans aucune reconnaissance. Pour plusieurs, ils étaient perçus comme des non humains, comme des déchets. Or, les motivations premières des *catadores* à former une association allaient dans l'idée de rompre avec cette image et de mettre fin à la répression. Ce qu'ils revendiquaient était tout simplement d'avoir le droit de travailler et d'être reconnus pour le travail qu'ils effectuaient. Lorsque la *Pastoral de Rua* est allée voir les *catadores* au lendemain de la nuit du 22 août 1988 pour savoir ce qui s'était produit, ils ont répondu: « *Queria trabalhar e não tinha como trabalhar* »<sup>59</sup> (Entrevue avec Dona Geralda).

---

<sup>57</sup> Traduction de l'auteur : « le début de l'organisation de l'Asmare, tiens sa genèse avec la venue de la *Pastoral de Rua* à Belo Horizonte qui a commencé à développer un travail avec la population qui était dans la rue à cette époque ».

<sup>58</sup> Traduction de l'auteur : « Ça viens de la *Pastoral*, ça viens de la *Pastoral* [...] Ça a commencé avec la *Pastoral*. Tout a commencé avec la *Pastoral* ».

<sup>59</sup> Traduction de l'auteur : « Je voudrais travailler, mais il n'y avait pas moyen de travailler ».

Au-delà de la question économique, la lutte menée visait essentiellement la reconnaissance sociale de ces travailleurs et l'application de politiques publiques assurant leur participation dans la chaîne de production du recyclage (Lima et Oliveira, 2008, p. 241-242). Certes, ils désiraient obtenir un meilleur salaire, rompre la dépendance d'avec les *atravessadores*, avoir un endroit pour travailler, donner une chance à leurs enfants, mais tout cela ne pouvait se concrétiser que s'ils parvenaient à se créer une nouvelle identité et à devenir des citoyens à part entière. Mais encore, ceci se devait de commencer par l'obtention d'une reconnaissance pour leur travail. C'est avec la reconnaissance de leur travail que les *catadores* allaient retrouver une identité. La première et la plus importante revendication des *catadores* auprès du pouvoir public était donc la « *liberdade de trabalhar. O que eles queria era a liberdade de trabalhar e a prefeitura não dava. A prefeitura não dava* »<sup>60</sup>. (Dona Ana, In. Freitas, 2005, p. 217).

Les *catadores* relatent qu'ils étaient perçus comme des mendiants (*mendigos*) par la population. Ce que Dona Geralda relate à ce sujet est assez éloquent:

« *O jeito como eles tratavam a gente. Era muito mal tratado. Quando passavam perto da gente tampavam o nariz. Isso era muito, muito... ficou muito marcado na minha vida ! Tampavam o nariz e cuspiam. [...] A gente não era exergado como trabalhador. Era exergado como lixo* »<sup>61</sup> (Freitas, 2005, p. 100).

L'une des motivations des *catadores* était donc d'être vus comme des travailleurs. Selon eux, être perçu comme un travailleur donne droit à une citoyenneté alors qu'un

<sup>60</sup> Traduction de l'auteur : « liberté de travailler. Ce qu'ils voulaient était la liberté de travailler et la préfecture ne la donnait pas. La préfecture ne la donnait pas ».

<sup>61</sup> Traduction de l'auteur : « La façon dont ils nous traitaient. Nous étions vraiment mal traités. Quand ils passaient proche de nous ils se bouchaient le nez. C'était vraiment, vraiment... je suis restée très marquée par cela dans ma vie. Ils se bouchaient le nez et crachaient. [...] Nous n'étions pas vu comme des travailleurs. Nous étions vu comme des déchets ».



*mendigo*, ne travaillant pas, est inutile à la société et non nécessaire au système productif. Dona Geralda explique l'importance d'être perçu comme une travailleuse :

*« É muito importante. A palavra vagabundo é triste, cê num trabalha, preguiçosa ! Agora, trabalhador, a pessoa mostra que tá trabalhando, que ele é cidadão. Agora eu sei falar que trabalhador é cidadão. Num importa o trabalho que ele tá fazendo, mais é um cidadão e ele tem que ser respeitado como cidadão »*<sup>62</sup> (Freitas, 2005, p. 106).

C'est dans ce contexte de lutte pour obtenir un statut de travailleur que les *catadores* ont pris conscience de l'importance de s'organiser (Freitas, 2005, p. 147). Comme ils avaient toujours fait leur travail de façon isolée et autonome, il s'agissait d'une innovation. À partir du moment où ils ont commencé à se rencontrer et à discuter ensemble, ils se sont rendus compte de l'importance de leur travail. Au départ, ils voyaient leur travail de *catadores* comme une activité pour se nourrir et subvenir à leurs besoins de base, mais plus les discussions avançaient, plus ils se rendaient compte qu'ils effectuaient un travail important pour la ville, pour la population et pour l'environnement (Freitas, 2005, p. 148). Non seulement, ils se sont servis de cet aspect pour donner une légitimité à leur démarche, mais en étant organisés, les *catadores* ont pris conscience de la valeur de leur travail et, du coup, leur estime personnelle s'est vue renforcée (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 74).

#### 4.1.2.7 Le 1<sup>er</sup> mai 1990

Suite aux nombreuses rencontres entre les *catadores* avec le soutien de la *Pastoral de Rua*, une invitation a été lancée auprès des *catadores* de la ville de Belo Horizonte

---

<sup>62</sup> Traduction de l'auteur : « C'est très important. Le mot vagabond est triste, tu ne travailles pas, paresseuse ! Maintenant, travailleur, la personne montre qu'elle travaille, qu'il est citoyen. Maintenant je peux dire que travailleur est citoyen. Peu importe le travail qu'il fait, mais il est citoyen et a besoin d'être respecté comme un citoyen ».

afin de tenir une assemblée générale qui avait pour finalité de créer la première association de *catadores* de l'État du Minas Gerais. Cette assemblée de fondation a eu lieu le 27 avril 1990 (Dias, 2002, p. 59). Quelques jours plus tard, le 1<sup>er</sup> mai 1990, l'Asmare, *l'Associação dos Catadores de Papel, Papelão e Materiais Reaproveitáveis* était officiellement fondée. Le 1<sup>er</sup> mai étant la journée internationale du travailleur, ce n'est pas par hasard que les *catadores* luttant pour la reconnaissance de leur travail ont choisi cette date pour fonder leur association (Freitas, 2005, p. 232).

Au terme de cette rencontre, l'Asmare s'est officiellement dotée des principes suivants:

- *Apoiar e defender os interesses dos(as) catadores(as) de papel, papelão e material reaproveitável, favorecendo a união e organização dos mesmos.*
- *Representar seus associados judicial e extra-judicialmente.*
- *Manter serviços de assessoria jurídica, visando à defesa dos interesses e direitos dos seus associados.*
- *Lutar para que seus associados possam trabalhar com segurança e protegidos da ação dos atravessadores intermediários e outros tipos de exploradores.*
- *Lutar para que os catadores sejam respeitados na sua atividade e para que a mesma seja legalmente reconhecida.*
- *Apoiar a criação de cooperativas que venham ajudar e reforçar a luta de seus associados.*<sup>63</sup>

Lors de cette première assemblée de l'Asmare, près d'une centaine de personnes se sont réunies et en sont venues à créer officiellement une association qui avait comme mission de lutter pour les droits de ses travailleurs. Par contre, au départ, seulement

---

<sup>63</sup> Traduction de l'auteur : « Appuyer et défendre les intérêts des *catadores* de papier, carton et matériaux réutilisables, favorisant l'union et l'organisation de ceux-ci – Représenter ses associés judiciairement et extra-judiciairement – Maintenir les services de conseils juridiques visant la défense des intérêts et droits de ses associés – Lutter pour que ses associés puissent travailler avec sécurité et protéger de l'action des *atravessadores* intermédiaires et autres type d'exploiteurs – Lutter pour que les *catadores* soient respectés dans leur activité et qu'elle soit légalement reconnue – Appuyer la création de coopératives qui viennent aider et renforcer la lutte de ses associés ».

dix *catadores* ont choisi de se joindre à l'organisation (Dias, 2002, p. 59). En effet, certains d'entre eux refusaient d'être soumis à toute autorité. Ils voulaient travailler aux heures de leur choix et garder une certaine liberté (Freitas, 2005, p. 118). Ils craignaient la rigidité qu'imposeraient des règles édictées par une association. Comme l'explique Dona Geralda:

*« Aqui tem normas. [...] Não poder beber, se beber tem que voltar para a casa, usar drogas aqui dentro. [...] tem gente que usa lá fora. Mas aqui dentro tem que respeitar e por isso que ta assim, de catador aqui. Lá fora, ali pode beber, pode ficar na rua, dormir na rua »*<sup>64</sup> (Entrevue avec Dona Geralda ).

Certains ont été tellement frustrés par des expériences passées dans le secteur formel qu'ils demeuraient ambigus et voyaient cette initiative d'insertion sociale comme illusoire. Ce n'est qu'à la suite d'efforts soutenus de sensibilisation déployés par les premiers membres que de nouveaux *catadores* ont rejoint le mouvement. Avec ces nouveaux membres qui se sont joints à l'association, le soutien de la *Pastoral de Rua* et la motivation qui les habitaient, l'Asmare était prête à lancer une action collective qui allait changer le cours de leur vie. Mais, à partir de ce moment, les *catadores* devaient mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de leurs objectifs et continuer à démontrer la légitimité de leur initiative afin de pouvoir se créer un capital social. Dans le contexte de crise et de globalisation présenté précédemment, le processus d'organisation des *catadores* s'inscrit enfin dans une démarche d'économie populaire urbaine visant à leur offrir une alternative (Freitas, 2005, p. 17).

---

<sup>64</sup> Traduction de l'auteur : « Ici il y a des règles. [...] Tu ne peux pas boire, si tu bois tu as besoin de retourner à la maison, prendre des drogues à l'intérieur. [...] il y en a qui en prennent à l'extérieur. Mais ici à l'intérieur tu as besoin de respecter et c'est pour ça que c'est comme ça, le *catador* d'ici. Là-bas, à l'extérieur, tu peux boire, tu peux rester dans la rue, dormir dans la rue ».

### 4.1.3 Mobilisation de ressources

Pour obtenir le droit de travailler, les *catadores* avaient la nécessité de mobiliser divers types de ressources. Durant les premières années de l'association, de nombreuses activités étaient organisées afin de renforcer la solidarité au sein du groupe. Les *catadores* participaient à des assemblées et à des cours de *capacitation*. Avec l'appui de la *Pastoral de Rua*, ils élaboraient des plans d'action. Au cours de cette période, les *catadores* ont également effectué plusieurs manifestations dans la capitale du Minas Gerais. Vany souligne l'importance symbolique des manifestations (Freitas, 2005). Le fait de marcher dans les rues montre qu'ils sont en mouvement, qu'ils avancent. De plus, pour les *catadores* qui ont toujours été invisibles aux yeux de la population, les manifestations démontrent qu'ils sont organisés et qu'il s'agit d'une lutte collective. En manifestant en groupe, ils sont devenus visibles.

**Figure 4.2** *Catadores* manifestant dans les rues de Belo Horizonte durant les années 1990



Source : Archives de l'INSEA

Ils se sont présentés plusieurs fois devant la préfecture où ils ont tenté d'entrer en contact avec les autorités publiques afin de trouver une entente leur permettant

d'exercer leur travail de *catador*. Ces actions ne leur ont évidemment pas donné un accès immédiat aux autorités locales. Lors de la première présence devant la préfecture, les *catadores* se sont fait fermer la porte de l'Hôtel de ville. Le climat de méfiance régnait de part et d'autre : autant la préfecture craignait les *catadores*, autant ces derniers n'avaient aucune confiance à l'égard des autorités municipales. Dans ce contexte, toute discussion devenait difficile. Mais progressivement, les pressions ont mené à des rencontres avec les autorités locales. Valdecir, un *catador* qui est membre de l'Asmare depuis la fondation, décrit les tentatives de négociation avec la mairie :

*« Oh ! no primeiro momento que nós invadimos a prefeitura, a porta, nós fomos lá resgatar nossa soberania, sobre nós ter direito ao espaço de trabalhar, sobre melhoramento da gente e, naquela época, eu num lembro o prefeito, mais ele num queria receber a gente, falando que papeleiro num entrava lá dentro, que nós num tinha direito, que nós num tinha espaço lá dentro. Então, foi até na terceira passeata. Aí que eles resolvero aceitar a gente. Aí, fizemos discurso, falamos o que nós queira »*<sup>65</sup> (Freitas, 2005, p. 150).

#### 4.1.3.1 La loi organique

Déjà depuis 1989, les *catadores*, la *Pastoral de Rua*, de même que certains groupes environnementalistes qui défendaient le projet d'inclusion initié par les *catadores*, faisaient des pressions au sein de la préfecture de Belo Horizonte pour lui demander l'implantation d'un système de collecte sélective et revendiquer le fait que les matières collectées soient destinées à l'association de *catadores* alors en devenir,

---

<sup>65</sup> Traduction de l'auteur : « Oh ! La première fois que nous avons envahis la préfecture, la porte, nous sommes allés là revendiquer notre souveraineté, pour avoir le droit à un espace de travail à nous, pour l'amélioration de nos conditions de vie et, à cette époque, je ne me souviens pas du maire, mais il ne voulait nous recevoir, disant que les recycleurs de papier n'entraient pas ici, que nous n'avions pas le droit, qu'il n'y avait pas de place pour nous ici à l'intérieur. Alors, ce fut lors de la troisième manifestation. Ils se sont résolus à nous accepter. Ainsi, nous avons discuté et parlé de ce que nous voulions ».



l'Asmare (Freitas, 2005, p. 252). Cependant, le gouvernement qui était au pouvoir à l'époque était très réticent et refusait de rencontrer les *catadores* pour dialoguer avec eux. Après un certain temps et des efforts soutenus, les manifestations ont finalement commencé à porter fruit. Les *catadores* ont été invités à participer au premier séminaire portant sur la *Coleta Seletiva de Lixo de Belo Horizonte* (Collecte sélective de Belo Horizonte). Ces discussions entre les acteurs municipaux allaient par la suite mener à la création d'une loi, la *Lei Organica*.

Pour s'y rendre, ils ont marché collectivement. Ils sont partis de la *Casa do Trabalhador*, où ils avaient l'habitude de se réunir, et se sont rendus jusqu'à la Préfecture de Belo Horizonte pour participer à cet événement. Le slogan mis de l'avant par les *catadores* pour cette action, « *Coleta Seletiva : esse é o nosso Papel* », est très éloquent. Il s'agit d'un jeu de mots sur la double signification du mot *papel* en portugais, qui signifie à la fois rôle et papier. Ainsi, la collecte sélective, c'est notre rôle, clamaient-ils, en même temps qu'ils revendiquaient l'accès à leur matière première, le papier. Ce processus de mobilisation avait comme objectif d'éviter que la préfecture décide de confier à un tiers la collecte sélective (Dias, 2002, p. 61). C'étaient les autorités municipales qui avaient le mandat de la gestion des matières résiduelles. Il s'agissait donc d'un acteur primordial que les *catadores* devaient mobiliser (*Fórum Estadual Lixo & Cidadania*, 2011, p. 16).

C'était la première fois que les *catadores* avaient l'occasion de s'asseoir à la table de la Préfecture. Ils pouvaient enfin discuter et faire valoir l'importance de leur rôle pour l'environnement auprès de divers acteurs nationaux intéressés à la collecte sélective de déchets. Comme le mentionne Resende (1998, cité dans Freitas, 2005, p. 252), «

*era o primeiro sinal de um reconhecimento da cidadania de sujeitos antes relegados à margem da sociedade »<sup>66</sup>.*

La *Lei Organica do Município de Belo Horizonte* est entrée en vigueur en 1990. Suite à la signature de cette loi, la Ville a commencé l'implantation d'un système de collecte sélective qui se voulait destinée aux associations de *catadores*. Il s'agissait là d'un premier pas en direction d'un partenariat avec le pouvoir municipal. L'item VII de l'article 151 du Chapitre III donnait aux *catadores* un rôle d'agent prioritaire dans le service de nettoyage de la ville. « *A coleta e a comercialização dos materiais recicláveis serão feitas preferencialmente por meio de cooperativas de trabalho »<sup>67</sup>* (Freitas, 2005, p. 150 ; Freitas et Neves, 2008, p. 99). La *Lei Organica* demeure cependant une initiative très fermée (Entrevue avec Marislène). Elle ne donne pas pleinement la reconnaissance au travail de *catadores*. De plus, ce n'est qu'à partir de 1993 que la préfecture a pris réellement ses engagements auprès des associations de *catadores*.

#### 4.1.3.2 *O galpão* (le hangar)

À mesure que les *catadores* se construisaient une nouvelle identité, au travers de leur mobilisation et de leur organisation, il devenait de plus en plus important d'avoir un espace à eux, reconnu, pour exercer leur travail. En même temps que les *catadores* faisaient pression auprès du pouvoir public pour obtenir le droit de travailler, ils revendiquaient que leur travail puisse se faire dans des conditions dignes, c'est-à-dire d'avoir un endroit pour travailler muni d'infrastructures de bases (Freitas, 2005, p. 228). Cependant, le gouvernement en place à cette époque n'était pas ouvert à

<sup>66</sup> Traduction de l'auteur : « C'était le premier signal d'une reconnaissance de citoyenneté à des sujets qui étaient auparavant à la marge de la société ».

<sup>67</sup> Traduction de l'auteur : « La collecte et la commercialisation de matières recyclables seront faite préférentiellement par le biais de coopérative de travail ».

l'idée d'accorder un terrain aux *catadores*. Il considérait qu'il en avait déjà assez fait. Les *catadores* ont donc dû intensifier les mobilisations, continuer de manifester massivement devant la préfecture et augmenter la pression auprès du maire afin de le forcer à revoir sa position (Freitas, 2005, p. 229).

L'endroit où est aujourd'hui localisé le *galpão operacional* (hangar des opérations) de l'Asmare appartenait légalement à la compagnie de chemins de fer (*Rede Ferroviária*) jusqu'à la fin des années 1980 (Freitas, 2005, p. 226). Il s'agit d'un terrain de près de mille mètres carrés où se trouvaient des constructions abandonnées et en très mauvais état. L'endroit était couvert de déchets et les conditions d'hygiène plutôt précaires. De nombreux *catadores* occupaient l'espace pour trier les matières collectées et y avaient installé des tentes pour dormir. Cet espace servait à la fois de lieu de travail et de lieu pour habiter. Cet espace que les *catadores* occupaient depuis bien des années déjà a été le lieu revendiqué pour la construction du *galpão*. Comme le mentionnent Jacobi et Texeira (1997, cité dans Freitas, 2005, p. 227-228) « *as melhorias e a construção de uma infra-estrutura necessária para consolidar a Associação só poderiam ser feitas com a obtenção de garantias legais da posse do terreno* »<sup>68</sup>.

En occupant l'espace, les *catadores* voulaient réussir à obtenir le terrain sous la forme d'une donation, mais cela devait passer par des négociations entre la *Rede Ferroviária* et le pouvoir municipal. Suite à de fortes mobilisations, une entente intervient et les acteurs s'entendent pour la transformation de cet espace en un lieu de travail pour le *catadores*. En septembre 1992, la construction du *galpão* est terminée, ne comprenant cependant pas les infrastructures nécessaires. Il n'y avait pas d'eau, ni d'électricité et il manquait les équipements de bases nécessaires au fonctionnement

---

<sup>68</sup> Traduction de l'auteur : « l'amélioration et la construction d'une infrastructure nécessaire pour consolider l'Association pourra seulement se faire avec l'obtention de garanties légales de possession du terrain ».

des opérations de recyclage (Freitas, 2005, p. 229). Les *catadores* ont du continuer la lutte et manifester devant la compagnie d'alimentation en eau, la COPASA. D'autres manifestations ont été nécessaires afin d'obtenir l'électricité.

#### 4.1.3.3 Séparer travail et maison

En assemblée générale, les *catadores* ont élu une coordonnatrice qui avait comme mission de diriger les activités de l'Asmare. Avec l'aide d'entités partenaires, principalement la *Pastoral de Rua*, la coordonnatrice avait comme tâche de réaliser un travail de conscientisation auprès de familles afin leur faire comprendre que le local devait servir exclusivement au travail (Freitas, 2005, p. 233). Les *catadores* devaient établir une différence entre le lieu de travail et la maison. Cependant, pour la majorité d'entre eux, ce lieu servait autant pour y travailler que pour y habiter. Il faut comprendre que de nombreux *catadores* n'avaient pas de logement comme tel, ni les moyens de s'en procurer un. La seule alternative qui s'offrait à eux était de trouver des terrains abandonnés où ils pourraient y construire une maison. Appuyés par l'équipe de la *Pastoral de Rua*, ils sillonnaient la ville à la recherche d'un endroit pour s'installer et y ériger des « maisons » en bois. Suite à des recommandations, ils ont finalement décidé de choisir le *Bairro Novo São Lucas*. Cet endroit qui était totalement inhabité à ce moment est aujourd'hui l'une des favelas les plus peuplées de Belo Horizonte (Freitas, 2005, p. 233).

La construction de ces maisons a nécessité beaucoup de sacrifices, de volonté et de persistance. Heureusement, les *catadores* ont eu de nombreux appuis et ces appuis ont été fondamentaux (Freitas, 2005, p. 234). Puisqu'il s'agissait d'un endroit accidenté et qui pouvait comporter de hauts risques, ils ont eu besoin d'un ingénieur. Pour la construction des maisons et le choix du terrain, ils ont été accompagnés par un bienfaiteur qui leur a volontairement offert ses services. Le *Jocum* (*Jovens com*

*uma visão*), une organisation regroupant des jeunes venant de différents groupes religieux, a également apporté un fort soutien, principalement dans les moments de lutte et de résistance. Enfin, puisque les *catadores* n'avaient pas les ressources financières pour réaliser le projet, la *Cáritas Brasileira* leur est venue en aide en finançant les constructions. Il y a eu également une grande solidarité entre les *catadores*. Ils se sontentraîdés et ont tous participé activement au projet. Tous les efforts déployés, tant par les *catadores* que par ceux qui les ont appuyés, ont donné des résultats impressionnants, si bien, qu'en janvier 1993, toutes les maisons étaient construites.

#### 4.1.4 Solidarité

Pour obtenir le droit de travailler et d'avoir un espace à eux leur permettant d'exercer leur travail, les *catadores* ont manifesté conjointement durant des mois et des mois. En se côtoyant régulièrement et en revendiquant des droits communs, ils sont devenus plus solidaires. Comme le souligne Kemp (2008, p. 35), c'est à partir du moment où les *catadores* ont entamé les luttes et les actions de résistance que les liens sociaux ont réellement commencé à se développer et à se solidifier au sein du groupe. C'est en manifestant sous la forme d'un groupe uni et soudé et en revendiquant des droits collectifs que les *catadores* ont vu les résultats de ce qu'une organisation pouvait leur donner. De plus, les *catadores* ont continué à organiser de nombreuses fêtes dans leur nouveau *galpão*. Les baptêmes, qui se faisaient souvent à l'intérieur même du *galpão*, constituaient l'une des célébrations les plus importantes. Durant des mois, les *catadores* s'impliquaient et participaient à la préparation de ces événements. C'est dans ces moments que se développaient des liens sociaux plus forts entre les membres et que se créait un sentiment d'unité (Entrevue avec Marislène).



Un rapprochement s'est également fait entre les *catadores* et les autorités municipales. Pour ces deux acteurs pourtant si différents, la construction du *galpão* s'avérait finalement une solution positive autant pour l'un que pour l'autre (Freitas, 2005, p. 225). Du côté des *catadores*, la conquête d'un espace de travail leur a apporté la sécurité et la fierté d'avoir un espace à eux où ils peuvent exercer leur travail. Pour les autorités municipales, cela est venu régler, en partie, les problèmes liés à l'occupation illégale et irrégulière des terrains et des immeubles abandonnés se trouvant dans la région centrale de la ville. Les *catadores*, ayant dorénavant un espace pour travailler, n'ont plus à trier les matières sur les trottoirs de la ville et « salir la ville », ce qui dérangeait énormément les autorités municipales, les commerçants et la société. Il va sans dire qu'avec la *Lei Organica* et la construction du *galpão*, la relation s'est nettement améliorée entre les *catadores* et les autorités municipales.

#### 4.1.5 Une nouvelle conscience territoriale

L'effet structurant de l'initiative locale débouche ainsi sur une nouvelle conscience territoriale. Ainsi, sur le lieu même traditionnellement occupé par les *catadores*, (le *contorno* et le *rio Arrudas*) duquel on a tenté de les extirper par la répression, a été aménagé un hangar (le *galpão*) afin qu'ils puissent entreposer leurs matières et exercer leurs activités de tri. L'occupation de cet espace revêt une importance significative. Comme le mentionne Dona Geralda, les *catadores* s'étaient installés à cet endroit il y a de nombreuses années, « *aqui o lugar que estamos hoje, meia de 80, tinha uma perseguição muito forte sobre os catadores. Você está entendendo ? Ai os catador ocupou essa área aqui para morar e triar o material, tá* »<sup>69</sup> (Entrevue avec Dona Geralda). En étant situé au centre de la ville et près du Rio Arrudas, donc à une

---

<sup>69</sup> Traduction de l'auteur : « ici, dans le lieu où nous sommes aujourd'hui, au milieu des années 80, il y avait une persécution très forte. Tu comprends ? Ici les *catadores* ont occupé l'espace pour y habiter et trier les matières ».

altitude plus basse, l'emplacement facilite leur travail. Les *catadores* ne pouvaient pas se permettre d'être relocalisés ailleurs, loin de leurs matières premières. Ils avaient un véritable sentiment d'appartenance pour cet espace et il était important pour eux que leur travail s'effectue à cet endroit.

Lorsque le gouvernement municipal accepta de transformer l'espace en un hangar pour les *catadores*, il leur demanda de quitter les lieux (Entrevue avec Marislène). La mairie voulait fermer l'accès à cet endroit en le bétonnant. Cependant, les *catadores* éprouvaient encore une certaine méfiance envers le gouvernement municipal et ils ont insisté pour rester sur place afin de participer à la construction. Ils avaient peur que ce ne soit qu'une stratégie d'expulsion, une manigance destinée à obtenir leur départ en faisant miroiter la construction d'un abri. Ayant été marqués par des années de répression, ils craignaient qu'il s'agisse d'une ruse de la part du gouvernement pour enfin arriver à éloigner les *catadores* du centre de la ville. Le territoire en question devient ainsi un véritable lieu d'appartenance, voire de résistance. La ville leur laisse finalement le droit de rester sur place durant la construction. Ils occupent ainsi le lieu de façon légale, et ce, pour la première fois de leur histoire. Leur légitimité est dès lors acquise.

Pour les *catadores*, le *galpão* demeure jusqu'à aujourd'hui une source de fierté. Cet espace de travail leur a donné enfin une sécurité. La police n'avait plus le droit d'entrer et de leur prendre les matières qu'ils avaient durement collectées. Ils pouvaient dorénavant dire qu'ils avaient un espace à eux, « *um espaço nosso* » (Freitas et Neves, 2008, p. 102). Il s'agit d'un lieu qui possède un nom et une adresse, c'est n'est plus un espace public tel que la Praça Sete. Cependant, cette victoire a nécessité beaucoup d'efforts et une forte mobilisation. Dona Geralda, en parlant du

premier *galpão* qui a été construit, relate que « *foi com muito luta, passeata na rua, e na porta da prefeitura. Reinvidicação* »<sup>70</sup> (Entrevue avec Dona Geralda).

#### 4.1.6 *Empowerment* : l'effet structurant de l'initiative locale

La période 1990-1992 a été très difficile pour les *catadores* de l'Asmare. Ils ont du lutter et manifester avec acharnement pour parvenir à des petites victoires hautement significatives. Avec l'aide de la *Pastoral de Rua* qui a joué le rôle d'un leader, les *catadores* se sont mobilisés et ont mené une action collective pour mobiliser les ressources nécessaires au développement de leur projet. Malgré la réticence des détenteurs du pouvoir, les *catadores* ont su, en multipliant les mobilisations, réussir à amorcer un dialogue avec ceux-ci. Lors de ces discussions, ils ont démontré la légitimité de leurs demandes. La *Lei Organica* symbolise une première reconnaissance pour les travailleurs associés. Il s'agit là d'un petit pas vers la formalisation de leur travail, de même qu'un premier compromis avec les autorités municipales qui auparavant n'utilisaient que la répression. Les *catadores* membres de l'association sont dorénavant des parties prenantes prioritaires dans la chaîne de production du recyclage. Cependant, il faut reconnaître que la *Lei Organica* demeure une loi très fermée et très peu appliquée.

La reconversion du terrain situé au 10 555 de l'Avenida do Contorno en un espace de travail pour les *catadores* de l'Asmare est une victoire importante. Ils ne sont plus persécutés par les autorités municipales et la police puisqu'ils ont réussi à obtenir un espace à eux, un espace où ils peuvent effectuer leur travail en toute sécurité. Malgré le fait qu'il n'est toujours pas muni des infrastructures de base, cet espace leur procure une grande fierté. Ils commencent tranquillement à se faire une place dans la

---

<sup>70</sup> Traduction de l'auteur : « Ça a été avec beaucoup de luttes, de manifestations dans la rue et devant la porte de la préfecture. Revendications ».

société et occupent légalement un espace dans la ville qui leur appartient. De plus, avec la mobilisation menée au cours de cette période, la solidarité entre les membres et l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes ils se sont solidifiés en tant que mouvement.

L'initiative locale développée par les *catadores* leur a permis d'acquérir une capacité institutionnelle. Malgré une certaine réticence toujours présente de la part du gouvernement municipal en place, on peut dorénavant parler d'une action conjointe des acteurs socio-économiques locaux, au sein desquels les *catadores* constituent une instance sur laquelle le pouvoir municipal doit compter. Le sentiment d'appartenance au territoire local qui s'est développé et les résultats tangibles générés par la concertation des acteurs de la communauté ont permis l'*empowerment* des *catadores*. Fort de ce capital social acquis au cours de ces premières années de lutte, ils ont pu ainsi se fixer de nouveaux objectifs.

#### 4.2 Deuxième phase de l'initiative locale

L'année 1993 constitue un véritable tournant pour les *catadores* de l'Asmare. Pour aller de l'avant, les *catadores* avaient besoin d'un réseau plus large d'appuis (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 74-76). Il était nécessaire de développer de relations plus étroites avec les ONG incluant les groupes qui appuient les *catadores* ainsi qu'avec la municipalité. Le changement de parti au pouvoir à la tête de la Ville de Belo Horizonte a permis de créer un environnement plus favorable à la collaboration avec les *catadores* (Jacobi & Teixeira In. Freitas, 2005, p. 246). Le 1<sup>er</sup> janvier 1993, Patrus Ananias, issu de la coalition « *Frente BH Popular* », liée au Parti des Travailleurs, prend les commandes de la Ville. Immédiatement, les choses commencent à changer. En effet, le 29 décembre 1992, une entente formelle de partenariat (*convenio*) entre les *catadores* et les acteurs municipaux est signée.



#### 4.2.1 *O convenio* : une entente entre les *catadores* et la Préfecture de Belo Horizonte

L'entente institue un partenariat officiel entre : la Ville de Belo Horizonte, représentée par la *Superintendência de Limpeza Urbana* (SLU), la *Mitra Arquidiocesana*, l'instance juridique de l'Église Catholique, représentée par la *Pastoral de Rua*, et l'Asmare. Au terme de ce *convenio*, la Ville a le mandat de créer les conditions nécessaires au bon fonctionnement de l'Asmare. Pour ce faire, elle doit assurer les ressources financières afin de garantir les infrastructures nécessaires à l'Asmare, rendre adéquate la collecte sélective selon les directives mises en place par la *Lei Orgânica do Município* de 1990, offrir un appui technico-professionnel afin de développer l'*empowerment* de *catadores* par le biais de la *Secretaria de Desenvolvimento Social* (Secrétariat du développement social) et assurer, via la SLU, l'approvisionnement de papier, de carton et des autres matières recyclables (Freitas, 2005, p. 247; Freitas et Neves, 2008, p. 99). De plus, la Ville s'engage à favoriser l'amélioration des relations entre les *catadores* et la population de Belo Horizonte en faisant voir l'importance du service qu'ils rendent de même que les bénéfices économiques et environnementaux de leur travail pour la société.

**Figure 4.3** Signature du *convenio*, 29 décembre 1992



Source : Archive de l'INSEA



L'Asmare a reçu, quant à elle, le mandat de promouvoir la collecte sélective, organiser les travailleurs, établir des méthodes de travail et assurer toutes les étapes du recyclage. Elle se doit de :

*« promover a coleta seletiva de materiais, mediante organização dos catadores e o estabelecimento de criterios de trabalho ; administrar, comercializar e desenvolver o trabalho operacional ; prensar, estocar e vender os produtos reciclaveis ; manter e conservar os espaços de armazenagem »*<sup>71</sup> (Freitas, 2005, p. 247 ; Freitas et Neves, 2008, p. 101).

Quant à la *Mitra Arquidiocesana* et la *Pastoral de Rua*, elles devaient voir au succès de l'entente. En apportant un appui dans la démarche de l'Asmare, elles s'assurent que celle-ci respecte toutes ses obligations.

Cette entente permet de transformer l'Asmare en un modèle d'organisation populaire viable où la création d'emploi, de rente, de réinsertion sociale et de développement humain deviennent des objectifs réalisables (Corragio, 1994, Cité dans Freitas, 2005, p. 250).

#### 4.2.1.1 Changement dans les relations

L'arrivée au pouvoir de la coalition *Frente BH Popular* et de Patrus Ananias a considérablement changé les relations entre le pouvoir municipal et les *catadores*. Contrairement aux administrations précédentes, l'administration de Patrus Ananias était à l'écoute des *catadores*. Avec l'administration antérieure, celle d'Eduardo Azeredo, le dialogue était nettement plus difficile. Les *catadores* avaient de la

---

<sup>71</sup> Traduction de l'auteur : « promouvoir la collecte sélective de matériaux, moyennant l'organisation des *catadores* et l'établissement de critères de travail ; administrer, commercialiser et développer le travail opérationnel ; presser, emmagasiner et vendre les produits recyclables, maintenir et conserver les espaces de rangement ».

difficulté à entrer à la mairie et parler avec le maire. Ils ont dû manifester, crier, faire de la pression et persister afin d'avoir un hangar (*le galpão*) pour travailler. Après avoir accordé le hangar aux *catadores*, le gouvernement municipal sentait qu'il n'avait plus de compte à leur rendre. Patrus Ananias, quant à lui, a essayé de mieux les connaître : savoir comment ils travaillaient, où ils habitaient. Avec le nouveau parti au pouvoir, les portes de la mairie se sont ouvertes pour les *catadores*. Il y avait une ouverture pour le dialogue, l'écoute, la communication. Comme le dit Dona Geralda lors d'une entrevue réalisée en 1993, Patrus Ananias « *tratou nós com carinho pra conversar com a gente, pra conseguir esse galpão e o da Itambé. Então, um foi o que chegava com fiscal e o outro o que chegava querendo saber a história, porque a gente tava catando papel, quantos filhos tinha, quantos anos catava papel. Foi uma mudança muito grande na nossa vida !* »<sup>72</sup> (Cité dans Freitas, 2005, p. 255). La relation s'est améliorée à un point tel que Dona Geralda considère Patrus Ananias, non pas comme un partenaire, mais plutôt comme un allié. Aux yeux des autorités municipales, les *catadores* sont passés du statut d'ennemi à la propreté urbaine à celui de partenaire prioritaire (Dias, 2002, p. 62).

Afin de bien cerner la réalité des *catadores* et de trouver un modèle de collecte sélective efficace autant en termes de propreté urbaine qu'en termes de développement social, une étude auprès de 411 *catadores* a été menée en 1993 (Dias, 2002, 78-79). Cette étude a permis de poser un diagnostic plus détaillé sur la complexité de l'univers socio-économique et culturel des *catadores* en plus de contribuer à l'élaboration de futures politiques publiques portant sur les résidus solides. Au terme de cette étude, la SLU tente une nouvelle expérience de collecte sélective en installant des points de collecte sélective à cinq endroits. Ils comprenaient un groupe de quatre conteneurs de grandeur identique, mais de couleur

<sup>72</sup> Traduction de l'auteur : « nous traitait avec tendresse pour converser avec nous, pour réussir ce hangar et celui de Itambé. Alors, un [maire] qui venait avec le fisc et l'autre qui venait en voulant savoir notre histoire, pourquoi on récupérait le papier, combien de fils nous avions, depuis combien d'année nous récupérions le papier. Ça a été un très grand changement dans notre vie ».

différente où chaque couleur est associée à un type de matériel ; le bleu pour le papier, le rouge pour le plastique, le vert pour la vitre et le jaune pour le métal. Ces points étaient appelés *Local de Entrega Voluntária* (LEV).

#### 4.2.2 Un réseau de partenaires, de nouveaux acteurs...

La force de négociation que les *catadores* ont acquise grâce à leur expression collective et l'entente signée avec le pouvoir public a permis à l'Asmare d'établir un important réseau de partenariat. Les entités municipales collaborent avec eux sur divers fronts. Certaines s'assurent que les politiques publiques en lien avec les services de propreté urbaine, de traitement et de destination des résidus de Belo Horizonte se développent en incluant les *catadores*. Il y en a qui mettent en place des activités visant à améliorer les compétences technico-opérationnelles des *catadores* alors que d'autres développent des projets axés sur le développement de la citoyenneté et l'amélioration de la qualité de vie de ces travailleurs.

Selon les *catadores*, un acteur a été très important dans le processus qui a permis leur légitimisation : la SLU. Plus précisément, ils font référence à la directrice de la SLU, Eliana Kátia (Freitas, 2005, p. 254). Cette dernière a su être à l'écoute et a tenté de comprendre les besoins de ce groupe. Elle a également beaucoup aidé à mettre en place des conditions gagnantes pour que les *catadores* puissent exercer leurs droits civiques et politiques tout en les orientant dans leur lutte pour leurs droits sociaux. L'équipe de la SLU a donné un fort appui technique aux *catadores*. Outre le fait que l'entente leur permettait d'être inclus dans le processus de collecte sélective, les *catadores* obtenaient un appui en termes de logistique. En effet, à l'issue de l'accord, des fonctionnaires qui avaient le rôle de coordonnateurs se sont joints à l'équipe de l'Asmare afin de les aider à rendre leur entreprise plus performante. Payés par la municipalité, les coordonnateurs fonctionnaires de l'Asmare fournissaient leur

expertise, tout en étant à l'écoute des *catadores*, ce qui permettait ainsi d'assurer le bon fonctionnement de l'association.

Cido a été coordonnateur de l'Asmare durant près d'une vingtaine d'années. Il relate que lorsqu'il a commencé son travail auprès des *catadores*, les fonctionnaires tentaient d'exiger certaines normes, notamment en ce qui concerne les équipements de protection individuelle ou bien les notions de rangement, de propreté (Entrevue avec Cido). Ils se sont vite rendus compte que pour les *catadores*, ces mesures étaient synonymes d'oppression. Ces derniers venant d'un autre milieu, les fonctionnaires ne pouvaient pas imposer le port des gants ou de bottes, ils se devaient d'être à l'écoute des *catadores* et de respecter leurs méthodes de travail. Ce fut donc un travail d'adaptation de part et d'autre qui au final a su garder l'unité et la solidarité au sein du groupe (Entrevue avec Cido).

L'organisation *Cáritas* avait, comme nous l'avons mentionné plus tôt, appuyé les *catadores* en finançant une grande partie du premier projet de développement résidentiel. Cependant, son implication va bien au-delà de ce projet. En fait, cet organisme à but caritatif travaille en partenariat avec la *Pastoral de Rua* et les *catadores* depuis les débuts de l'association. La *Cáritas* a été un partenaire important autant pour la construction du premier hangar que des autres hangars qui se sont ajoutés par la suite. C'est notamment cet organisme qui a permis l'acquisition de presses, d'outils très coûteux, mais essentiels pour que les *catadores* puissent faire les ballots (Entrevue avec Dona Geralda). Outre la *Cáritas*, d'autres organisations religieuses ayant une vocation caritative sont venues aider et fournir des ressources à l'Asmare. Parmi celles-ci on peut nommer *Adveniat* et *Miserior* (Entrevue avec Gladston). Toutes ces organisations ont, par leur appui tant financier qu'organisationnel, permis d'améliorer grandement les conditions de travail des *catadores* de l'Asmare.

Les *catadores* ont également réussi à créer des partenariats avec le secteur privé (Freitas, 2005, p. 260). L'*Instituto Marista de Solidariedade* proposait des actions pédagogiques telles que des cours d'alphabétisation aux *catadores* et plusieurs autres activités destinées aux enfants de ces derniers. Le *Sindicato dos Estabelecimentos de Ensino Particular* (SINEP) et *Asas Promoções* organisaient conjointement des activités socio-éducatives axées sur la promotion sociale et la préservation de l'environnement. L'*Unicentro de Newton de Paiva* s'est également impliqué dans le projet en offrant une aide permettant le renforcement scolaire des enfants de *catadores* en plus de mener des recherches afin d'évaluer la rentabilité économique du recyclage.

Des partenariats se sont aussi établis au niveau international (Freitas, 2005, p. 260). En 1995, l'Asmare a reçu l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Celui-ci s'est engagé, via le *Program Life*, à garantir à l'association l'acquisition d'équipement en plus de lui donner une visibilité internationale en diffusant l'expérience de leur action collective. La *Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti* (COPSE) a elle aussi contribué au rayonnement international de l'Asmare. Elle a également fourni des ressources afin d'améliorer les secteurs opérationnel et administratif de l'association. Enfin, la *Fundação Interamericana* a quant à elle financé des projets pour le développement de la collecte sélective et donné des cours de formation aux *catadores*. L'entente entre l'Asmare et la *Fundação Interamericana*, signée en 1999, a notamment permis d'implanter 200 nouveaux conteneurs donnant naissance à 40 nouveaux points de collecte sélective (LEVs) dans la ville de Belo Horizonte (Dias, 2002, p. 84-85).

Tous les partenariats que l'Asmare a réussi à créer grâce à leurs actions collectives revêtent une importance significative. Ils auront grandement servi à renforcer les compétences techniques de ces travailleurs et à leur permettre d'acquérir les équipements nécessaires, alors qu'ils n'avaient aucunement les fonds leur permettant



d'y avoir accès. Certains partenaires leur ont donné la chance de développer un savoir-faire en terme d'entrepreneuriat, c'est-à-dire leur enseigner comment gérer une entreprise d'économie sociale rentable et efficace. En plus d'avoir des cours leur permettant de développer un profil d'entrepreneur, les *catadores* suivaient des cours sur les notions de coopération afin de ne pas perdre de vue l'essence même de leur initiative, la réinsertion sociale (Dias, 2002, p. 84).

Les *catadores* ont eu droit à des cours d'alphabétisation et des cours de formation pour développer leur capital humain. Les cours de formation ont été si importants pour le développement de l'Asmare qu'à partir de 1996, ils sont devenus obligatoires pour les nouveaux membres voulant faire partie de l'association (Dias, 2002, p. 93).

Outre les nombreuses victoires décrites plus tôt, l'entente avec la Ville de Belo Horizonte a permis aux *catadores* d'avoir un uniforme pour travailler. Le fait de vêtir un uniforme revêt une grande signification pour eux. Il s'agit en sorte d'un symbole de reconnaissance pour leur travail. C'est le symbole d'une organisation de travailleurs dorénavant identifiable et visible aux yeux de tous. En revêtant l'uniforme, les *catadores* s'identifient comme des travailleurs organisés, des sujets collectifs qui ont tant lutté pour être reconnus.

#### 4.2.3 Deux nouveaux *galpões*

Le hangar situé sur l'Avenida do Contorno a constitué une grande victoire pour les *catadores* de l'Asmare. Cependant, pour des nombreux *catadores* qui travaillaient à d'autres endroits dans la ville, il était trop loin. Ne pouvant s'y rendre facilement avec les matières collectées, ils continuaient de trier les matières sur les trottoirs de la ville. La mairie a cédé deux locaux additionnels et assuré les frais de loyer à l'Asmare pour qu'elle puisse s'en servir à titre d'hangars (Freitas, 2005, p. 254-256). L'un des

hangars était situé sur la Rua Curitiba et servait aux *catadores* qui travaillaient près de la région de Savassi au Sud de la ville. Il s'agissait d'un local de 3 200 m<sup>2</sup> complètement équipé et qui incluait les infrastructures suivantes : presses, balances, salles de bain, cuisine, espace collectif pour les réunions et boîtes pour le triage. Ce premier hangar additionnel, inauguré en juin 1994, a permis d'éliminer 46 points de triages informels en plus de fournir un espace de travail pour 85 *catadores* (Dias, 2002, p. 81). Un deuxième hangar, situé sur la Rua Itambé, a été inauguré en juin 1996 et comprenait également toutes les infrastructures nécessaires à son fonctionnement. Il permettait de faciliter le travail des *catadores* collectant les matières dans les quartiers Floresta et Santa Efigênia, deux quartiers situés à l'Est, à cheval entre le centre de la ville planifiée et l'extérieur. De plus, en juin de cette même année, la SLU a agrandi de 600m<sup>2</sup> le hangar original de l'Avenida do Contorno permettant d'intégrer un plus grand nombre de *catadores* travaillant dans le quartier Lagoinha (Dias, 2002, p. 81).

**Figure 4.4** L'Asmare, le *galpão* de l'Avenida do Contorno



Source : Banque personnelle de Nicholas Chatelain Lussier, 2011

En ayant dorénavant trois *galpões*, les *catadores* de l'Asmare voyaient leur travail facilité. De plus, en étant situés à plusieurs endroits dans la ville, ils commençaient à étendre leur ancrage territorial. Ne travaillant plus sur les trottoirs de la ville, mais plutôt dans un lieu de travail officiel et formel, ils gagnaient en termes de reconnaissance et de formalisation de leur travail. Les autorités municipales étaient également gagnantes puisque cela augmentait la propreté publique tout en donnant une visibilité et une image nettement plus positive de la ville (Freitas, 2005, p. 256).

L'arrivée de la collecte sélective mécanisée a apporté un nouveau type de travailleur au sein de l'Asmare, le trieur (*triador*). En effet, puisque la SLU acheminait par camion les matières recyclables collectées auprès de l'association, cette dernière se devait de les trier. Les activités de triage ont eu de nombreux bénéfices pour l'Asmare. Le triage permet de fournir du travail aux membres rendus trop âgés ou avec des problèmes de santé les empêchant de continuer à collecter les matières recyclables dans les rues (Dias, 2002, p. 83). L'implantation d'une collecte mécanisée ne veut pas dire pour autant que la collecte à traction humaine, c'est-à-dire avec les *carrinhos*, ait été délaissée. Les *catadores* tenaient à conserver ce type de collecte, notamment puisque c'est de cette façon qu'ils avaient toujours procédé et également puisqu'ils s'identifient à cet outil et à cette technique de travail (Entrevue avec Cido).

La mécanisation de la collecte a nécessité une réorganisation profonde au sein de l'association. Dans un premier lieu, le hangar situé sur l'Avenida do Contorno, le hangar principal de l'Asmare, a dû être réaménagé puisqu'il devenait exclusif au tri de matières provenant des LEVs. Les autres continuaient à traiter les matières collectées par les *catadores* travaillant avec les *carrinhos*. Deuxièmement, la compétition dans le marché du recyclage, qui était en forte croissance à cette époque, a obligé l'Asmare à réorganiser son administration interne afin de devenir plus compétitive autant au niveau des processus productifs que de la collecte (Dias, 2002, p. 83). C'est notamment dans cette optique que l'Asmare a mis en place un système



de collecte mécanisée où elle-même fait la collecte à l'aide d'un camion. Ce sont les ressources monétaires établies par l'entente avec la Ville qui ont permis à l'Asmare de se procurer un camion et ainsi devenir plus compétitive dans le domaine de la collecte de matières recyclables. Ces nouvelles méthodes de travail ont été mises en place graduellement pour que les *catadores* aient le temps de s'adapter et qu'ils puissent acquérir les connaissances transmises par l'équipe technique de la SLU (Dias, 2002, p. 83).

**Figure 4.5**

Acheminement de matières par un camion de la SLU au *galpão* de la Rua Itaiutaba



Source : Banque personnelle de Nicholas Chatelain Lussier, 2011

#### 4.2.4 Un statut renforcé

Les *catadores* ont beaucoup gagné au cours de cette période des années 1990. Ils ont acquis des lieux pour travailler. Ils portent des uniformes leur permettant d'être

identifiés comme des travailleurs. Ils n'habitent plus dans la rue, ils ont un endroit pour se laver, se reposer et surtout faire une différence entre le lieu de résidence et le lieu de travail. Ils ne sont plus persécutés par les autorités municipales, mais travaillent en concert avec eux. Une entente formelle a été signée, permettant ainsi de garantir ce partenariat. La SLU leur fournit des matières recyclables dont elle assure la cueillette afin qu'ils puissent procéder au tri. Ils font maintenant officiellement partie intégrante de la structure de collecte de matières recyclables. Non seulement leur travail jouit d'une plus grande reconnaissance, mais on réorganise les façons de faire afin d'élargir leur action.

De plus, de nombreux acteurs participent maintenant au développement de cette entreprise d'économie sociale. Auparavant limités aux rebuts qu'ils trouvaient sur leur chemin, on fournit maintenant aux *catadores* leur « matière première ». Ils peuvent maintenant agir en tant qu'intermédiaire, dans un processus formel. De plus, leur opinion est dorénavant prise en compte dans les processus de décisions des politiques de gestion des matières résiduelles.

Malgré toutes ces victoires, les *catadores* ne peuvent toujours pas parler d'une citoyenneté pleinement retrouvée. Certes, ils ont conquis des droits, ils ont une plus grande estime d'eux-mêmes et leur travail a gagné en valeur, mais leur nouvelle identité demeure tout de même fragile. Le temps qu'ils ont passé dans une situation d'exclusion et de non-droits est nettement plus élevé que le temps vécu avec une reconnaissance sociale (Freitas, 2005, p. 263). Les stigmates de la persécution dont ils ont souffert demeurent encore très présents. Ne pouvant ainsi dire que leur nouvelle identité et leur citoyenneté soient complètement consolidées, ils se doivent de continuer à lutter et à les construire.



#### 4.3 Luites et victoires subséquentes

Au terme du mandat de Patrus Ananias et de son gouvernement populaire, les relations se sont mises à changer entre l'Asmare et les autorités municipales. La complicité qui s'était développée entre les deux acteurs s'est tarie. En 1997, la venue au pouvoir d'un gouvernement mené par un parti politique de droite le PSB/PMDB a été un dur coup pour l'Asmare. La mairie soutenait que l'Asmare était prête à plus d'autonomie et que son aide n'était plus aussi nécessaire. De plus, vers la fin des années 1990, la *Pastoral de Rua* commence à réduire son implication directe avec l'Asmare. Son travail de mobilisation auprès des *catadores* avait porté fruit et l'institutionnalisation de l'Asmare s'était renforcée au cours des années. L'association s'appuyait maintenant sur des bases solides. Sans délaisser totalement son travail avec l'Asmare, la *Pastoral de Rua* tourna ses efforts vers d'autres groupes. La *Pastoral* en était en quelque sorte arrivée au terme de la mission qu'elle s'était donnée au départ (Entrevue avec Gladston). Puisque l'Asmare avait en quelque sorte réussi, la *Pastoral de Rua* a réorienté son travail vers des groupes qui eux demeuraient exclus.

Suite à la diminution de l'implication de la *Pastoral de Rua*, c'est l'*Instituto Nenuca de Desenvolvimento Sustentável* (INSEA) qui, avec de nombreux autres partenaires, a pris le relais auprès des *catadores*. Créée à Belo Horizonte en 2001, l'INSEA est une organisation non gouvernementale et sans but lucratif qui se charge d'accompagner les associations de *catadores* dans leurs processus d'organisation. Sa mission principale consiste à favoriser l'inclusion productive des *catadores* en situation d'itinérance par le biais de la création d'emploi tout en encourageant la reconnaissance de ceux-ci comme des travailleurs citoyens et des agents environnementaux. Comme le souligne Marislène, l'orientation de l'INSEA touche autant le domaine du social que le domaine de l'environnement (Entrevue avec Marislène).

La fin des années 1990 s'avère un autre tournant pour l'Asmare. Son expérience a démontré la faisabilité du projet. Cependant, nous ne pouvons pas dire que la lutte est gagnée. Pour renforcer ses acquis, le mouvement des *catadores* se lance vers des actions d'une plus grande ampleur et agrandit ses horizons de lutte. Les mobilisations dépassent l'échelle municipale et des actions sont mises en place tant au niveau de l'État du Minas Gerais qu'au niveau du Fédéral.

#### 4.3.1 Le Forum Déchets et Citoyenneté

L'arrivée de l'UNICEF, sensibilisé par la question du travail infantile dans les dépotoirs à ciel ouvert, a amené un nouveau souffle au mouvement des *catadores*. Par l'initiative des Nations Unies, cet organisme reconnu internationalement, le Forum Déchets et Citoyenneté (*Fórum Lixo & Cidadania*) est créé en 1998. Il s'agit en fait d'une instance permettant la participation de divers acteurs impliqués dans la gestion des matières résiduelles. Il permet de réunir et de favoriser le dialogue entre les *catadores*, divers paliers de gouvernement (municipal, étatique et fédéral), différents secteurs de la société, des ONGs, des entreprises ainsi que des groupes de professionnels. L'un des intérêts du *Fórum* est d'en arriver à formuler des politiques publiques sur les résidus solides qui favorisent l'inclusion d'association et de coopératives de *catadores* (Dias et Matos, 2008). Sous le slogan « *Criança no Lixo, Nunca Mais* »<sup>73</sup>, les entités présentes au *Fórum* en sont venues à proposer un programme axé sur trois objectifs principaux<sup>74</sup> :

- 1) Retirer tous les enfants et adolescents du travail en lien avec les déchets autant dans les dépotoirs que dans les rues et promouvoir leur inclusion éducationnelle ;

<sup>73</sup> « Les enfants dans les déchets, plus jamais ».

<sup>74</sup> [www.lixoecidadania.org.br](http://www.lixoecidadania.org.br)

- 2) Promouvoir l'inclusion sociale et économique des *catadores* de matières recyclables, spécialement par l'appui à son organisation et à des programmes de collecte sélective ;
- 3) Éradiquer les dépotoirs à ciel ouvert, implanter des systèmes de gestion intégrée et durable des résidus solides, avec la participation de tous ceux qui sont impliqués, spécialement les *catadores*.

Les termes *lixo* et *cidadania* signifiant déchet et citoyenneté permettent d'envisager la lutte pour la citoyenneté à partir de la collecte de matières recyclables. Comme le souligne Dias (Dias et Matos, 2008, p. 249), « *da década de 1980 para cá, a gestão de resíduos sólidos no Brasil passou a ser associada aos processos de construção da cidadania* »<sup>75</sup>. En fait, en fondant leurs revendications sur l'obtention d'un statut d'agents environnementaux, les *catadores* revendiquent la reconnaissance de leur apport au niveau de la gestion des matières résiduelles tout comme la reconnaissance de leur profession. La citoyenneté retrouvée passe par la reconnaissance de leur travail pour l'environnement.

Le *Fórum Lixo & Cidadania* s'articule sous la forme d'un réseau de forums qui est implanté presque partout au pays. Aujourd'hui, la plupart des États du Brésil tiennent un forum. Les forums ont également été mis en place dans de nombreuses municipalités. Les *Fóruns*, en plus d'être des lieux de rencontre et de dialogue, réalisent de nombreuses études et publient une série de documents. Sans être munis d'un réel pouvoir institutionnel et d'une capacité exécutive, ils permettent tout de même d'établir les lignes directrices de futures politiques publiques. Celles-ci, discutées lors des *Fóruns*, sont transmises et progressivement adoptées par le gouvernement fédéral et les gouvernements des États du Brésil (Dias et Matos, 2008,

---

<sup>75</sup> Traduction de l'auteur : « de la décennie 1980 jusqu'à aujourd'hui, la gestion des résidus solides au Brésil est devenue associée aux processus de construction de la citoyenneté ».

p. 260). Lorsque les acteurs publics s'impliquent activement dans cette expérience, beaucoup d'avancement peut être fait en terme de reconnaissance juridique pour les *catadores*.

#### 4.3.2 La naissance d'un mouvement national

Avec l'expérience acquise par l'Asmare, son implication devient importante dans le processus de l'élargissement de l'organisation des *catadores*. Dès 1999, l'Asmare, appuyée par la *Pastoral de Rua*, lance un projet pilote de consultation ayant comme objectif l'éradication du travail infantile dans les dépotoirs à ciel ouvert (Dias, 2002, p. 165-166). Ce projet, faisant partie du *Programa Lixo & Cidadania*, permet aux *catadores* de l'Asmare d'intervenir auprès de ceux des municipalités de Brumadinho et d'Ibirité ainsi que de l'ensemble de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte. Le projet s'est rapidement étendu, regroupant 14 municipalités l'année suivante et 33 en 2001. Ces consultations permettaient de sensibiliser et de rassembler les acteurs locaux (société civile, autorités municipales et entreprises privées), d'établir un diagnostic de la réalité locale, de réaliser des séminaires et des forums portant sur la gestion des résidus solides afin d'en arriver à proposer des solutions (Dias, 2002, p. 166). Cette initiative lancée par l'Asmare a mené tranquillement au développement d'un réseau régional de *catadores*.

Le mouvement, maintenant élargi, donne aux *catadores* une plus grande force de négociation dans les débats sur les politiques publiques qui les impliquent. Le travail de l'Asmare, en plus de s'élargir au niveau régional, commence à impliquer un autre groupe d'exclus, la population en situation de rue. C'est sur ce point que la *Pastoral de Rua* reste en lien avec l'association de *catadores*. Le mouvement mis en place à Belo Horizonte en 1999 a mené à la réalisation du premier *Congresso Nacional dos Catadores de Papel* et de la première *Marcha da População de Rua*. Ces deux

événements, réalisés conjointement, se sont tenus à Brasília du 4 au 7 juin 2001. Organisé par le *Fórum Nacional de Estudos sobre a População de Rua*, l'évènement a rassemblé de nombreuses organisations telles que la COOPAMARE, l'Asmare, la *Pastoral de Rua de Belo Horizonte*, la *Cáritas Brasileira*, l'*Organização do Auxílio Fraterno*, la *Federação das Associações dos Recicladores de Resíduos Sólidos do Rio Grande do Sul* (Dias, 2002). Au terme de cette rencontre historique, la Charte de Brasília (*Carta de Brasília*) a été adoptée. Il s'agit d'un document regroupant de nombreuses propositions s'adressant aux autorités politiques. Les *catadores* ajoutent au bas de la *Carta de Brasília* « *Pelo fim dos lixões ! Reciclagem feito pelos catadores, já !* »<sup>76</sup>.

Cet évènement, qui rassemble près de 1 700 *catadores* venus de partout au Brésil, a donné naissance au *Movimento Nacional de Catadores de Reciclaveis* (MNCR). Depuis quelques années déjà, la lutte pour les droits des *catadores* se faisait très active dans plusieurs régions du Brésil. Elle venait maintenant de s'organiser au niveau national. Les *catadores* du Brésil, dorénavant représentés par le MNCR, ont acquis du coup une immense visibilité.

L'expansion de l'organisation des *catadores* ne s'est pas arrêtée là. Deux ans plus tard, soit en 2003, avait lieu à Caixas do Sul, dans l'État du Rio Grande do Sul, le 1<sup>er</sup> *Congresso Latino-americano de Catadores*. L'évènement s'est répété en 2005. Le mouvement social des *catadores* dépassait ainsi les limites nationales du Brésil pour s'étendre à toute l'Amérique latine.

---

<sup>76</sup> [http://www.mnrc.org.br/box\\_1/principios-e-objetivos/carta-de-brasilia](http://www.mnrc.org.br/box_1/principios-e-objetivos/carta-de-brasilia).

Traduction de l'auteur: « Pour la fin des dépotoirs à ciel ouvert ! Le recyclage doit être fait par les *catadores*, maintenant ! ».



#### 4.3.3 Un travail juridiquement reconnu ?

Les mobilisations du MNCR ont grandement aidé à la reconnaissance juridique du travail des *catadores*. Les revendications de ce mouvement portaient en grande partie sur l'inclusion des *catadores* dans les politiques de gestion des résidus solides. Plusieurs avancées ont été faites au travers de programmes du Gouvernement Fédéral. Les luttes ont abouti à l'élaboration de *Planos de Gestão Integrada de Resíduos Sólidos Urbanos*<sup>77</sup> dont la composante sociale revêtait une importance significative (Dias et Matos, 2008, p. 253). Des lois incluses dans la Politique Nationale d'Assainissement Environnemental (*Política Nacional de Saneamento Ambiental*) entrée en vigueur en 2006 ont également fait avancer la cause des *catadores*, d'autant plus qu'il s'agit ici d'une mesure légale. Ces dispositifs offrent le soutien à la signature de *convênios* et de contrats entre les autorités publiques et les associations de *catadores* (Dias et Matos, 2008, p. 253). Ces actions publiques aident grandement ces dernières à s'intégrer aux projets de collecte sélective et à obtenir une reconnaissance dans leur travail.

Les luttes que les *catadores* ont menées durant des années pour la reconnaissance de leur travail ont été récompensées. En 2002, la *Classificação Brasileira de Ocupações* (CBO)<sup>78</sup> reconnaît formellement le statut des *catadores* comme une profession. Sous le nom de *Catadores de material reciclável*, ils se voient attribuer le code 5192 (Crivellari *et al.*, 2008, p. 303). Selon la CBO et le *Ministério do Emprego e do Trabalho*, les *catadores* sont ceux qui effectuent le travail suivant « *catam, selecionam e vendem materiais recicláveis como papel, papelão e vidro, bem como*

<sup>77</sup> Traduction de l'auteur : « Plans de Gestion Intégrée de Résidus Solides Urbains ».

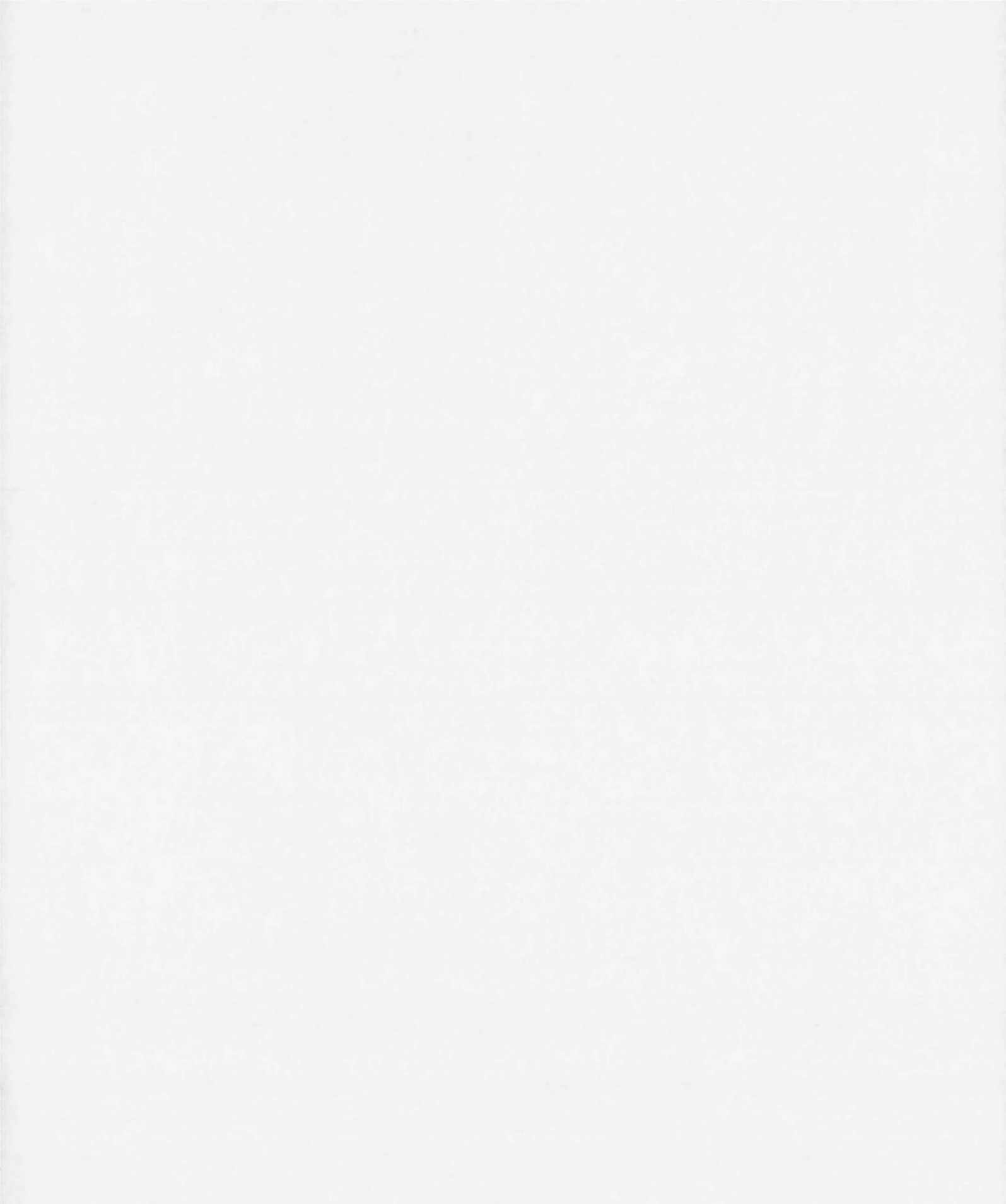
<sup>78</sup> La *Classificação Brasileira de Ocupação* est une norme de classification numérative et descriptive des activités économiques et professionnelles utilisée par les instances gouvernementales.

*materiais ferrosos e não-ferrosos e outros materiais reaproveitáveis* »<sup>79</sup>. Outre le fait d'obtenir une plus grande visibilité, cette victoire leur permet d'être inclus dans les recensements officiels du Brésil. Pour une population qui était fortement marginalisée, ce statut représente beaucoup. Il s'agit en effet d'un grand pas vers la formalisation de leur travail. Rappelons cependant que ce statut ne prend pas en considération les *catadores* qui ne sont pas membres d'une association ou d'une coopérative. De plus, il ne fait pas de distinction entre les différents postes (Crivellari *et al.*, 2008, p. 302). Au sein d'une association, les membres sont bien souvent spécialisés dans un domaine. Il y a les *catadores* qui sont chargés de la collecte, les trieurs qui s'occupent du tri des matières, les *enfardadores* qui s'affairent à mettre en ballot les matières destinées à la revente, les *balanceiros* qui gèrent la pesée, etc. Or, toutes ces spécialités entrent sous le titre de *Catadores de material reciclável*.

Même si la terminologie et les termes utilisés seraient à préciser, il n'en demeure pas moins que l'obtention d'un nom de profession représente une victoire importante pour les *catadores* puisque cela permet de renforcer leur identité de travailleur tout en leur conférant une place bien spécifique dans le monde du travail (Crivellari *et al.*, 2008, p. 302).

---

<sup>79</sup> Traduction de l'auteur : « collectent, sélectionnent et vendent des matières recyclables comme le papier, le carton et la vitre, autant que les matières ferreuses et non-ferreuses ainsi que toutes autres matières réappropriables ».



## CHAPITRE V

### LES EFFETS DE L'ASMARE : FORMALISATION DE L'INFORMEL ET ÉLARGISSEMENT DE L'ACTION COLLECTIVE

À la suite de l'analyse du parcours des *catadores* de l'Asmare, il apparaît évident que leur situation s'est améliorée. Sachant qu'ils habitaient et triaient les matières recyclables sous les viaducs de la ville, qu'ils étaient constamment persécutés par les autorités municipales en plus d'être exploités par les *atravessadores* alors qu'aujourd'hui, nous les voyons membres d'une association gérée sous la forme d'une entreprise d'économie sociale, qui a dépassé deux décennies d'existence et qui a atteint à certains moments près de 300 membres, nous pouvons voir une amélioration certaine de leur condition.

#### 5.1 L'Asmare : une organisation démocratique

La structure organisationnelle de l'Asmare vise à assurer le plus possible la participation effective de ses membres dans les processus décisionnels. L'Asmare est une organisation qui fonctionne sous la forme d'une association gérée de façon démocratique où tous les membres sont égaux. Ceux-ci ont le devoir de participer aux assemblées générales où collectivement ils prennent les décisions concernant l'association. C'est notamment lors de ces assemblées qu'ils élisent les membres de la direction (*Diretoria*), qu'ils décident de ceux qui vont les représenter. Les *catadores* de l'Asmare choisissent parmi leurs membres un coordonnateur général et un vice-coordonnateur général. Ceux-ci ont comme mandat de représenter l'Asmare lors de rencontres avec l'État ou lors de tout séminaire impliquant l'association. Ils

s'occupent également des nombreuses tâches internes concernant la gestion de l'association.

Suite au *convênio*, quelques fonctionnaires municipaux travaillent pour l'Asmare. Parmi ceux-ci il y a un administrateur qui s'occupe de toutes les tâches financières, le contrôle des dépenses et des recettes de l'association, l'achat d'équipement, la paye des *catadores*, etc. Deux fonctionnaires s'occupent de gérer les opérations, un pour chaque *galpão*.

Les *catadores* qui travaillent à l'Asmare sont rémunérés en fonction de leur rendement. Cela veut dire qu'ils gagnent ce qu'ils collectent comme matières recyclables. Chaque *catador* a une fiche personnelle où est inscrit le poids des matières qu'il a collectées et triées (Annexe B). Le vendredi, tous les membres se présentent au bureau de la direction pour chercher leur chèque de paye. Cette opération est supervisée par le *balanceiro*. Celui-ci s'occupe de faire la pesée, noter le poids des matières rapportées et de distribuer les chèques de paye. En effet, en plus des *catadores* et des *triadores*, l'Asmare compte des travailleurs qui effectuent des tâches opérationnelles. Ces travailleurs, appelés *diaristas*, puisqu'ils sont payés par jour de travail, sont près d'une dizaine. Dans chaque *galpão*, il y a un *balanceiro*, deux membres qui font les ballots (*fardos*), un membre qui est situé à l'entrée afin d'assurer la sécurité et l'accueil et quelques *diaristas* qui effectuent diverses tâches opérationnelles. Outre les *catadores*, les *triadores* et les *diaristas*, il y a des membres de l'Asmare qui travaillent à l'atelier. Ceux-ci confectionnent des meubles ou des œuvres d'art à partir de matières recyclables. Ce sont également eux qui s'affèrent à réparer les *carrinhos* des *catadores*. De plus, une vingtaine de membres travaillent à



l'espace culturel et restaurant le *Reciclo*. En tout et partout, l'Asmare compte un peu plus de 200 membres<sup>80</sup>.

Tout individu voulant faire partie de l'Asmare peut se joindre à l'association. Cependant, tous les membres se doivent d'être *catador* et d'avoir eu un passage dans la rue. Les *catadores* désirant s'y associer doivent faire une demande auprès de la *Pastoral de Rua* ou du *Secretaria do Desenvolvimento Social* de la ville de Belo Horizonte qui s'occupent de collecter les informations de l'individu, de connaître ses motivations et de l'inscrire. Les nouveaux membres viennent de la rue et entrent à l'Asmare parce qu'ils désirent améliorer leur situation. Cependant, le passage dans la rue peut parfois être difficile. Ainsi, certains ont déjà commis des infractions. Il faut donc s'assurer que le nouveau membre n'ait pas d'antécédents criminels qui pourraient comporter un risque pour l'Association.

Les membres de l'Asmare doivent se soumettre à quelques règles (Annexe C). À titre d'exemple, les *catadores* ne peuvent pas consommer d'alcool ou de drogue sur les lieux de travail. Pour de nombreux *catadores* non-associés, cette règle peut les décourager à l'idée de s'associer puisque nombre d'entre eux ont une dépendance à l'alcool ou aux drogues. D'ailleurs, de nombreux *catadores* vivant dans les rues de Belo Horizonte ne veulent pas s'associer parce qu'ils ont l'impression que s'il se joignent à l'association, ils perdraient leur liberté.

## 5.2 Une vie différente

Une étude menée en 2007 par le *Fórum Estadual Lixo & Cidadania* démontre que les conditions générales des personnes qui font le travail de *catador* ont changé et ce,

---

<sup>80</sup> Étant donnée qu'il est fréquent que des *catadores* se joignent à l'organisation alors que d'autres quittent, le nombre de membres est variable. Sur le terrain, personne n'était en mesure de donner le nombre exact de membres associés.

grâce à l'organisation associative. En effet, 73% des personnes interviewées affirment que leur estime de soi s'est accrue. Les *catadores* se sentent nettement plus valorisés et c'est sans aucun doute en raison de la valeur qu'ils donnent aujourd'hui à leur travail (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 78). Ainsi, à propos de la compréhension et de l'importance du travail qu'ils réalisent, 70% croient qu'elle s'est améliorée, 20% croient qu'elle est restée la même et 7% croient qu'elle s'est détériorée (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 78).

Anciennement exploités par les *atravessadores*, les *catadores* sont devenus, selon Cido, une menace pour ces entreprises privées (Entrevue avec Cido). Ils travaillaient de manière quasi artisanale, de façon individuelle. Ceci les rendait facilement exploitables. Aujourd'hui, ils sont organisés collectivement, ils ont su rompre avec la manière artisanale de travailler et sont entrés dans un grand processus de modernisation. Comme le mentionne Cido, « *Eles não são mais moradores de rua. Eles têm dignidade. Os filhos estão estudando. Tem uma nova consciencia do direito. Isso torna-se uma ameaça* »<sup>81</sup> (Entrevue avec Cido). Le pouvoir des *catadores* s'est fortement accru. Nous verrons un peu plus loin que cela amène cependant de nouveaux défis auxquels ils devront faire face.

Nous croyons que les personnes les mieux placées pour parler des réussites de ce parcours sont les *catadores* eux-mêmes. Au cours de notre travail de terrain, nous avons eu la chance d'interviewer plusieurs personnes qui ont été impliquées de près dans ce long processus de lutte contre l'exclusion. C'est leur histoire que nous voulons raconter ici.

---

<sup>81</sup> Traduction de l'auteur : « Ils ne sont plus des habitants de la rue. Ils ont une dignité. Leurs fils étudient. Ils ont une nouvelle conscience de leurs droits. Ceci devient une menace ».

La coordonnatrice générale de l'Asmare, Dona Geralda, aujourd'hui âgée de 74 ans<sup>82</sup> a commencé à collecter les matières recyclables dans les rues de Belo Horizonte à l'âge de 8 ans. Elle est très bien placée pour nous parler des avancées qui ont été réalisées dans le travail de *catador*. Lorsque nous lui avons demandé comment sont les conditions de vie des *catadores* aujourd'hui par rapport à celles d'il y a une vingtaine d'années alors que le travail n'était pas organisé, elle répond sans hésiter : « *Melhorou [...] Muito, muito* »<sup>83</sup> (Entrevue avec Dona Geralda). Elle ajoute que non seulement les conditions de vie se sont améliorées, mais que l'estime personnelle des *catadores* a également grandi. Valdecir, un *catador* également membre de l'Asmare, se souvient très bien de l'époque où les gens lui lançaient des injures dans la rue. Aujourd'hui, il affirme avec fierté « *somos trabalhadores profissionais e dignos* »<sup>84</sup> (Freitas et Neves, 2008, p. 102).

Le parcours de Silviana, membre de l'association qui a été *catadora* toute sa vie, est assez intéressant. Cette *catadora* est la dix-huitième enfant d'une famille de 24. Alors qu'elle avait sept ans, sa mère et toute la famille ont été contraintes de vivre dans les rues de Belo Horizonte. Vivant sous les viaducs, ils ont tous grandi dans la rue. Silviana, de même que tous ses frères et sœurs, aidaient leur mère à collecter des matières recyclables. Le travail se faisait sans l'usage d'un *carrinho*. Ils transportaient donc les matières sur leur tête. De nombreuses raisons l'ont amenée à faire partie de l'Asmare. Elle désirait avoir « *uma vida digna como ser humano deve viver* »<sup>85</sup> (Entrevue avec Silviana).

Les obstacles ont été nombreux pour Silviana. Avec beaucoup d'efforts, elle a réussi à obtenir une petite maison. Cependant, en 2008, de fortes pluies ont fait écrouler sa

---

<sup>82</sup> Dona Geralda avait 71 ans lors de l'entrevue réalisée en 2011.

<sup>83</sup> Traduction de l'auteur : « Ça s'est amélioré [...] beaucoup, beaucoup ».

<sup>84</sup> Traduction de l'auteur : « Nous sommes de travailleurs professionnels et dignes ».

<sup>85</sup> Traduction de l'auteur : « une vie digne comme un être humain devrait vivre ».

maison alors que ses enfants étaient à l'intérieur. Elle a donc dû retourner vivre avec ses enfants sous les viaducs avant que sa maison soit reconstruite. Pour Silviana, tout réside dans la lutte et le travail. Comme elle le mentionne, « *então assim, foi muita luta, mas consegui. Graças a Deus, sabe. Consegui e não é fácil, não. Nada é fácil. Tudo que você quer hoje, você tem que trabalhar para conquistar* »<sup>86</sup> (Entrevue avec Silviana).

Aujourd'hui, Silviana a retrouvé sa dignité, elle a une maison, elle a des temps libres et une vie sociale. Cependant, elle veut encore plus. En 1989, à l'âge de 14 ans, Silviana s'est mariée et a aujourd'hui six enfants qu'elle élève seule depuis qu'elle s'est séparée de son mari, également membre de l'Asmare. Comme elle le mentionne dans l'entrevue, elle a toujours travaillé et tout ce qu'elle fait, elle le fait pour ses enfants. « *Tudo que eu tenho hoje, Nicholas, é os meus filhos. Tudo* »<sup>87</sup> (Entrevue avec Silviana). Ce qu'elle désire le plus au monde, c'est donner un avenir meilleur à ces enfants. Deux de ces enfants sont déjà diplômés et l'une de ses filles veut faire de grandes études en biologie marine. Silviana a encore beaucoup de rêves et elle croit qu'avec lutte et acharnement, elle les réalisera. Comme elle nous le mentionne en toute fin d'entrevue « *eu vou conseguir. Não vou perder a esperança, não* »<sup>88</sup> (Entrevue avec Silviana).

### 5.2.1 La crèche

L'une des plus grandes réussites de l'Asmare est la crèche pour les enfants de *catadores*. Suite à un partenariat avec la mairie, les *catadores* peuvent dorénavant

<sup>86</sup> Traduction de l'auteur : « alors, ça a été avec beaucoup de lutte, mais j'ai réussie. Grâce à Dieu, tu comprends. J'ai réussie et ça n'a pas été facile, non. Rien n'est facile. Tout ce que l'on veut aujourd'hui, il faut qu'on travaille pour le conquérir ».

<sup>87</sup> Traduction de l'auteur : « Tout ce que j'ai aujourd'hui, Nicholas, ce sont mes enfants, c'est tout ».

<sup>88</sup> Traduction de l'auteur : « je vais réussir. Je ne vais pas perdre espoir, non ».

laisser leurs enfants à la crèche. Nous avons mentionné plus tôt que la pauvreté était presque un problème héréditaire au Brésil tant les chances d'ascension sociale sont limitées pour les classes défavorisées. Or, une initiative comme la crèche vient en quelque sorte inverser le cercle vicieux de l'exclusion en donnant une chance à ces enfants. Comme le mentionne Dona Geralda, les enfants naissent avec une citoyenneté, « *antigamente ele estava aqui no meio de materiais, hoje tem essa auto-estima de crianças tendo à creche. E da creche vai para escola* »<sup>89</sup> (Entrevue avec Dona Geralda). Même si de nombreux *catadores* n'ont pas d'autre choix que de faire ce travail, notamment puisque c'est le seul travail qu'ils connaissent, ils peuvent maintenant espérer un avenir meilleur pour leurs enfants.

De plus, le fait d'avoir une maison et de ne plus habiter dans la rue a grandement permis d'augmenter l'estime personnelle des *catadores*. En parlant de l'estime personnelle, Dona Geralda affirme, « *Cresceu. Cresceu porque hoje todo mundo tem a sua casa, né* »<sup>90</sup> (Entrevue avec Dona Geralda). Certes, les *catadores* n'habitent pas les quartiers centraux. La plupart d'entre eux habitent les *favelas* de Belo Horizonte ou des quartiers en périphérie, mais ils ont tout de même un endroit à eux. De plus, comme résultat de l'entente avec la mairie, les *catadores* ont droit à des bons de transport (*vale transporte*) leur permettant de retourner à la maison tous les jours en transport en commun.

### 5.2.2 Comment la population voit aujourd'hui les *catadores* ?

Les *catadores* sont perçus d'une façon nettement plus positive qu'auparavant par la population. Lorsque nous avons demandé à Dona Geralda de nous parler de la

---

<sup>89</sup> Traduction de l'auteur : « avant il était ici au milieu de matières, aujourd'hui il a une estime personnelle grâce à la crèche. Et de la crèche il va à l'école ».

<sup>90</sup> Traduction de l'auteur : « Elle a grandi. Elle a grandi parce que tout le monde a une maison, n'est-ce pas ».



perception de la population face aux *catadores*, elle nous répond, « *hoje é bem melhor. Antigamente viam como lixeiro, como malandro, marginal, mas hoje é bem melhor* »<sup>91</sup> (Entrevue avec Dona Geralda). Silviana est également de cet avis. Selon elle, l'Association a grandement aidé à faire changer cette vision. Comme elle le mentionne, « *mesmo trabalhando, nós éramos mendigos, né. Andarilhos da rua. E depois que a gente conseguimos essa associação, essa visão, esse povo viu nós com outro olhar* »<sup>92</sup> (Entrevue avec Silviana).

La recherche que nous avons citée plus haut, effectuée en 2007 par le *Fórum Estadual Lixo e Cidadania*, s'est intéressée à évaluer l'importance que la population donne à la collecte de matières recyclables et à la valeur qu'elle donne au travail des *catadores*. Pour cette recherche, 400 habitants de la région métropolitaine de Belo Horizonte ont été interviewés. Or, pour 99,5% des personnes interviewées, la collecte de matières recyclables contribue à la préservation de l'environnement et 96,2% croient que les *catadores* collaborent à cette préservation. Un autre point important de la recherche est celui concernant la façon par laquelle le processus de collecte sélective devrait être fait. À cette question, 77,7% des personnes interrogées indiquent que ce serait par la participation des *catadores* alors que seulement 17% affirment que la collecte devrait être réalisée par une entreprise privée (Andrade de Barros et Pinto, 2008, p. 75).

Le changement de l'image des *catadores* peut s'expliquer par l'importance que la question environnementale a prise à partir des années 1980 globalement et au Brésil et qui s'est grandement développée par la suite. Silviana est d'accord avec cette affirmation (Entrevue avec Silviana). Selon elle, le rôle que jouent les *catadores* dans

---

<sup>91</sup> Traduction de l'auteur : « Aujourd'hui c'est vraiment mieux. Avant on nous voyait comme des déchets, des paresseux, marginaux, mais aujourd'hui c'est vraiment mieux ».

<sup>92</sup> Traduction de l'auteur : « même en travaillant, on était des mendiants. On errait dans la rue. Et après avoir eu cette association, cette vision, les gens nous voyaient d'un autre œil ».

la préservation de l'environnement a beaucoup aidé à leur reconnaissance. Une grande partie de la population commence à reconnaître la contribution environnementale des *catadores*. De nouvelles habitudes de vie et de consommation s'intègrent peu à peu au quotidien des Brésiliens et contribuent à la reconnaissance des *catadores*.

### 5.3 Les relations avec les pouvoirs publics

Comme nous avons pu le voir lors du précédent chapitre, les relations entre les *catadores* et les autorités municipales se sont grandement améliorées au cours des années 1990, notamment sous la gouverne du maire Patrus Ananias et de la coalition *Frente BH Popular*. Mais nous avons également pu voir que ces relations sont fragiles. Il suffit d'un changement de gouvernement ayant des idées moins favorables à l'égard des *catadores* et tout le travail est à refaire. C'est ainsi que les lois et les programmes institutionnalisés prennent toute leur importance. Tout compte fait, peu importe le parti au pouvoir, la relation qu'entretiennent les *catadores* et les autorités municipales n'a rien à voir avec la relation qu'ils entretenaient avant la formation de l'Association. Au dire de la coordonnatrice générale de l'Asmare, Dona Geralda, « *a relação agora é boa. Antes não era não. Antes era do conflito, né. Com a prefeitura mesma, a gente... era muito conflito, né. A gente queria trabalhar, mas não conseguiam porque vinha perseguição, policia, fiscal. Hoje a relação é boa* »<sup>93</sup> (Entrevue avec Dona Geralda). Elle ajoute qu'aujourd'hui, le gouvernement a la volonté de travailler au développement social, économique et durable avec l'inclusion des *catadores*.

---

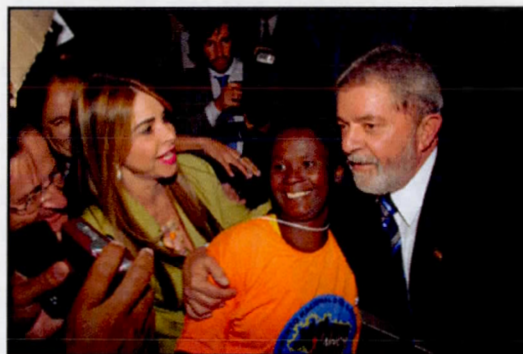
<sup>93</sup> Traduction de l'auteur : « la relation aujourd'hui est bonne. Avant elle ne l'était pas, non. Avant c'était conflictuel, n'est-ce pas. Avec la préfecture, les gens... il y avait beaucoup de conflits. On voulait travailler, mais on n'y arrivait pas parce qu'il y avait la persécution, la police, le fisc. Aujourd'hui la relation est bonne ».

Les activités réalisées dans le cadre du *Fórum Lixo & Cidadania* ont grandement aidé à rapprocher l'acteur public et les *catadores*. Ces événements sont des lieux privilégiés pour le dialogue entre ces deux acteurs. Ils ont l'avantage de se tenir sous la forme de réseaux qui agissent à plusieurs échelles. Au niveau municipal, la Mairie de Belo Horizonte et l'Asmare ont déjà conclu des ententes. La lutte des *catadores* s'élargit et s'étend maintenant au niveau national. À ce sujet, Silviana relate avec émotion sa rencontre avec Lula lors d'un *Fórum Lixo & Cidadania* tenu dans la capitale brésilienne :

*« Brasília, fui uma vez, conversando com os prefeitos de lá, de Brasília, com o Lula. O Lula conhece nós pessoalmente, conheço Lula pessoalmente, pegamos a mão do Lula, e ele apoio o nosso trabalho, sabe [...] é o ex-presidente do Brasil, não é. Ele falou que vai nós ajudar. Graças a Deus »*<sup>94</sup> (Entrevue avec Silviana).

**Figure 5.1**

Rencontre d'une *catadora* avec le président Lula



Source : Archive de l'INSEA

<sup>94</sup> Traduction de l'auteur : « Brasília, j'y ai été une fois, pour parler avec la préfecture de là-bas, de Brasília, avec Lula. Lula nous connaît personnellement, je connais Lula personnellement, nous avons serré la main de Lula, il appuie notre travail, tu sais. [...] c'est l'ancien président du Brésil, n'est-ce pas. Il a dit qu'il allait nous aider, Grâce à Dieu ».

Des rencontres comme celles-ci signifient beaucoup pour les *catadores*. Elles représentent l'avancement de la lutte et sont porteuses d'espoir. Comme le souligne Cido, historiquement, l'État a seulement reconnu le travail lorsque les travailleurs se sont organisés et qu'ils ont lutté ensemble pour leurs droits (Entrevue avec Cido). Selon lui, les *catadores* doivent renforcer le mouvement national s'ils veulent obtenir une réelle reconnaissance de leur travail au niveau national. Les luttes au niveau local et au niveau régional ont déjà été faites. Les *catadores* doivent maintenant élargir leur organisation, occuper l'espace et user de leur force politique afin d'influencer les politiques publiques et ainsi provoquer un réel changement (Entrevue avec Cido).

Le réseau de partenaires que l'Asmare a su créer en menant son projet d'initiative locale lui a permis de se doter d'une véritable force d'action. Aujourd'hui, les *catadores* ne sont plus seuls. Ils sont appuyés par de nombreux organismes, que ce soit des ONGs, des universités, l'église, et ceux-ci aident considérablement à défendre les droits qu'ont acquis les *catadores*. Dona Geralda affirme que si jamais le gouvernement en venait à vouloir rompre le partenariat avec les associations de *catadores*, tous les organismes se mobiliseraient : ils forment ensemble une force très unie (Entrevue avec Dona Geralda).

#### 5.4 La situation économique

Au niveau économique, la situation des *catadores* s'est améliorée suite à la création de l'Asmare. De meilleures conditions de travail, notamment grâce aux infrastructures et la possession de leur propre *carrinho*, rendent la tâche plus facile pour les *catadores*. Le système de collecte sélective qui a été implanté dans la ville permet un meilleur tri à la source. De plus, via le *convênio*, ces matières sont



acheminées par camion au *galpão* de l'Asmare. Le fait de rassembler les matières collectées et triées par tous les membres de l'association permet d'obtenir un meilleur prix à la vente que lorsqu'ils vendaient individuellement. Nous ne devons pas oublier non plus, qu'auparavant, le travail des *catadores* était complètement informel, prohibé et dépourvu de toute reconnaissance, ce qui laissait le champ libre aux *atravessadores* de les exploiter à leur gré.

Malgré tout, les *catadores* sont toujours en relation avec les *atravessadores*, ces mêmes *atravessadores* dont ils étaient ultra dépendants avant la formation de l'association. C'est à eux qu'ils vendent encore les matières recyclables collectées, triées et attachées sous la forme de ballots (*fardos*). L'Asmare n'arrive pas à en produire un volume assez élevé pour pouvoir les vendre directement aux industries de transformation. Elle doit donc se contenter de les vendre à ces intermédiaires étant donné qu'ils ont l'espace pour entreposer suffisamment de matières pour pouvoir les vendre aux industries qui exigent un certain quota minimum par mois que l'Asmare n'est pas en mesure de respecter.

**Figure 5.2** Vente de matières aux *atravessadores* sous la forme de *fardos*



Source : Banque personnelle de Nicholas Chatelain Lussier, 2011



Un autre problème que rencontrent également les *catadores* est le fait qu'ils sont rémunérés en fonction du prix des matières et que celui-ci oscille régulièrement. D'ailleurs, avec la crise économique de 2008, le prix des matières a dramatiquement chuté. Il a diminué de près de 40%, entraînant du coup une réduction du salaire des *catadores* équivalente (Entrevue avec Cido).

Ce que plusieurs intervenants qui travaillent en collaboration avec les *catadores* proposent face à cette situation est que l'Asmare soit payée non seulement en fonction de la quantité de matières récupérées, mais également en fonction du service rendu à la municipalité (Entrevues avec Cido et Marislène). Ces intervenants considèrent que les *catadores* demeurent sous-payés par rapport à l'apport qu'ils amènent à la société et à l'environnement. Cido va même jusqu'à dire que « *os catadores trabalham de graca* »<sup>95</sup> (Entrevue avec Cido). Selon lui, l'État et la population ne valorisent pas assez le fait que les *catadores* rendent un service en assurant la propreté de la ville.

Au tout début de l'Asmare, les *catadores* parvenaient à collecter et à trier une vingtaine de tonnes de matières recyclables par mois. Aujourd'hui, à chaque mois, c'est près de 400 tonnes de matières recyclables que l'Asmare envoie aux usines de transformation, empêchant du coup qu'elles se retrouvent dans les sites d'enfouissement. Cido estime que les sites d'enfouissement qui ont atteint la limite de leur vie utile il y a deux ans, l'auraient déjà atteinte il y a dix ans n'eût été du travail de l'Asmare. La contribution environnementale des *catadores* a donc été extrêmement importante. Lorsqu'une entreprise privée effectue le travail, le même travail que fait une association de *catadores*, elle est rémunérée en fonction du poids des matières récupérées en plus de l'être pour les tonnes non enfouies, ce qui n'est pas le cas des associations de *catadores* (Entrevue avec Cido).

---

<sup>95</sup> Traduction de l'auteur : « les *catadores* travaillent gratuitement ».

Comme nous l'avons mentionné plus tôt (voir chapitre 1), l'exclusion ne se mesure pas qu'en termes économiques. Les commentaires de Cido à ce sujet sont assez éloquents : selon lui :

*« a Asmare tem uma história que acho que é de uma beleza que não pode ser focada somente no componente econômico. Eu acho que a beleza da história da Asmare, ela está exatamente no fato dela dá conta de pegar uma população que está no limite da miséria humana, completamente fora dos padrões da sociedade e dar oportunidade deles poderem entrar para dentro »<sup>96</sup> (Entrevue avec Cido).*

L'Asmare a non seulement permis d'améliorer la situation économique de centaines d'exclus, mais a favorisé leur inclusion au sens large. En effet, l'inclusion des *catadores* s'est faite dans toutes les dimensions, c'est-à-dire autant aux plans économique, social que symbolique. La beauté de l'initiative locale menée par les *catadores* réside dans le fait que ces derniers ne survivent pas grâce à un programme d'assistance sociale, mais plutôt par la production d'un travail qu'ils ont eux-mêmes mis en place et dont ils ont exigé la reconnaissance.

L'initiative locale menée par les *catadores* membres de l'Asmare a été une innovation sans précédent dans la ville de Belo Horizonte et a su inspirer d'autres groupes. Bien que la première association de *catadores* ait été la COOPAMARE, formée à São Paulo en 1987, le modèle mis en place par l'Asmare a été exporté partout au Brésil. De nombreuses autres associations se sont formées. Il existe plus d'une dizaine d'associations de *catadores* dans la grande région de Belo Horizonte. L'arrivée de ces nouvelles associations a eu comme effet cependant de diminuer l'appui à l'Asmare. Jugeant qu'elle est maintenant devenue autonome et auto-

---

<sup>96</sup> Traduction de l'auteur : « l'Asmare a une histoire qui, je crois, est d'une beauté qui ne peut pas seulement être orientée vers les composantes économiques. Je crois que la beauté de l'histoire de l'Asmare, provient exactement du fait qu'elle permet de prendre une population qui est à la limite de la misère humaine, complètement à l'extérieur des patrons de la société et elle leur donne l'opportunité de pouvoir y entrer ».

suffisante, l'argent et le support organisationnel sont davantage dirigés vers ces nouvelles associations. Cependant, selon Silviana, il n'y a pas de compétition entre les différentes associations de *catadores*, mais au contraire elles collaborent (Entrevue avec Silviana). Les associations font toutes la même chose et aspirent aux mêmes objectifs alors, elles collaborent.

L'Asmare fait aujourd'hui face à un défi de taille, elle se doit d'être plus productive. Comme nous l'avons mentionné dans le premier chapitre, les entreprises d'aujourd'hui se livrent une forte concurrence et l'Asmare ne fait pas exception à cette règle. Cependant, il s'avère évident que la tâche est difficile pour une entreprise d'économie sociale autogérée par des ex-habitants de la rue et qui, pour la plupart, sont peu ou pas scolarisés. De plus, les associations de *catadores* sont les seules entreprises qui engagent toujours des habitants de la rue qui sont en processus d'inclusion ce qui a naturellement des effets sur la productivité.

Au sujet de la productivité, les associations de *catadores* profitent d'un appui important, le milieu universitaire. Des chercheurs de l'*Universidade Federal do Minas Gerais (UFMG)* et plus précisément le département d'ingénierie de la production de cette université participent à l'élaboration de plans visant à améliorer la productivité des associations de *catadores*. L'appui de l'UFMG ne se limite pas seulement à l'Asmare, mais à toutes les associations de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte et à même plusieurs autres associations ailleurs dans l'État du Minas Gerais. L'implication des universités auprès des associations de *catadores* est monnaie courante.

### 5.5 Une inclusion réussie ?

Nous avons pu voir dans le chapitre précédent que la lutte menée par les *catadores* de Belo Horizonte leur a permis d'obtenir une plus grande place dans la chaîne de production du recyclage. Cependant, sommes-nous en mesure de dire que leur inclusion est réellement réussie et pleinement consolidée ? À ce sujet les opinions divergent : selon Nascimento, nous ne pouvons pas affirmer que les *catadores* sont des exclus (2000, p.123). En se basant sur l'idée que dans la société moderne, nul ne peut être considéré comme à l'extérieur et que tout individu est impliqué d'une manière ou d'une autre dans les processus de production-consommation, Nascimento considère que les *catadores* sont inclus. Selon l'auteur (Nascimento, 2000, p. 123), « *os catadores de papel ou de lixo em geral, por exemplo, estão inseridos no processo produtivo, ocupando a base de uma hierarquia de negócios, cujo ápice é ocupado por indivíduos ricos, que se apropriam dos valores produzidos na base* »<sup>97</sup>.

Dans une certaine mesure, nous sommes en accord avec cet auteur puisqu'il est vrai que les *catadores* participent aux processus de production-consommation, surtout maintenant que leur activité a été formalisée. Cependant, nous considérons qu'étant donné que les *catadores* demeurent toujours exploités dans la chaîne production du recyclage, nous ne pouvons pas parler d'une véritable inclusion. Dona Geralda est également de cet avis.

Sur le site internet de la CRB<sup>98</sup>, l'entreprise privée vante les bénéfices sociaux des *catadores* ainsi que l'importance et la valeur de leur travail. Les *catadores* demeurent quant à eux fort sceptiques face à cette affirmation. En effet, Dona Geralda considère que le recyclage est encore aujourd'hui contrôlé par les *atravessadores* et que ceux-ci

<sup>97</sup> Traduction de l'auteur : « les *catadores* de papier ou de déchets en général, par exemple, sont insérés dans le processus productif, prenant place à la base d'une hiérarchie d'affaire, dont le sommet est occupé par des individus riches qui s'approprient des valeurs produites à la base ».

<sup>98</sup> <http://www.crbjavi.com.br/>

revendent les matières à un prix beaucoup plus élevé que celui qu'ils payent à l'Asmare (Entrevue avec Dona Geralda). Lorsque nous lui avons appris que sur le site internet de la CRB, l'entreprise parlait d'inclusion sociale des *catadores*, la coordonnatrice générale de l'Asmare s'est mise à rire pour ensuite nous expliquer que l'inclusion des *catadores* n'est pas concrétisée complètement, justement en raison des ces entreprises privées.

De plus, les pouvoirs publics subissent une forte pression venant des grands lobbies du recyclage (Entrevue avec Marislène). Ceux-ci veulent une plus grande part du marché. Rappelons que les grandes entreprises privées se sont grandement enrichies grâce aux *catadores*, principalement lorsque leur travail n'était pas organisé. Ce pouvoir économique leur permet aujourd'hui d'avoir un grand pouvoir sur les politiques concernant les matières résiduelles. Les associations de *catadores* se mobilisent aujourd'hui afin d'éviter que les matières soient dirigées vers des sites d'incinération, une pratique nettement plus rentable en termes strictement économiques.

Même si l'Asmare a permis au *catadores* d'obtenir une plus grande reconnaissance pour leur travail, qu'ils ont maintenant accès aux matières recyclables via un système de collecte sélective, qu'en joignant leur matières ensemble ils obtiennent un meilleur prix, qu'ils sont appuyés par de nombreux groupes et organismes, que tous les membres de l'association sont sortis de la rue et ont accès à une maison, il n'en demeure pas moins que beaucoup de travail reste à faire avant de pouvoir dire qu'ils sont pleinement inclus.



#### 5.6 Un nouveau cycle d'initiative se met en place : vers la diversification et la mise en réseau

Une nouvelle ère est en train de se dessiner pour l'Asmare. Face aux défis d'aujourd'hui, les membres ne baissent pas les bras et continuent de lutter. Ils ont élaboré de nouveaux plans. Des nouveaux objectifs sont mis en place. Fort de l'*empowerment* qu'ils ont acquis au cours des années, le renforcement de leur capacité d'initiative produit par les expériences antérieures leur permet d'entamer un nouveau cycle. Comme le mentionne Cido, le grand défi de l'Asmare est qu'elle doit toujours se renouveler (Entrevue avec Cido).

Parmi les projets que l'Asmare est en train de mettre en place il y a l'*Asmare 21*. Ce projet élaboré en 2010 afin de souligner les vingt ans d'existence consiste principalement en un plan de diversification (Asmare, 2010). En effet, en plus de la collecte et du tri de matières recyclables dans le but de les revendre, l'Asmare a dû élargir ses champs d'activités.

Au sein de l'Asmare, se trouve depuis quelques années déjà, un atelier. En plus de confectionner les *carrinhos* destinés à la collecte de matières recyclables, les membres qui travaillent dans cet atelier s'affairent à construire des œuvres artisanales faites à base de matières recyclées. Ils construisent notamment des bacs de recyclage qu'ils vendent à certains organismes ou entreprises qui veulent implanter un système de collecte sélective. Ils confectionnent des œuvres d'art ainsi que des sacs de tous genres qu'ils présentent lors du Festival *Lixo & Cidadania*, événement visant à sensibiliser la population au recyclage et au travail des *catadores*. Lorsqu'il n'y a pas d'événement spécial, les objets produits sont exposés dans un lieu appartenant également à l'Asmare, le *Reciclo*.

En effet, l'Asmare tient un espace culturel appelé le *Reciclo*. Celui-ci compte près d'une vingtaine de membres, tous d'ex-habitants de la rue. À cet endroit, l'Asmare y

tient des séminaires sur l'environnement visant à promouvoir la discussion entre les *catadores* et la population. Les entreprises peuvent également louer l'espace afin d'organiser des événements. De plus, le *Reciclo* est un lieu privilégié pour renforcer la solidarité entre les membres puisque les assemblés de l'Asmare et les cours de formation des associés se tiennent à cet endroit.

Enfin, une autre activité de l'Asmare, réalisée en partenariat avec la mairie de Belo Horizonte et financée par le gouvernement fédéral, vise à insérer des ex-habitants de la rue. Le projet nommé *Ecobloco* consiste à construire des blocs à partir de résidus utilisés lors de la construction civile. Le travail réalisé à la *Estação de Tratamento de Resíduos Sólidos* de Belo Horizonte dans le quartier Estoril donne une opportunité de réinsertion sociale à de nombreux exclus.

La lutte des *catadores* de Belo Horizonte s'oriente depuis quelques années déjà sur une action collective de plus grande envergure. En fait, de nombreuses associations de *catadores* du Minas Gerais se sont unies afin de créer la *REDE CATAUNIDOS – Cooperativa de Reciclagem dos Catadores da Rede Economia Solidária*. Ce réseau a été créé officiellement en 2006. Il comptait à ses débuts neuf associations et coopératives des *catadores* de la *Régião Metropolitana de Belo Horizonte* (RMBH). Récemment, seize nouvelles associations et coopératives s'y sont jointes. Ce projet vise à rassembler des matières recyclées provenant de toutes les associations et coopératives impliquées afin d'augmenter la place des *catadores* dans la chaîne de production du recyclage et d'obtenir un meilleur pouvoir de revente. Le projet a déjà réussi à impliquer de nombreux partenaires. Cependant, de nombreux défis restent à régler, notamment en termes d'organisation et de financement. En fait, les acteurs impliqués sont en discussion depuis quelques années déjà afin d'optimiser les opérations. Au niveau financier, le projet nécessite beaucoup d'investissement et les fonds se font attendre. Comme nous pouvons voir, l'action collective est déjà en marche.

Somme toute, les *catadores* ont su, grâce à leur action collective menée pendant pas moins de 23 ans, obtenir un pouvoir politique et économique qui leur a permis de faire avancer leur cause. Malgré les nombreuses embûches auxquelles ils ont fait face, leur parcours est jalonné de plusieurs succès. En prenant conscience qu'ils réalisaient un travail important pour l'environnement ils ont réussi à améliorer leur estime personnelle. Avec une estime personnelle renforcie et une solidarité qui s'est installée entre eux, ils ont réussi à mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de leur projet. Ces appuis n'ont cependant pas été obtenus facilement. Ils ont été le résultat de lutte. Les efforts ont commencés à porter fruit et ils ont obtenus la force institutionnelle dont ils avaient besoin pour pouvoir recommencer le cycle. Ils ont continué la lutte. Leur action collective est devenue plus solide et s'est élargie. Vingt-trois ans plus tard, les *catadores* doivent encore lutter. Même si leur situation s'est grandement améliorée, leur reconnaissance n'est toujours pas complètement consolidée et leur travail demeure encore à la marge de l'économie dite formelle. Avec la nouvelle action collective qui est en marche, il sera intéressant de voir jusqu'où ils pourront aller dans cette lutte pour la reconnaissance et dans la formalisation de leur activité.

## CONCLUSION

L'objectif de cette recherche était de voir comment une initiative locale basée sur le principe de l'économie sociale et solidaire pouvait être une réponse à l'exclusion engendrée par la globalisation. Dans un premier lieu, nous avons étudié les processus de la globalisation mis en place dans un pays dit émergent, le Brésil. Pour ce faire, nous avons retracé l'histoire de ce pays où nous avons pu voir que le contexte socio-historique a joué pour beaucoup sur l'enracinement des inégalités. De plus, de nombreuses politiques appliquées lors des dernières décennies ont eu comme effet d'accentuer les inégalités de revenus, faisait ainsi du Brésil l'un des pays les plus inégalitaires au monde.

Nous avons pu voir que la pauvreté, qui s'est accentuée, ne se limitait pas seulement au domaine économique, mais qu'elle atteignait également la sphère sociale de même que la sphère symbolique. L'exclusion est ainsi apparue comme le terme le plus précis pour aborder la question de la pauvreté dans un sens large dans le contexte étudié. Les individus touchés par l'exclusion, ne sont pas seulement limités en termes économiques, mais ils sont également caractérisés par une faiblesse de leurs liens sociaux, par un manque de reconnaissance et par une perception négative aussi bien à leurs yeux qu'aux yeux de la population en général.

Au cours de ce mémoire, nous nous sommes intéressés à évaluer le potentiel d'une initiative locale face à cette exclusion en abordant plus précisément le cas des *catadores* de la ville de Belo Horizonte au Brésil. Comme nous l'avons démontré plus tôt dans ce mémoire, les *catadores*, avec le déni de reconnaissance dans lequel ils vivent et l'informalité de leur travail, représentent l'un des exemples le plus évidents de l'exclusion au Brésil.

Nous avons montré dans le premier chapitre que la globalisation peut être créatrice d'exclusion. Or, dans ce contexte, comment un mouvement social tel que celui mis en place par les *catadores* de Belo Horizonte et qui s'inscrit dans une perspective d'économie sociale et solidaire, peut devenir un outil de lutte pour faire face à cette exclusion ? Pour ces *catadores* travaillant dans le secteur informel et exploités par les *atravessadores*, quelles sont les solutions afin d'atteindre une meilleure situation économique ? Enfin, dans quelle mesure l'organisation qu'ils se sont donnés, l'Asmare, a favorisé leur inclusion citoyenne ? Il fût intéressant de voir comment ces exclus en sont arrivés à devenir de acteurs économiques et de quelle façon ils ont réussi à obtenir une plus grande reconnaissance. De plus, les *catadores* sont parvenus à retrouver leur identité et leurs droits en se construisant une place légitime sur le marché du travail et en retissant les liens sociaux rompus.

L'application du modèle de développement par l'initiative locale développé par Juan-Luis Klein nous a permis de voir que la mobilisation des *catadores* de l'Asmare, aidée par la *Pastoral de Rua*, leur a permis de réaliser la valeur de leur travail. Forts de cette prise de conscience, les *catadores* ont su développer une confiance en eux qui leur a donné un pouvoir de persuasion afin de mobiliser l'appui des acteurs nécessaire à la mise en place de leur projet. Persécutés durant de nombreuses années par les autorités municipales, ils ont réussi à établir une entente avec ces derniers. Avec le *convênio*, l'entente officielle entre la mairie de Belo Horizonte et l'Asmare, les *catadores* membres de l'Association ont amélioré leur situation à plusieurs niveaux. Les rapports des *catadores* avec la mairie ont été jalonnés par des situations de conflit et de collaboration, au rythme des changements politiques récents connus par le Brésil et l'État de Minas Gerais, mais la tendance a été à l'institutionnalisation des innovations organisationnelles qu'ils ont progressivement mises en place.

Tous les *catadores* membres de l'association ont quitté la rue et ont une maison. Quant à leurs enfants, ils peuvent aller à la crèche et espérer un avenir meilleur. De



plus, les *catadores* prennent dorénavant part aux discussions concernant la gestion des matières résiduelles. Or, en étant impliqués dans ces discussions, les *catadores* jouissent aujourd'hui d'une certaine reconnaissance pour leur travail et des lois consacrent leur place dans le processus du recyclage. Une plus grande partie de la population et des acteurs politiques, économiques et sociaux reconnaît aujourd'hui l'importance du travail des *catadores*.

Au niveau économique, le fait de joindre leurs matières récoltées permet aux *catadores* de l'Asmare de parvenir à obtenir un meilleur prix améliorant ainsi leurs revenus. En créant leur propre entreprise d'économie sociale, ils ont également réussi à être moins dépendants des *atravessadores*. De plus, leur action collective a favorisé leur cohésion. Ceci leur a permis de tisser des liens sociaux. Malgré la formalisation de leur travail, ces travailleurs, habitués à œuvrer dans le secteur informel et n'aimant pas les rapports d'autorité, se sont construits un cadre qui leur permet de demeurer relativement libres étant donné qu'ils sont tous des membres égaux et qu'ils sont rémunérés selon le travail effectué.

Certaines contraintes nous ont empêché de comprendre la structure globale du processus du recyclage dans sa totalité. En effet, la distance que prennent certains acteurs, notamment le secteur privé, ne nous a pas permis d'avoir une vision globale sur la situation. De plus, l'ampleur des législations juridiques et l'innombrable quantité d'acteurs impliqués nous ont obligé à limiter nos recherches à l'Asmare et à quelques uns des partenaires proches. En plus, pour un étranger, il est difficile de bien saisir l'ensemble de la question étant donné la multitude d'instances gouvernementales et d'ONGs travaillant avec les *catadores*.

Nous avons également limité notre recherche à l'échelle locale. Bien qu'il eût été intéressant d'aborder la question des associations de *catadores* à l'échelle de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte, à l'échelle de l'État du Minas Gerais et à

l'échelle nationale, et d'établir des liens entre ces différentes échelles, cette tâche aurait été trop imposante pour le temps et les moyens dont nous disposions. Bien que nous ayons brièvement abordé cet aspect lorsque nous avons traité de la *Rede Cataunidos* et du mouvement national des *catadores*, nous nous sommes contraints à ne traiter que de l'influence et du rôle de l'Asmare dans ces mouvements plus larges.

L'informalité et les méthodes parfois artisanales de l'entreprise ont également rendu la collecte d'information quelque peu difficile. En effet, les recensements précis et les documents officiels étaient bien souvent inexistantes. Pour tout ce qui concerne l'histoire de l'Asmare, très peu d'éléments étaient disponibles. Nous avons donc dû nous baser sur les témoignages des membres, qui parfois restaient flous.

L'environnement des *catadores* est également un lieu peu propice aux étrangers. Étant situé dans l'un des endroits les plus désaffectés de la ville, l'accessibilité s'est avérée difficile à plusieurs reprises pour bien mener nos recherches. Il eût aussi été intéressant de mieux comprendre la réalité des *catadores* non-membres de l'Asmare vivant dans la rue.

Enfin, sur le plan humain, cette recherche a représenté une expérience pleine de leçons. Elle nous a permis de découvrir que, malgré le fait que certaines personnes vivent dans des situations inhumaines et, en apparence, sans issue, il est toujours possible de réagir pour autant que la réaction soit collective et qu'elle se fasse sous le signe de la solidarité.

## ANNEXE A

NÓS, OS CATADORES DE PAPEL DA CIDADE DE BELO HORIZONTE  
SOFREMOS MUITO.

A PREFEITURA FEZ DE NÓS UM LIXO, JOGANDO A GENTE PARA O ESGOTO.

NÓS, CATADORES DE PAPEL TEMOS FAMILIA E FILHOS PARA CUIDAR.

HOJE VIVEMOS DO PAPEL.

SE NÃO FOSSE POR NÓS A PREFEITURA NÃO CONSEGUIRÍA LIMPAR  
A NOSSA CIDADE.

A PREFEITURA CHEGOU NO DIA 22 DE AGOSTO COM A P.M. E A  
DEFESA CIVIL ÀS QUATRO HORAS DA MANHÃ JOGANDO OS BARRACOS PARA  
O CHÃO COM AS COISAS E TODOS NÓS DENTRO.

A GENTE NÃO TEVE NEM TEMPO PARA TIRAR AS COISAS. PERDEMOS  
TUDO O QUE TINHAMOS: COBERTORES, VASILHAS, DOCUMENTOS, DINHEI-  
RO, MANTIMENTOS, ROUPAS, CALÇADOS. PERDEMOS TAMBÉM O PAPEL, A  
SUCATA, ALUMÍNIO, COBRE, FERRO QUE TINHAMOS PARA VENDER.

NOSSOS BARRACOS ESTAVAM NA AVENIDA CONTÓRNO A BEIRA DO  
RIO ARRUDAS, POR TRÁS DA RODOVIÁRIA, E LÁ FICAMOS SEM NADA E  
SEM TER PARA ONDE IR.

POR QUE A PREFEITURA JUDIA DE NÓS CATADORES DE PAPEL?

VOCÊS TEM FAMILIA, SÃO SERES HUMANOS QUE NEM NÓS.

GOSTARIAM DE LEVAR A VIDA QUE NOS LEVAMOS, VIVENDO DEBAI-  
XO DOS VIADUTOS, DAS MARQUISES, CORRENDO DA POLÍCIA?

POR QUE TIRARAM A GENTE QUE ESTAVAMOS DEFENDENDO O PÃO  
DE CADA DIA?

VOCÊS DEPENDEM DO POVO COMO NOS DEPENDEMOS DO LIXO PARA  
A GENTE VIVER.


ESTAMOS TODOS NA RUA.

O QUE É QUE PODEM FAZER PELA GENTE?





# ANNEXE B

 <p><b>ASMARE</b> ASSOCIAÇÃO DOS CATADORES DE PAPEL PAPELÃO E MATERIAL REAPROVEITÁVEL RECLAMANDO A VIDA</p>	<p><b>RECIBO COMPRA DE MATERIAL</b></p>		<p><b>Nº 95250</b></p>
	<p>R\$ _____</p>		<p><b>1ª Via - Contabilidade</b></p>
<p>Recebi da ASSOCIAÇÃO DOS CATADORES DE PAPEL, PAPELÃO E MATERIAL REAPROVEITÁVEL DE BELO HORIZONTE, a importância supra de: ( _____ )</p>			
<p>referente aos materiais abaixo relacionados, em quantidade e valor por mim conferidos, pelo que dou plena e geral quitação. Por ser verdade, assino o presente nesta data..</p>			
ESPÉCIE DE MATERIAL	Quant. (Kg)	Unitário (Kg)	TOTAL
Papelão			
Papel Revista			
Papel Jornal			
Papel Branco			
Plástico Colorido			
Plástico Incolor			
Plástico PEAD DURO			
Sacola de Supermercado			
P.E.T.			
P.P 5			
P.V.C.			
PS Copinho Descartável			
Lata Alumínio			
Sucata Ferrosa			
Papelão Fino			
P. A. D. Branco			
Água Mineral			
TOTAL			
Nome do Recebedor:		Nº	
Local	Data	Assinatura do Recebedor	Responsável - ASMARE





## ANNEXE C

- o) zelar pela sua ferramenta de trabalho;
- p) fazer a manutenção do carrinho, cuidando sempre da graxa.

### 4.1.3 - PROIBIÇÕES AOS CATADORES

- a) entrar embriagado, consumir bebida alcoólica ou qualquer outro tipo de droga no Galpão;
- b) dormir no galpão ou nas suas imediações;
- c) trilar material na rua;
- d) acender fogo ou fogareiro na área de triagem;
- e) lavar ou estender roupa no galpão ou imediações;
- f) molhar os papéis na triagem;
- g) receber ligações a cobrar;
- h) usar caixas, cordas ou outros materiais sem a devida autorização do dono;
- i) estacionar carrinhos na área de pesagem e prensagem;
- j) deixar o carrinho dormir na rua;
- l) estacionar carrinhos nos corredores, impedindo as passagens;
- m) portar qualquer tipo de arma.

NOTA - A ocorrência de outras anormalidades será levada ao conhecimento da ASMARE para análise e providências.

### 4.1.4 - PENALIDADES

4.1.4.1 - A penalidade será proporcional à natureza da infração, dentro dos limites:

- a) advertência verbal
- b) advertência escrita
- c) suspensão por uma semana
- d) expulsão definitiva

4.1.4.2 - A suspensão ocorre quando o usuário receber 03(três) notificações seguidas;

4.1.4.3 - Três notificações no mesmo mês; o catador perde o vale-transporte;

Exemplos: 1 - som com volume não permitido, o dono do aparelho recebe:

- a) 1ª vez - advertência verbal
- b) 2ª vez - advertência escrita
- c) 3ª vez - suspensão por uma semana

2 - Roubo comprovado - expulsão definitiva do usuário do Galpão

4.1.4.4 - As pessoas expulsas encontradas fazendo triagem de material na rua, estarão sujeitas a fiscalização da PBH.

### 4.1.5 - RESPONSABILIDADES DO VIGILANTE

- a) estar atento à entrada/saída, circulação e permanência de catadores e demais pessoas no Galpão;
- b) impedir a entrada de pessoas não autorizadas;
- c) exigir a identificação do catador de papel, visitantes e outros.

## TERMO DE COMPROMISSO PARA USO DO GALPÃO

Eu ☐ associado ou ☐ não associado, \_\_\_\_\_  
me comprometo a cumprir todas as exigências da ASMARE/SLU, abaixo:

- 1 - utilizar as baias somente como local de trabalho;
- 2 - não dormir ou passar a noite nas baias e nem na área do Galpão;
- 3 - não entrar no galpão no horário de zero hora (meia noite) às 8:00(oito) horas da manhã, quando os portões estarão fechados;
- 4 - realizar a limpeza interna e em frente das baias;
- 5 - zelar pelos equipamentos e materiais da ASMARE / SLU, do uso de todos;
- 6 - colaborar com a limpeza dos banheiros e galpão;
- 7 - não usar as baias para guardar quaisquer outros produtos, próprios ou de terceiros, que comprometam a ASMARE;
- 8 - ensacar o lixo e material não reaproveitável e depositá-los na lixeira apropriada, diariamente;
- 9 - o catador(a) associado(a) se compromete a repassar o material reciclável à ASMARE;
- 9.1 - o catador(a) não associado(a) se compromete a repassar parte do material à ASMARE;
- 10 - ser passível de punição, inclusive com a perda do uso da baia, quando brigar, provocar brigas, usar drogas e bebidas alcóolicas ou praticar quaisquer atos que venham prejudicar a ASMARE;
- 11 - perder o meu direito de uso da baia, ficando no lugar outro catador constante da lista de espera, quando deixar de utilizar a baia por período superior a 15(quinze) dias sem motivo justificável e aceito pela ASMARE;
- 12 - as baias ora cedidas são propriedades da SLU / ASMARE e seu uso é exclusivo das mesmas;
- 13 - não emprestar, transferir ou ceder minha baia a outros catadores;
- 14 - participar das reuniões para planejamento e avaliações;
- 15 - manusear e ensacar os materiais recicláveis dentro da baia;
- 16 - não utilizar os corredores para estocagem, manuseio ou triagem de materiais recicláveis;
- 17 - fortalecer a comercialização dos produtos recicláveis através da ASMARE;
- 18 - não comprometer a ASMARE com assuntos relativos a porte e objetos roubados;
- 19 - providenciar a reposição do carrinho, no caso de perda do mesmo;
- 20 - cumprir normas regulamentadoras do assunto;
- 21 - não portar qualquer tipo de arma.

Belo Horizonte, \_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ 199 \_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Assinatura do usuário

\_\_\_\_\_  
Nº do Registro



TESTEM! INMAC.

1 \_\_\_\_\_ 2 \_\_\_\_\_

## BIBLIOGRAPHIE

- Amin, S. (1973). *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Éditions de Minuit, Paris.
- Asmare (2010). *Projeto revitalização Asmare 2010*, Asmare 20 anos reciclando vidas, Belo Horizonte.
- Ananias, P. (2008) Prefácio. Dans V.H. Kemp et H.M.T. Crivellari, (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais (p. 7-10)*, Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Andrade de Barros, V. et Pinto, J.B.M. (2008). Reciclagem : trabalho e cidadania. Dans V.H. Kemp et H.M.T. Crivellari, (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais (p. 65-82)*, Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Bastide, Roger (1957/1999), *Brésil terre des contrastes*, Paris, L'harmattan.
- Bechtold-Rognon, E. et Gaudichaud, F. (2010), *Bilan Lula : « Un social-libéralisme à la brésilienne »*, Entretien avec Franck Gaudichaud, Nouveaux Regards, septembre 2010.
- Benko, G. et Lipietz, A. (1992), *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Bouchard, M. (dir.). (2013) *Innovation and the Social Economy*, Toronto, University of Toronto Press.
- Bureau International du Travail, (2002), *Rapport VI : Travail décent et économie informelle*, Genève, Conférence internationale du Travail, 90e session.
- Boivin, L. et Fortier, M. (1998), *L'économie sociale : L'avenir d'une illusion*, Les Éditions Fides.

- Borges, J.O. & Kemp, V.H. (2008). A clínica da atividade como alternativa à saúde e à segurança no trabalho informal. Dans V.H. Kemp et H.M.T. Crivellari, (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais* (p.155-172), Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Bursztyn, M. (dir.). (2000). *No meio da rua : Nômades, Excluídos e Viradores*, (2<sup>e</sup> éd.), Editora Garamond Ltda., Rio de Janeiro, Brésil.
- Bursztyn, M. (2000). Da pobreza à miséria, da miséria à exclusão : o caso das populações de rua. Dans M. Bursztyn (dir.), *No meio da rua : Nômades, Excluídos e Viradores* (p. 27-55), (2<sup>e</sup> éd), Editora Garamond Ltda., Rio de Janeiro, Brésil.
- Bursztyn, M. (2000). Vira-mundos e « rola-bolsas ». Dans M. Bursztyn (dir.), *No meio da rua : Nômades, Excluídos e Viradores* (p. 230-258), (2<sup>e</sup> éd), Editora Garamond Ltda., Rio de Janeiro, Brésil.
- Castel, R. (1991). De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Dans J. Donzelot (dir.), *Face à l'exclusion, le modèle français* (p. 137-169), Édition Esprit, Paris.
- Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Gallimard, Paris.
- Cattani, A. D. (2007). *Desigualdades Socioeconômicas : conceitos e problemas de pesquisa. Sociologias*, Porto Alegre, ano. 9, no. 18, pages 74-99
- Chanial, P. et Laville, J.-L. (2001). *Société civile et associationnisme : une analyse sociohistorique du modèle français d'économie sociale et solidaire*, Politique et Sociétés, vol. 20, no. 2-3, p. 9-36
- Charmes, J. (1987). *Débat actuel sur le secteur informel*, Tiers-Monde, tome 28, no. 112, pp. 855-875.
- Claval, P. (2004). *La fabrication du Brésil une grande puissance en devenir*, Paris, Éditions Belin.
- Côté, S., Klein, J.-L. et Proulx, M.-U. (1995). *Et les régions qui perdent... ?*, GRIDEQ et GRIR, Rimouski et Chicoutimi,



- Crivellari, H.M.T., Dias, S.M. & Pena, A.D.S. (2008). Informação e trabalho : uma leitura sobre os catadores de material reciclável a partir das bases públicas de dados. Dans V.H. Kemp et H.M.T. Crivellari (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais* (p. 299-324), Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Damon, J. (2008). *L'exclusion*, Collection « Que sais-je? », Presses Universitaires de France.
- David de Oliveira, D. (2008). Migração, redes e projetos : os moradores de rua em Brasília. Dans M. Bursztyn (dir.), *No meio da rua : Nômades, Excluídos e Viradores* (p. 172-192), (2e éd), Editora Garamond Ltda., Rio de Janeiro, Brésil.
- De Gaulejac, V. et Taboada Léonetti, I. (1994). *La lutte des places*, Paris, Nouvelle édition 2007, Desclée de Brouwer.
- De Soto, H. (1994). *L'autre sentier*, Éditions La Découverte, Paris.
- Deslauriers, J.-P. et Sévigny, R. (1998). *L'organisation communautaire au temps de l'exclusion et de l'économie sociale. Service social*, vol. 47, no 3-4, p. 317-347
- Dias, S.M. (2002). *Construindo a cidadania : avanços e limites do Projeto de Coleta Seletiva em parceria com a Asmare*. Dissertation – Mémoire en géographie, Instituto de Geociências, Universidade Federal de Minas Gerais.
- Dias, S.M. (2007). *Do lixo à cidadania – catadores : de problema social à questão sócio-ambiental*, Anais do II Seminário Nacional – Movimentos Sociais, Participação e Democracia, p.579-594
- Dias, S.M. & Matos, M. (2008). Fórum Lixo & Cidadania – Inovação institucional na formulação de políticas públicas de resíduos sólidos. Dans V.H. Kemp et H.M.T. Crivellari (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais* (p. 249-264), Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Dias Tosta, T.L. (2000). Memórias da rua, memórias da exclusão. Dans Marcel Bursztyn (dir.), *No meio da rua : Nômades, Excluídos e Viradores* (p. 201-229), (2e éd.), Editora Garamond Ltda., Rio de Janeiro, Brésil.
- Dollfus, Olivier (1997). *La mondialisation*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

- Dos Santos, T.S. (2001). *Globalização e exclusão : a dialética da mundialização do capital*. *Sociologias*, Porto Alegre, ano 3, no 6, p 170-198
- Dupas, G. (1998). *A lógica da economia global e a exclusão social*. *Estudos Avançados*, 12 (34), p. 121-159.
- Eme, B. et Laville, J.-L. (1999). *Pour une approche pluraliste du tiers secteur*. *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, no. 1, p. 105-125
- Escorel, S. (2008). Vivendo de teimosos : moradores de rua na cidade do Rio de Janeiro. Dans M. Bursztyn (dir.), *No meio da rua : Nômades, Excluídos e Viradores* (p. 139-171), (2e éd.), Editora Garamond Ltda., Rio de Janeiro, Brésil.
- Favreau, L. et Fréchette, L. (1995). *Pauvreté urbaine et exclusion sociale : pistes de renouvellement du travail social auprès des personnes et des communautés locales en difficulté*. Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS), Cahier de recherche, série recherche, no. 5, 27 pages.
- Favreau, L. (1999). *Économie solidaire et renouvellement de la coopération Nord-Sud : le défi actuel des ONG*, *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, no. 1, p. 127-141.
- Favreau, L. et Fréchette, L. (2002). *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, Québec.
- Favreau, L., Larose, G. et Fall, A.S. (2004). *Altermondialisation, économie et coopération internationale*. Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, Québec.
- Ferraresse, E. (2009). *Qu'est-ce qu'une lutte pour la reconnaissance ? Réflexions sur l'antagonisme dans les théories contemporaines de la reconnaissance*. *Politiques et Sociétés*, vol. 28, no. 3, pp. 101-116.
- Ferreira, J.S.W. (2000). *Globalização e urbanização subdesenvolvida*, São Paulo em perspectiva, 14 (4).

- Fórum Estadual Lixo & Cidadania, (2011), *Manual para organização e negociação dos serviços : sistema de coleta seletiva com participação dos catadores.* (dir.) Lima, Francisco de Paula Antunes, Golçalves, José Aparecido, Carvalho, Janice Pereira de Araújo, Varella, Cinthia Versiani Scott, Belo Horizonte, Minas Gerais, 40 pages.
- Fraser, N. (2005/2011). *Qu'est ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution.* Éditions La Découverte, Paris.
- Freitas, M.V.D.O. (2005). *Entre ruas, lembranças e palavras : a trajetória dos catadores de papel em Belo Horizonte*, Editora PUC Minas, Belo Horizonte,.
- Freitas, M.V.D.O. et Neves, M.D.A. (2008). Cidade e trabalho : as experiências dos catadores de papel em Belo Horizonte. Dans V.H. Kemp et H.M.T. Crivellari (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais* (p. 83-108), Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Gélinas, J.B. (2000). *La globalisation du monde : Laisser faire ou faire ?*, Les Éditions Écosociété, Montréal.
- Giffin, K.M. (2007). *Financeirização, erosão da democracia e empobrecimento da cidadania : tendências globais?*, Ciências & Saúde Coletiva, 12(6), pp. 1491-1504
- Guimarães, D.A. (2008). *Desenvolvimento Tecnológico, Padronização de Comportamentos no Trabalho e Exclusão Social*, Saúde Soc. São Paulo, vol. 17, no 4, pp. 81-92.
- Harvey, D. (2006). *Spaces of Global Capitalism : Towards a theory of uneven geographical Development*, Verso, New York.
- Hasenbalg, C. (1997). *Entre le mythe et les faits : racisme et relation raciale au Brésil.* Journal des africanistes, tome 67, fascicule 1, L'Afrique vue du Brésil, pp.27-45
- Honneth, A. (1992/2010). *La lutte pour la reconnaissance*, Les Éditions du Cerf, Paris.

- Jetté, C., Lévesque, B., Mager, L. et Vaillancourt, Y. (2000). *Économie sociale et transformation de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être : une recension des écrits (1990-2000)*, Collection pratiques et politiques sociales, Presse de l'Université du Québec, Sainte-Foy, Québec.
- Kemp, V.H. et Crivellari, H.M.T. (dir.), (2008), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais*, Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Kemp, V.H. et Crivellari, H.M.T. (2008). Apresentação. Dans V.H. Kemp et, H.M.T. Crivellari (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais (p. 11-20)*, Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Kemp, V.H. (2008). Empreendimentos solidários : desafios para enfrentar a naturalização das desigualdades sociais. Dans V.H. Kemp et H.M.T. Crivellari (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais (p. 23-48)*, Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Klein, J.-L. (2008) Territoire et développement. Du local à la solidarité interterritoriale. Dans Massicotte, G. (Dir.) *Sciences du territoire : perspectives québécoises (p. 315-333)*. Sainte-Foy, Qc. Presses de l'Université du Québec.
- Klein, J.-L. (2011a) Économie sociale et territoire en contexte de mondialisation. Le développement par l'initiative locale. Dans Bellemare, G. et J.-L. Klein (Dir.) *Innovation sociale et territoire (p. 175-194)*. Québec : Presses de l'Université du Québec. Collection Innovation sociale.
- Klein, J.-L. (2011b) Chapitre 2 : La mondialisation : de l'État-nation à l'espace-monde. Dans Klein, J.-L. et F. Lasserre (Dir.) *Le monde dans tous ses États. Une perspective géographique (p. 49-72)*. Sainte-Foy, Qc, Presses de l'Université du Québec, Collection Géographie contemporaine.
- Klein, J.-L. (2012) L'économie sociale et solidaire et la lutte contre la pauvreté en milieu local : le cas du Québec. *RECMA Revue internationale de l'économie sociale*. Num. 325, pp : 65-77
- Klein, J.-L. et Champagne, C. (2011). *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- Klein, J.-L. et Lasserre, F. (Dir.), (2011), *Le monde dans tous ses États : une approche géographique*, 2ième Édition, Presses de l'Université du Québec, Québec.

- Klein, J.-L. et D. Harrisson (2007) (Dir.) *L'innovation sociale*. Québec, Qc, Presses de l'Université du Québec,.
- Klein, J.-L. et P.-A. Tremblay (2013). The Social Economy: A Springboard for Local Development Projects? Dans M. Bouchard (dir.) *Innovation and the Social Economy: The Québec Experience* (p. 229-259). Toronto, University of Toronto Press.
- Krugman, P. (2009). *The conscience of a liberal*, W.W. Norton & Company, New York.
- Labelle, M., Field, A.-M. et Icart, J.-C. (2007). *Les dimensions d'intégration, des immigrants, des minorités ethnoculturelles et des groupes racisés au Québec*, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, pp. 9-19.
- Larraechea, I. et Nyssens, M. (2000). L'économie solidaire, un autre regard sur l'économie populaire au Chili. Dans Laville, J.-L., (dir.), *L'économie solidaire : une perspective internationale* (p. 177-222), Collection Sociologie économique, Desclée de Brouwer, Paris.
- Laville, J.-L. (2010). *Politique de l'association*, Collection Économie Humaine, Éditions du Seuil, Paris.
- Laville, J.-L. (1995). *Emploi et intégration sociale : la perspective de l'économie solidaire*, GÉRIS, 25 pages.
- Lautier, B. (2004). *L'économie informelle dans le Tiers-Monde*, Éditions La Découverte, Paris.
- Lévesque, B. (2006). *Le potentiel d'innovation et de transformation de l'économie sociale : quelques éléments de problématique*, Collection Études théoriques, CRISES, 35 pages.
- Lévesque, B., Bourque, G.L. et Forgues, É. (2001). *La nouvelle sociologie économique*, Édition Desclée de Brouwer, Paris.
- Lévesque, B. et Mendell, M. (1999). *L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche*, Lien social et politiques, no. 41, pp. 105-118



- Lima, F.D.P.A. & Oliveira, F.G.D. (2008). Produtividade técnica e social das associações de catadores : por um modelo de reciclagem solidária. Dans V.H. Kemp et H.M.T. Crivellari (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais* (p. 225-248), Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Lopes da Silva, M.L. (2008). A condição do trabalho e o fenômeno população em situação de rua no Brasil – 1995 a 2005. Dans V.H. Kemp & H.M.T. Crivellari (dir.), *Catadores na cena urbana : construção de políticas socioambientais* (p. 201-224). Autêntica Editora Ltda., Belo Horizonte.
- Magalhães, R. (2001). *Integração, exclusão e solidariedade no debate contemporâneo sobre as políticas sociais*, Saúde Pública, Rio de Janeiro, 17 (3), p. 569-579
- Maiolino, A.L.G. et Mancebo, D. (2005). *Análise Histórica da desigualdade : Marginalidade, Segregação e exclusão*, Psicologia & Sociedade, 17 (2), p. 14-20
- Manzagol, C. (2003). *La mondialisation : données, mécanismes et enjeux*, Armand Collin, Série : Campus Géographie, Paris.
- Maricato, Ermínia (2010), Inclusão, colaboração e governança urbana : Perspectivas brasileiras. Dans De Castro, E. & Wojciechowski, M.J. (dir.) *Social Exclusion and Mobility in Brazil* (p. 7-11). Editora PUC Minas, Belo Horizonte, pp. 7-11.
- Marió, E.G. et Woolcock, M., avec von Bulow, M. (2008), « Overview : assessing Social Exclusion and Mobility, Dans E.G. Marió & M. Woolcock (dir.) *Social Exclusion and Mobility in Brazil*, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, Washington, DC, pp. 1-34.
- Meade, T.A. (2009). *A brief history of Brazil*, Facts On File, New York.
- Mingione, E. (1998). *Fragmentation et exclusion : la question sociale dans la phase actuelle de la transition des villes dans les sociétés industrielles avancées*, Sociologie et société, vol. 30, no. 1, pp. 69-83.
- Nascimento, E.P.D. (2000). Dos excluídos necessários aos excluídos desnecessários. Dans M. Burszty, (dir.), *No meio da rua : Nômades, Excluídos e Viradores* (p. 56-87), (2e éd.), Editora Garamond Ltda., Rio de Janeiro, Brésil.
- Ohmae, K. (1995). *The end of the Nation-State : The rise of regional economies*, Simon and Schuster Inc., New York.

- Ohmae, K. (2005). *The Next Global Stage : Challenges and opportunities in our borderless world*, Wharton School Publishing, New Jersey.
- Paugam, S. (1991). *La disqualification sociale*, Paris, Presse Universitaire de France, Sociologie – (8e éd., 2009), Presse Universitaire de France, Quadrige.
- Porto, M.S.G. (2001). *Exclusion sociale et violence : le cas du Brésil*, Sociologie et société, vol. 33, no.2, pp. 49-66
- Racine, S. (2007). *Un tour d'horizon de l'exclusion*, Service social, vol. 53, no. 1, pp. 91-108.
- Ricoeur, P. (2005). *Parcours de la reconnaissance*. Éditions Folio. Paris.
- Rocha, S. (2007). *L'évolution récente de la pauvreté au Brésil et les « portes de sortie » pour les pauvres*. Problèmes d'Amérique Latine, (Automne-Hiver) N° 66, Repenser la pauvreté en Amérique Latine, pp.71-94.
- Rouquié, A. (2006). *Le Brésil au XXIe siècle naissance d'un nouveau grand*. Éditions Fayard.
- Roy, S. (1995). *L'itinérance : forme exemplaire d'exclusion sociale?*. Lien social et Politiques, no. 34, pp. 73-80
- Sassen, S. (2007). *La globalisation. Une sociologie*, W.W. Norton & Company, Inc., Édition Gallimard, 2009, pour l'édition en langue française, New York,.
- Sassen, S. (2011). Présentation lors du Colloque international du CRISES.
- Scalon, M.C. et Cano, I. (2008). Legitimization and Acceptance : How Brazilians Survive Inequalities. Dans E.G. Marió & M. Woolcock (dir.), *Social Exclusion and Mobilty in Brazil (p.81-96)*, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, Washington, DC.
- Stiglitz, J.E. (2002). *Globalization and its discontents*, W.W. Norton & Company, New York.
- Taylor, C. (1992). *Multiculturalisme : différence et démocratie*. Éditions Flammarion. Paris.

- Telles, E.E. (2004). Residential Segregation. Dans *Race in another America : The significance of skin color in Brazil* (p. 194-214), Princeton, Princeton University Press.
- Véran, J.-F. (2009). *La démocratie brésilienne à l'épreuve de la « question raciale »*. Problème d'Amérique latine, no. 72, pp.109-128
- Young, I.M. (1990). *Justice and the politics of difference*. Princeton University Press, Princeton.
- Zioni, F. (2006). *Exclusão social : noção ou conceito?*, Saúde e Sociedade, vol. 15, no. 3, p.15-29.
- Zweig, S. (1992). *Le Brésil, terre d'avenir*. (Titre original : Brasilien, ein Land der Zukunft, 1941), Marseille, Éditions de l'aube, 380 pages.